



**HAL**  
open science

# Maledetti apostati. Une polémique entre les ordres mendiants et la Pénitencerie apostolique à propos de la réforme de l'office curial (milieu des années 1530)

Elisabeth Lusset, Clément Pieyre

## ► To cite this version:

Elisabeth Lusset, Clément Pieyre. Maledetti apostati. Une polémique entre les ordres mendiants et la Pénitencerie apostolique à propos de la réforme de l'office curial (milieu des années 1530). *Archivum historiae pontificiae*, 2023, 55, pp.41-122. hal-03417066

**HAL Id: hal-03417066**

**<https://hal.science/hal-03417066>**

Submitted on 4 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Élisabeth Lusset et Clément Pieyre, « *Maledetti apostati. Une polémique entre les ordres mendiants et la Pénitencerie apostolique à propos de la réforme de l'office curial (milieu des années 1530)* », *Archivum Historiae Pontificiae*, 55, 2021, p. 41-122 (paru en mars 2023).

## Introduction à l'édition

Dans les *Propos de table*, Martin Luther raconte l'histoire d'un chartreux scélérat, chassé de son monastère pour avoir entretenu une prostituée dans sa cellule. Le moine décide de se rendre à la Curie romaine afin d'être absous et de réintégrer son ordre. Avant de se présenter devant le souverain pontife, il fait une halte dans les cuisines pontificales, où tous affirment que, loin de le pardonner, le pape le fera occire. Au contraire, le chartreux se dit certain d'obtenir la grâce facilement:

Ayant bien bu, il alla se jeter à terre aux pieds du pape, clamant: «Miséricorde, miséricorde, miséricorde!». Le pape, le poussant du bout du pied, lui dit: «Que veux-tu?» – «Très Saint-Père, je voudrais m'amender!» S'en retournant absous, il fit un pied de nez dans le dos du pape, et s'en alla dire à la cuisine: «Ne vous avais-je pas dit que, sans vous demander secours, j'arrangerais fort bien mon affaire?»<sup>1</sup>

Par cette anecdote, datée entre 1529 et 1546, l'ancien ermite de Saint-Augustin fustige tant la débauche des religieux<sup>2</sup> que la facilité avec laquelle les papes leur confèrent des absolutions.

[p. 42] Le reproche est ancien<sup>3</sup>, mais il prend une acuité particulière avec la [p. 42] propagation des doctrines hétérodoxes dans les années 1520. Plus largement, il fait partie des arguments mobilisés pour critiquer la corruption de la Curie, jugée principale responsable des maux de l'Église<sup>4</sup>. Dans un long poème, Battista Spagnoli, le général des carmes entre 1513 et 1516, dénigre une «Curie imprégnée de venin qui répand la contagion dans tout le pays<sup>5</sup>». De même, Egidio da Viterbo, général des ermites de Saint-Augustin, dénonce les tares de la Curie dans son sermon inaugural au concile de Latran V, qui s'achève quelques semaines avant la publication des thèses de Luther en 1517<sup>6</sup>. La réforme de la tête de l'Église apparaît comme un préalable nécessaire à la réforme des membres: *Purga Romam, purgatur mundus*, écrit ainsi l'abbé bénédictin et humaniste Zaccaria Ferreri au pape Adrien VI en 1522<sup>7</sup>. Au printemps 1527, le sac de Rome par les troupes impériales est interprété par beaucoup comme le signe de la colère divine à l'encontre de l'Église romaine. Parmi les offices curiaux qui concentrent les critiques, on trouve la Pénitencerie [p. 43] apostolique, chargée, depuis le début du XIII<sup>e</sup> siècle, de concéder des absolutions,

---

\* Nous remercions chaleureusement Cédric Giraud, Fabrice Delivré et Franck Roumy pour leurs conseils et leur aide précieuse dans la préparation de l'édition des textes. Toutes les erreurs qui subsistent sont les nôtres.

<sup>1</sup> Martin LUTHER, *Propos de table (Tischreden)*, trad. par Louis SAUZIN, Paris, Aubier, 1992, 253. Les premières éditions, en latin et en allemand, paraissent en 1566 et en 1568-1571.

<sup>2</sup> Daniela SOLFAROLI CAMILLOCCI, *La clôture au prisme de la critique protestante*, communication lors de la journée d'étude *L'exception et la Règle. Apports du livre et perspectives de recherche* organisée par Albrecht Burkardt, LARHRA, Lyon, 21 mai 2022.

<sup>3</sup> Voir, par exemple, le traité du bénédictin Nikolaus Vener (1400-1414, avant 1407?), édité par Hermann HEIMPEL, *Die Vener von Gmünd und Strassburg 1162-1447. Studien und Texte zur Geschichte einer Familie sowie des gelehrten Beamtentums in der Zeit der abendländischen Kirchenspaltung und der Konzilien von Pisa, Konstanz und Basel*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1982, vol. 3, 1205-1226, commenté par Milena SVEC-GOETSCHI, *Klosterflucht und Bittgang. Apostasie und monastische Mobilität im 15. Jahrhundert*, Köln, Böhlau, 2015, 137-140.

<sup>4</sup> Götz-Rüdiger TEWES, *Die römische Kurie und die europäischen Länder am Vorabend der Reformation*, Tübingen, Niemeyer, 2001; Florence ALAZARD – Frank LA BRASCA (dir.), *La papauté à la Renaissance*, Paris, Honoré Champion, 2007; Bryan CUSSEN, *Pope Paul III and the Cultural Politics of Reform 1534-1549*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2020; Miles PATTENDEN, *The Roman Curia*, in *A Companion to Early Modern Rome, 1492-1692*, Pamela M. JONES – Barbara WISCH – Simon DITCHFIELD (dir.), Leyden, Brill, 2019, 44-59.

<sup>5</sup> Edmondo COCCIA, *Le edizioni delle opere del Mantovano*, Roma, Institutum carmelitanum, 1960.

<sup>6</sup> John W. O'MALLEY, *Giles of Viterbo on Church and Reform: A study in Renaissance thought*, Leyden, Brill, 1968; Nelson H. MINNICH, *Concepts of Reform proposed at the Fifth Lateran Council*, in «Archivum Historiae Pontificiae» 7 (1969) 163-251; Maria CHIABÒ – Rocco RONZANI – Angelo Maria VITALE (dir.), *Egidio da Viterbo, cardinale agostiniano, tra Roma e l'Europa del Rinascimento*, Roma, Centro Culturale Agostiniano, 2014.

<sup>7</sup> *De reformatione Ecclesiae suavioria R. P. D. Zachariae Ferrerii Vicentini*, in *Concilium Tridentinum. Diariorum, Actorum, Epistularum, Tractatum nova collectio* [abrégé CT], Vinzenz SCHWEITZER (éd.), Freiburg im Breisgau, Herder, 1930, vol. 12, 27.

des dispenses et des licences aux fidèles qui la sollicitent; dans les années 1530, la dénonciation de ses abus est un lieu commun<sup>8</sup>.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les trois documents édités. Le premier est un «libelle<sup>9</sup>» anonyme, rédigé à une date inconnue par quatre «généraux des ordres mendiants» (28 666 signes). Ils accusent avec virulence la Pénitencerie, les légats et les nonces apostoliques d'octroyer avec une trop grande largesse des grâces aux religieux et aux moniales et, par conséquent, de favoriser tout à la fois le relâchement de la discipline ecclésiastique et l'essor de l'hérésie luthérienne. Ce libelle suscite une double réponse de la part de la Pénitencerie, avec un texte écrit par le Pénitencier majeur, Antonio Pucci (1529-1544), daté du 10 février 1536 (31 149 signes) et un autre, non daté, rédigé par le régent et les officiers de la Pénitencerie (37 907 signes). Conservés à l'Archivio della Penitenzieria Apostolica, ces trois documents ont été copiés au XVII<sup>e</sup> siècle les uns à la suite des autres dans un volume de 299 feuillets ayant pour titre *Facultates concesse Penitentiario Maiori*<sup>10</sup>. Probablement composé du temps du cardinal Niccolò Albergati Ludovisi, Pénitencier majeur de 1650 à 1687, il rassemble des actes compilés, d'après le colophon, en 1553 par Charles Poullay, un clerc du diocèse de Saintes, *substitutus* de la Pénitencerie apostolique. Les actes datent des années 1421-1544 et traitent du personnel de la Pénitencerie, des grâces concédées ou encore de la taxation des lettres accordées par l'office. Plusieurs erreurs et omissions laissent à penser que celui qui a copié les trois documents n'en comprenait pas toujours le sens.

Ce dossier de documents éclaire sous un jour inédit les réformes [p. 44] pré-tridentines à l'œuvre tant dans les ordres mendiants qu'à la Curie romaine. Après avoir présenté l'office de la Pénitencerie, les critiques dont il fait l'objet et les projets de réforme du début du pontificat de Paul III, nous montrerons comment le libelle des généraux mendiants participe d'une tentative pour juguler l'apostasie des religieux, un phénomène massif dans les années 1530. Nous proposerons enfin une analyse succincte des principaux arguments mobilisés par le libelle, puis par le personnel de la Pénitencerie<sup>11</sup>.

## 1. Critiques de la Pénitencerie apostolique et projets de réforme de l'office

Depuis la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, la Pénitencerie apostolique constitue, avec la Chancellerie, la Chambre apostolique, puis la Rote, l'un des plus importants offices de la Curie pontificale. Son domaine de compétence augmente à mesure que les papes octroient de nouveaux pouvoirs au Pénitencier majeur. À côté des pénitenciers mineurs, qui ont pour tâche principale d'entendre les confessions des pèlerins dans les basiliques romaines majeures et de conférer les absolutions sacramentelles, le Pénitencier majeur est chargé de traiter les suppliques rédigées, le plus souvent à distance, par les suppliants et leur procureur. Nommé par le pape au sein du collège cardinalice, le Pénitencier majeur est assisté par un régent, qui dispose des mêmes pouvoirs d'absolution et de dispense que lui, et par un personnel administratif (scribes, auditeurs, correcteurs, sigillaires, etc.), qui reçoit les suppliques, prépare les minutes, enregistre les dates, calcule les taxes et rédige les lettres de grâce<sup>12</sup>. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1529, Antonio Pucci, évêque

---

<sup>8</sup> Filippo TAMBURINI, *La riforma della Penitenzieria nella prima metà del sec. XVI e i cardinali Pucci in recenti saggi*, in «Rivista di storia della Chiesa in Italia» 44 (1990) 110-129.

<sup>9</sup> L'appellation de *libellus* est donnée par le cardinal Antonio Pucci et par son régent, voir les textes n° 2 et 3.

<sup>10</sup> Città del Vaticano, Archivio della Penitenzieria Apostolica (abrégé APA), *Facultates* 1, ff. 98v-132v. Le registre est succinctement présenté par Alessandro SARACO, *La Penitenzieria al "secolo" del Concilio di Trento*, in *Penitenza e Penitenzieria nel "secolo" del Concilio di Trento. Prassi e dottrine in un mondo più largo (1517-1564)*, Manlio SODI – ID. (dir.), Città del Vaticano, Libreria editrice vaticana, 2016, 125-132; Alessandro SARACO – Ugo TARABORRELLI, *L'archivio della Penitenzieria Apostolica tra passato e futuro*, in *L'archivio della Penitenzieria Apostolica: stato attuale e prospettive future*, Krzysztof NYKIEL – Ugo TARABORRELLI (dir.), Città del Vaticano, Libreria editrice vaticana, 2017, 15-28.

<sup>11</sup> Si cette introduction entend réinscrire cette polémique dans son contexte de production, elle n'en épuise toutefois pas l'analyse. Elle constitue un premier jalon de recherches en cours.

<sup>12</sup> Emil GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiare von ihrem Ursprung bis zu ihrer Umgestaltung unter Pius V.*, 4 vol., Roma, Loescher, 1907-1911; Ludwig SCHMUGGE – Patrick HERSPERGER – Béatrice WIGGENHAUSER (dir.), *Die Supplikenregister der päpstlichen Pönitentiare aus der Zeit Pius' II. (1458-1464)*, Tübingen, Niemeyer, 1996; Kirsi SALONEN, *The Penitentiary as Well of Grace in the late Middle Ages. The Example of the Province of Uppsala 1448-1527*, Helsinki, Academia Scientiarum Fennica, 2001 (Annales Academiae Scientiarum Fennicae, 313); EAD., *The Curia: The Apostolic Penitentiary*, in *A Companion to the Medieval Papacy: Growth of an Ideology and Institution*, Keith Sisson – Atria A. Larson (dir.), Leyde, Brill, 2016, 259-275; Arnaud FOSSIER, *Le bureau des âmes. Écritures et pratiques administratives de la Pénitencerie apostolique (XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle)*, Roma, École française de Rome, 2018.

de Pistoia, a succédé à son oncle, Lorenzo Pucci, à la tête de l'office. Le 27 septembre [p. 45] 1531, Clément VII le fait cardinal, avec le titre de cardinal-prêtre des Santi Quattro Coronati<sup>13</sup>.

Un an après l'accession d'Antonio Pucci au titre cardinalice, la Pénitencerie fait l'objet d'une violente charge de la part de Gian Pietro Carafa, ancien archevêque de Brindisi, cofondateur de l'ordre des théatins et futur Paul IV. Dans un mémoire adressé à Clément VII, le 4 octobre 1532, Carafa dénonce les progrès de l'hérésie luthérienne à Venise et en impute la responsabilité aux couvents mendiants. Dans la cinquième partie du mémoire, il établit un lien entre l'apostasie *a religione* (la sortie du couvent) et l'apostasie *a fide* (l'abandon de la foi chrétienne): selon lui, les «maudits apostats» (*maledetti apostati*) fuient leur couvent, prennent l'habit séculier, s'emparent des églises paroissiales «tels des loups» (*come lupi*) et y propagent leurs idées hérétiques. Carafa accuse la Curie, et plus particulièrement les «chiens enragés de la Pénitencerie» (*cani arrabiati di quella Penitentiaria*), de favoriser le processus. Les profits générés par l'octroi des dispenses et des licences poussent l'office à donner gain de cause aux religieux qui le sollicitent pour s'affranchir de leurs vœux, souvent sous des prétextes fallacieux. Carafa appelle Clément VII à cesser d'user trop facilement de son pouvoir de dispense et à réformer la Pénitencerie, afin de permettre aux ordres réguliers de renforcer leur contrôle sur les religieux<sup>14</sup>.

Ces critiques semblent entendues par le successeur de Clément VII, Alexandre Farnèse, élu le 13 octobre 1534, sous le nom de Paul III<sup>15</sup>. [p. 46] Entre la fin 1534 et 1536, ce dernier nomme plusieurs commissions de cardinaux et d'évêques afin de réformer les offices curiaux<sup>16</sup>. En juillet 1536, il charge neuf prélats, dont Gian Pietro Carafa, de préparer le concile de Mantoue, censé se tenir l'année suivante<sup>17</sup>. Les réunions, présidées par Gasparo Contarini, débutent à Rome en novembre 1536 et, le 9 mars 1537, la commission présente le résultat de ses travaux devant le consistoire, sous la forme d'un mémoire, le *Consilium de emendanda Ecclesia*. Il s'ouvre sur une critique du développement excessif de la puissance pontificale<sup>18</sup>. Dans le troisième chapitre consacré au gouvernement de l'Église, est dénoncé le fait que les évêques sont empêchés d'exercer leurs pouvoirs de correction, d'une part, en raison des privilèges d'exemption, d'autre part, à cause de la Pénitencerie et de la Daterie auxquelles les délinquants recourent pour échapper à la punition, contre monnaie sonnante et trébuchante<sup>19</sup>. Dans ce même chapitre, la commission demande la suppression des monastères qui n'ont pas été réformés par l'Observance<sup>20</sup>. Le quatrième chapitre porte, quant à lui, sur les abus en matière de grâces et de dispenses pontificales, dont la commission dénonce le trafic lucratif. Parmi les grâces fustigées figurent celles qui permettent aux religieux de se libérer de leurs vœux solennels, de quitter l'habit et de devenir clercs séculiers. Accusant le pape d'utiliser le pouvoir des clés pour s'enrichir, la commission demande que ces grâces ne [p. 47]

---

<sup>13</sup> Vanna ARRIGHI, *Pucci, Antonio*, in *Dizionario Biografico degli Italiani*, 85, Roma, Istituto della Enciclopedia Italiana, 2016, 546-548.

<sup>14</sup> Gian Pietro CARAFA, *De Lutheranorum haeresi reprimenda et ecclesia reformanda ad Clementem VII*, in *CT*, vol. 12, 67-77, ici 70-71 et 74, trad. angl. par Elisabeth G. GLEASON, *Reform Thought in Sixteenth-Century Italy*, Chico California, Scholars Press, 1981, 57-80. Sur ce mémoire, Édouard d'ALENÇON, *Gian Pietro Carafa, vescovo di Chieti (Paolo IV) e la Riforma nell'Ordine dei Minori dell'Osservanza. Documenti inediti sul Generalato di Paolo Pisotti da Parma e la Provincia di S. Antonio*, Foligno, Società Poligrafica Francesco Salvati, 1912; Giovanni MICCOLI, *La storia religiosa*, in *Storia d'Italia*, Ruggiero ROMANO – Corrado VIVANTI (dir.), Torino, G. Einaudi, 1974, vol. 2, 998-1000; Jurij BARDINI, «*Quella maledetta nidiata: frati minori conventuali perseguiti per eresia agli inizi del Cinquecento*», in «*Il Santo. Rivista francescana di storia, dottrina, arte*», XLVII (2007) 451-480; Andrea VANNI, *La carriera di Paolo IV, tra Inquisizione e Ordini Religiosi*, in «*Tiempos modernos*» 37/2 (2018) 410-433.

<sup>15</sup> Sur les vellétés réformatrices de Paul III, B. CUSSEN, *Pope Paul III*, 95-102.

<sup>16</sup> Stephan EHSES, *Kirchliche Reformarbeiten unter Papst Paul III. vor dem Trienter Konzil*, in «*Römische Quartalschrift für christliche Altertumskunde und Kirchengeschichte*» 15 (1901) 153-174 et 397-411; Ludwig von PASTOR, *Histoire des papes depuis la fin du Moyen Âge*, Paris, Plon, 1925, vol. 11, 113 (tit. orig., *Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters*, Freiburg im Breisgau, Herder, 1928, vol. 5); Elisabeth G. GLEASON, *Gasparo Contarini: Venice, Rome, and Reform*, Berkeley, University of California Press, 1993, 130-186.

<sup>17</sup> Outre Carafa et Contarini, la commission est composée de Reginald Pole, Jacques Sadolet, Gian Matteo Giberti, Girolamo Aleandro, Tommaso Badia, Federico Fregoso et Gregorio Cortese. Sur cette commission et les liens qui unissent ses membres, Hubert JEDIN, *Le concile de Trente I. La lutte pour le concile*, Paris, Desclée, 1965, 377-380 (tit. orig., *Geschichte des Konzils von Trient. Band I, Der Kampf um das Konzil*, Freiburg im Breisgau, Herder, 1949); E. GLEASON, *Gasparo Contarini*, 141-142; B. CUSSEN, *Pope Paul III*, 104-108.

<sup>18</sup> *CT*, vol. 12, 134.

<sup>19</sup> *Ivi*, 139: *Deinde, si non sunt exempti, confugiunt statim ad Poenitentiarium vel ad Datarium, ubi confestim inveniunt viam impunitati et, quod peius est, ob pecuniam praestitam.*

<sup>20</sup> *Ivi*, 139.

soient plus accordées<sup>21</sup>. À travers cette critique, la commission remet en cause le fonctionnement financier de l'Église<sup>22</sup>.

Ces propositions de réforme provoquent la vive opposition des curialistes, notamment du cardinal pénitencier Antonio Pucci<sup>23</sup>. Parallèlement aux travaux de la commission pontificale, ce dernier entreprend de réformer son office par plusieurs décrets<sup>24</sup>. Loin d'être originale, cette action s'inscrit dans la continuité des papes qui, depuis le concile de Constance, ont tous eu des projets de réforme de l'office<sup>25</sup>. Le 14 octobre 1438, Eugène IV clarifie et étend les attributions de la Pénitencerie, en dressant la liste des compétences ou facultés du Pénitencier majeur<sup>26</sup>. Par la suite, cette liste est complétée par Sixte IV: le 13 septembre 1471, peu après son élection, le pape précise les facultés du Pénitencier majeur par une nouvelle liste<sup>27</sup>; le 9 mai 1484, la bulle *Quoniam nonnulli* réaffirme l'autorité du Pénitencier majeur et précise les règles d'expédition des lettres de l'office<sup>28</sup>. Enfin, le 13 décembre 1513, Léon X consacre [p. 48] une partie de la bulle *Pastoralis officii* à la Pénitencerie: il confirme les facultés concédées par Sixte IV, précise la manière dont les décisions doivent être prises et régleme les taxes perçues<sup>29</sup>. Il évoque également les plaintes à propos des «lettres déclaratoires», des lettres accordées aux religieux qui ont fait profession à l'âge requis et qui sont restés plus d'un an dans leur monastère, mais qui cherchent à faire annuler leurs vœux en disant qu'ils ont été contraints à faire profession. Le pape prévoit que la procédure de validation des lettres pontificales soit renforcée avec l'intervention, si la grâce est délivrée à la Curie, du général ou du procureur de l'ordre ou bien, si la grâce est octroyée dans les juridictions *in partibus*, du supérieur du couvent ou de la province<sup>30</sup>. Les décrets d'Antonio Pucci visent, quant à eux, à mettre fin à un certain nombre d'abus de la part du personnel de la Pénitencerie, notamment dans la perception des taxes et dans l'usage des facultés contre la juridiction des ordinaires. Ces décrets sont discutés lors des sessions hebdomadaires de la Signature de la Pénitencerie de janvier 1536 à mai 1542 et traitent, en particulier, des concessions faites aux religieux<sup>31</sup>.

## 2. Un libelle des ordres mendiants contre la Pénitencerie apostolique

C'est dans ce contexte d'ébullition réformatrice qu'ont été rédigés les trois documents édités. Si l'on connaît la date de la réponse qu'Antonio Pucci fait au libelle des généraux mendiants, le 10 février 1536, il est pour l'heure difficile de dater précisément la rédaction du libelle et la seconde réponse de la Pénitencerie. Nous proposerons néanmoins quelques hypothèses.

### Réforme des ordres mendiants et essor de l'apostasie *a religione*

---

<sup>21</sup> *Ivi*, 141. Sur les pouvoirs spirituels du pape, Paolo PRODI, *Il sovrano pontefice. Un corpo e due anime: la monarchia papale nella prima età moderna*, Bologna, Il Mulino, 1982; Benoît SCHMITZ, *Le pouvoir des clefs au XVI<sup>e</sup> siècle. La suprématie pontificale et son exercice face aux contestations religieuses et politiques*, thèse de doctorat dirigée par Alain Tallon, soutenue le 30 novembre 2013, Université Paris-Sorbonne.

<sup>22</sup> Sur le caractère réformateur du *Consilium*, L. PASTOR, *Histoire des papes*, vol. 11, 139-141; H. JEDIN, *Le concile de Trente*, 378-382; B. CUSSEN, *Pope Paul III*, 109-110. Concernant les débats historiographiques relatifs à la fiscalité pontificale, Mario ROSA, *La "Scarsella di Nostro Signore": aspetti della fiscalità spirituale pontificia nell'età moderna*, in «Società e storia» 38 (1987) 817-845, réimpr. ID. *La Curia romana nell'Età moderna. Istituzioni, cultura, carriere*, Roma, Viella, 2013, 25-56.

<sup>23</sup> L. PASTOR, *Histoire des papes*, vol. 11, 163-166; E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. II/1, 115.

<sup>24</sup> *Ivi*, vol. II/1, 112-118 et II/2, 43-69.

<sup>25</sup> F. TAMBURINI, *La riforma della Penitenzieria*, 110-129; E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. I/1, 202-212 (concile de Constance et réforme d'Eugène IV); *ivi*, vol. II/1, 90-119 (Calixte III, Pie II, Sixte IV, Alexandre VI, Jules II et Léon X durant le concile de Latran V, Clément VII et Paul III).

<sup>26</sup> Bulle *In apostolice dignitatis* du 14 octobre 1438, *ivi*, vol. I/2, 37-47.

<sup>27</sup> *Ivi*, vol. II/2, 4-8 (liste des facultés du Pénitencier majeur sous Sixte IV, bulle *Personam tuam* du 13 septembre 1471).

<sup>28</sup> Bulle *Quoniam nonnulli* du 9 mai 1484, in *Bullarum, diplomatum et privilegiorum sanctorum Romanorum pontificum Taurinensis editio*, Francisco GAUDE (éd.), Augustae Taurinorum, S. Franco et H. Dalmazzo, 1860, vol. 5, 292-295. K. SALONEN, *The Penitentiary as Well of Grace*, 59-63, A. FOSSIER, *Le bureau des âmes*, 77-82, Wolfgang P. MÜLLER, *The Price of Papal Pardon. New Fifteenth-Century Evidence*, in *Päpste, Pilger, Pönitentiarie. Festschrift für Ludwig Schmutge zum 65. Geburtstag*, Andreas MEYER – Constanze RENDTEL – Maria WITTMER-BUTSCH (dir.), Tübingen, Niemeyer, 2004, 457-481.

<sup>29</sup> *Bullarum, diplomatum et privilegiorum*, vol. 5, 576-580. K. SALONEN, *The Penitentiary as Well of Grace*, 63-64.

<sup>30</sup> *Bullarum, diplomatum et privilegiorum*, vol. 5, 576.

<sup>31</sup> F. TAMBURINI, *La riforma della Penitenzieria*, 110-129.

Le libelle est adressé à des «cardinaux», ce qui a conduit à supposer qu'il avait pu être adressé à la commission des neuf prélats, nommée en [p. 49] juillet 1536<sup>32</sup>. Compte tenu de la date de la réponse d'Antonio Pucci, le 10 février 1536, le libelle s'adresse plus probablement aux cardinaux de la commission nommée par Paul III pour réformer la Curie et le clergé romain, le 23 août 1535 (bulle *Sublimis Deus*)<sup>33</sup>.

Le texte est rédigé par des «généraux des ordres mendiants», dont l'identité n'est pas précisée. Antonio Pucci indique seulement qu'ils sont au nombre de quatre. Ces généraux peuvent être à la tête de l'ordre des carmes, des ermites de Saint-Augustin, des servites de Marie, des frères prêcheurs et/ou des frères mineurs. Depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, ces ordres sont marqués par les mouvements dits de l'Observance, qui appellent à une application plus stricte de la règle et des constitutions ainsi qu'à une réorganisation des institutions internes des ordres<sup>34</sup>. On a longtemps opposé les promoteurs d'une vie régulière réformée, dite *de observantia*, aux religieux qui leur résistaient, rejetés dans le camp des «déformés» ou des *conventuales*. L'historiographie récente a cependant montré combien cette dichotomie était artificielle, chaque camp développant des stratégies discursives visant à discréditer le ou les parti(s) adverse(s)<sup>35</sup>: jusqu'au concile de Trente, il existe une pluralité d'expériences religieuses et une [p. 50] grande diversité des tentatives de réforme. Chez les franciscains, les divisions conduisent toutefois à une scission officielle des différentes branches (bulle *Ite vos* de Léon X, 29 mai 1517) et à la réforme capucine des années 1530<sup>36</sup>.

Les ordres mendiants se caractérisent par ailleurs par la forte mobilité des frères. À côté des sorties autorisées (pour prêcher, étudier ou gouverner l'ordre), de nombreux religieux quittent le couvent ou l'ordre sans licence de leur supérieur, temporairement ou définitivement. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il devient une source de préoccupation grandissante à partir des années 1490, poussant les chapitres généraux à réagir<sup>37</sup>. Ainsi, en 1513, lors du chapitre général dominicain qui se tient pendant le concile de Latran V, le maître général Tommaso de Vio da Gaeta exige que les frères qui se trouvent en dehors de l'ordre, même s'ils disposent d'une licence délivrée par le pape, soient corrigés et replacés sous le pouvoir de leur supérieur. Il interdit que soit donnée à quiconque une *licentia standi extra ordinem*, décision qui est répétée lors des chapitres généraux de 1515 et de 1518<sup>38</sup>. En 1532, le chapitre général rappelle que [p. 51] les frères ne peuvent recourir à la Curie romaine sans permission expresse de leur ordre<sup>39</sup>. De

<sup>32</sup> Voir la mention dans l'inventaire de l'Archivio della Penitenzieria apostolica, *infra*, note 104.

<sup>33</sup> Sont institués les cardinaux Piccolomini, Sansverino, Ghinucci, Simonetta, Jacobazzi, Cesi, le nonce du concile Peter van der Vorst et Niccolò Dolce. *CT*, vol. 4, 451-453; S. EHSSES, *Kirchliche Reformarbeiten*, 157; L. PASTOR, *Histoire des papes*, vol. 11, 124; H. JEDIN, *Le concile de Trente*, 377.

<sup>34</sup> Hubert JEDIN, *Per una preistoria della riforma dei regolari (Trentino, sess. XXV)*, in «Römische Quartalschrift» 44 (1936) 231-281, réimpr. in ID., *Chiesa della fede, chiesa della storia. Saggi scelti*, Brescia, Morcelliana, 1972, 227-273; Gigliola FRAGNITO, *Gli ordini religiosi tra riforma e controriforma*, in *Clero e società nell'Italia moderna*, Mario ROSA (dir.), Roma, Laterza, 1992, 115-205; Kaspar ELM, *Decline and Renewal of the Religious Orders in the Late Middle Ages: Current Research and Research Agendas*, in ID., *Religious Life between Jerusalem, the Desert, and the World. Selected Essays by Kaspar Elm*, trad. par James D. MIXSON, Leyden, Brill, 2016, 138-188; Ludovic VIALLET, *Les sens de l'observance. Enquête sur les réformes franciscaines entre l'Elbe et l'Oder, de Capistran à Luther (vers 1450-vers 1520)*, Berlin, Lit, 2014; James D. MIXSON – Bert ROEST (dir.), *A Companion to Observant Reform in the Late Middle Ages and Beyond*, Leyden, Brill, 2015; Sylvie DUVAL – Haude MORVAN – Ludovic VIALLET (dir.), *Les observances régulières: historiographies*, in «Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge» 130-2 (2018).

<sup>35</sup> Jean-Marie LE GALL, *Les moines au temps des réformes, France (1480-1560)*, Seyssel, Champ Vallon, 2001; Michele LODONE, *Riforme e osservanze tra XIV e XVI secolo*, in «Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge», 130-2 (2018) 267-278.

<sup>36</sup> Pacifico SELLA, *Leone X e la definitiva divisione dell'Ordine dei Minori: la bolla Ite vos (29 maggio 1517)*, Grottaferrata, Frati editori di Quaracchi, 2001; François MEYER – Ludovic VIALLET (dir.), *Identités franciscaines à l'âge des réformes*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2005; Kor BOSCH – Pietro DELCORNO – Anne HUIJBERS – Alison MORE – Bert ROEST, *Strategies of Catholic Identity Formation c. 1510-1560 (Chronicle)*, in «Franciscan Studies» 79 (2012) 323-336; Pietro DELCORNO – Maria Giuseppina MUZZARELLI – Bert ROEST (dir.), *Pluralism and identity formation in the catholic world: from the Libellus ad Leonem X (1513) to the Council of Trent*, in «Franciscan Studies» 71 (2013).

<sup>37</sup> Francis D. LOGAN, *Runaway religious in Medieval England, c. 1240-1540*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996; Guido DALL'OLIO, *La disciplina dei religiosi all'epoca del Concilio di Trento: sondaggi bolognesi*, in «Annali dell'Istituto storico italo-germanico in Trento. Jahrbuch des italienisch-deutschen historischen Instituts in Trient» 21 (1995) 93-140; Marie-Madeleine de CEVINS, *O inobedientie filii contumaces! L'apostasie chez les franciscains observants de Hongrie (vers 1490-vers 1540)*, in *L'Europe centrale au seuil de la modernité: Mutations sociales, religieuses et culturelles. Autriche, Bohême, Hongrie et Pologne, fin du XIV<sup>e</sup>-milieu du XV<sup>e</sup> siècle*, EAD. (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 151-169; M. SVEC-GOETSCHI, *Klosterflucht und Bittgang*, Gabriella ERDÉLYI, *Negotiating Violence. Papal Pardons and Everyday Life in East Central Europe (1450-1550)*, Leyden, Brill, 2018; Elizabeth MAKOWSKI, *Apostate Nuns in the Later Middle Ages*, Woodbridge, The Boydell Press, 2019.

<sup>38</sup> *Acta capitulorum generalium Ordinis Praedicatorum*, vol. 4, ab anno 1501 usque ad annum 1553, Benedikt Maria REICHERT (éd.), Roma, In Domo Generalitia, 1901, vol. 4, 107-108, 138, 169-170.

<sup>39</sup> *Ivi*, 247.

même, chez les ermites de Saint-Augustin, les apostats qui obtiennent des privilèges indus auprès du pape ne seront repris dans leur couvent que s'ils renoncent à leur bulle<sup>40</sup>. Des mesures identiques sont prises par les franciscains et les carmes<sup>41</sup>.

Quelques études de cas permettent d'apprécier quantitativement l'ampleur de ces abandons. Marie-Madeleine de Cevins, qui a analysé les cas des franciscains et des dominicains hongrois à partir des constitutions provinciales, des actes des chapitres et de deux formulaires inédits, montre que les défections s'accroissent à partir des années 1490, augmentent de manière inhabituelle dans les années 1510 et deviennent hémorragiques dans les années 1530<sup>42</sup>. De même, les sondages opérés dans les registres de suppliques de la Pénitencerie en 1475, 1493 et 1518, sur un échantillon de suppliques de France et des Pays-Bas, montrent que plus de la moitié des réguliers (respectivement 61 %, 55 % et 69 %) sollicitent l'office après s'être affranchis de la clôture ou dans le but de le faire<sup>43</sup>. Pour les autorités des ordres mendiants, juguler ces départs passe donc à la fois par des mesures de discipline interne et par une tentative pour obtenir du pape qu'il encadre mieux l'activité des offices curiaux, en particulier de la Pénitencerie.

### Les griefs des généraux mendiants contre la Pénitencerie apostolique

Structuré en cinq chapitres pourvus de titres, précédé d'un préambule et se terminant par un épilogue, le libelle des généraux mendiants est une attaque [p. 52] en règle des grâces octroyées aux religieux et aux moniales. Si les généraux critiquent principalement la Pénitencerie apostolique, ils visent également les légats et les nonces auxquels le pape délègue sa *potestas absolvendi et dispensandi*<sup>44</sup>.

Le premier chapitre propose une typologie des «concessions» (*concessiones*) et des «privilèges» (*privilegia*) de la Pénitencerie, classées en trois catégories: celles délivrées aux religieux à l'intérieur des couvents; celles qui les autorisent à en sortir; enfin, celles qui leur permettent de vivre hors du cloître. Cette catégorisation ne reprend pas celles du droit canonique, qui distingue, quant à lui, les dispenses, par lesquelles l'office suspend temporairement une règle juridique au profit du requérant, des licences, qui consistent en une autorisation anticipée de ne pas suivre la règle de droit ou de ne pas se conformer à un vœu prononcé<sup>45</sup>. Le deuxième chapitre entend montrer que ces concessions sapent l'autorité des supérieurs (*dum coguntur prelati a correctionibus abstinere*), provoquant la dissolution des ordres religieux et la ruine de l'Église. Il dresse un tableau pathétique du dépeuplement progressif des monastères et de la contagion du mal, qui se répand, par le biais des apostats, à l'ensemble de l'Église. Le ton est volontiers véhément, les généraux maniant les armes rhétoriques de l'indignation et de la déploration<sup>46</sup>. Y est décrite [p. 53] la «multitude innombrable» des religieux que la Pénitencerie renvoie dans le siècle, dépeints

<sup>40</sup> Hubert JEDIN, *Girolamo Seripando: Sein Leben und Denken im Geisteskampf des 16. Jahrhunderts*, Würzburg, Rita-Verlag und -Druckerei, 1937, 238-240.

<sup>41</sup> M.-M. CEVINS, O inobedientie filii contumaces!; Adrianus STARING, *Der Karmelitengeneral Nikolaus Audet und die katholische Reform des XVI. Jahrhunderts*, Roma, Institutum carmelitanum, 1959, 269-312.

<sup>42</sup> M.-M. CEVINS, O inobedientie filii contumaces!; G. ERDÉLYI, *Negotiating Violence*, 15-42.

<sup>43</sup> Élisabeth LUSSET, Licentia standi extra. *La Pénitencerie apostolique, les vœux religieux et la clôture (fin XV<sup>e</sup>-début XVI<sup>e</sup> siècle)*, in *L'exception et la règle. Les pratiques d'entrée et de sortie des couvents de la fin du Moyen Âge au XIX<sup>e</sup> siècle*, in Albrecht BURKARDT – Alexandra ROGER (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, 55-69. Voir aussi Clément PIEYRE, *Le clergé du diocèse de Maguelone au temps de Guillaume I<sup>er</sup> Pellicier (1498-1527): le témoignage des suppliques adressées à la Pénitencerie apostolique*, in «Études héraultaises» 54 (2020) 41-67, ici 43.

<sup>44</sup> Bernard BARBICHE – Ségolène de DAINVILLE-BARBICHE, *Les légats a latere en France et leurs facultés aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, in «Archivum Historiae Pontificiae» 23 (1985) 93-165, rééd. ID., *Bulla, Legatus, Nuntius. Études de diplomatie et de diplomatie pontificales (XIII<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, École des Chartes, 2007; ID., *Les pouvoirs des légats a latere et des nonces en France aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, in *Échanges religieux entre la France et l'Italie du Moyen Âge à l'époque moderne*, Michele MACCARONE – André VAUCHEZ (dir.), Genève, Slatkine, 1987, 259-277. Pour des exemples de grâces conférées par un légat, Clément PIEYRE, *Les registres de bulles du cardinal de Bois, légat a latere en France en 1519-1520*, in «Archivum Historiae Pontificiae» 53 (2019) 111-150.

<sup>45</sup> D'après Arnaud Fossier, dispenses et licences se distinguent en fonction de leur temporalité: la dispense vient après coup, tandis que la licence «prévoit, anticipe et conditionne l'action future en rendant licite une situation qui, sinon, serait irrégulière». Néanmoins, l'interchangeabilité des deux types de grâce dans la documentation révèle le mécanisme juridique de l'exception qui leur est commun. Elles reviennent «à autoriser le suppliant à accomplir quelque chose d'illicite ou d'irrégulier». A. FOSSIER, *Le bureau des âmes*, 17 et 301-366; voir aussi Anne LEFEBVRE-TEILLARD, *Les origines: la dispense en droit canonique*, in «Droits. Revue française de théorie juridique» 25 (1997) 11-18.

<sup>46</sup> Bénédicte SERE (dir.), *Les régimes de polémique au Moyen Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, notamment la synthèse historiographique dans l'introduction.

comme des vagabonds syphilitiques aux habits déchirés, qui s'associent aux hommes d'armes pour commettre rapines et homicides. Les défroqués sont également accusés de grossir les rangs des hérétiques ou encore de provoquer des conflits fratricides au sein des familles, en réclamant leur part des biens paternels. Les deux chapitres suivants présentent les arguments de la Pénitencerie pour justifier l'octroi des grâces dénoncées par le libelle (chapitre 3), puis les réfutent un à un (chapitre 4). Cela laisse penser que le libelle s'inscrit dans une série d'échanges entre les ordres mendiants et l'office pontifical, probablement en lien avec le travail des commissions de réforme nommées par Paul III en 1534 et 1535. Le cinquième et dernier chapitre formule plusieurs propositions de réforme.

Dans sa forme, son ton et ses arguments, le libelle s'apparente à d'autres textes, rédigés vingt ans auparavant, lors du concile de Latran V, et destinés à influencer sur la rédaction des décrets conciliaires. Ainsi, en 1514-1516, les généraux mendiants avaient répondu aux attaques des évêques contre leurs privilèges d'exemption (bulles *Mare magnum*), en rédigeant deux textes anonymes, dont les auteurs sont peut-être les généraux Egidio da Viterbo et Tommaso de Vio da Gaeta<sup>47</sup>. Plus généralement, le libelle s'inscrit dans la tradition des conseils au pape, proposant une analyse des maux de l'Église et suggérant des voies possibles de réforme<sup>48</sup>. Le précédent le plus célèbre est le *Libellus ad Leonem* des deux camaldules Paolo (Tommaso) Giustiniani et Pietro (Vincenzo) Quirini, qui fustigeaient déjà, en 1513, les sorties du cloître<sup>49</sup>.

[p. 54] On l'a dit, le début du libelle porte sur les «concessions» accordées aux religieux à l'intérieur des couvents. Les généraux mendiants jugent que ces grâces sapent non seulement l'autorité des supérieurs, en mettant en cause l'obéissance qui leur est due, mais qu'elles entravent toute velléité de réforme de la part des ordres. Ainsi, la lutte contre la propriété individuelle est mise à mal par les dispenses permettant aux religieux de conserver un pécule en lien avec leurs activités de prédicateur et de confesseur<sup>50</sup>. Les généraux dénoncent également le fait que les religieux disposent de leurs biens et puissent faire des testaments «comme des séculiers», ce qui constitue, à leurs yeux, une cause d'appauvrissement des monastères. Enfin, ils s'en prennent violemment aux licences permettant aux réguliers d'absoudre et d'être absous des cas réservés à leurs supérieurs.

La majeure partie du libelle porte toutefois sur les grâces obtenues par les religieux pour quitter définitivement leur monastère. Dans la typologie des grâces octroyées par la Pénitencerie, telles qu'on peut les observer dans les registres de suppliques contemporains, ces «concessions» correspondent, d'une part, aux «lettres déclaratoires» (*declaratoriae*) et, d'autre part, aux *licentiae standi extra*. Les lettres déclaratoires traitent principalement de trois matières: elles sont en majorité demandées par des individus accusés d'homicide volontaire, qui recourent à l'office pour que les allégations pesant sur eux soient officiellement déclarées sans fondement juridique<sup>51</sup>. Le deuxième type de demandes est le fait de couples cherchant à faire annuler un mariage ou, au contraire, à pouvoir rester licitement mariés en dépit d'empêchements canoniques. Enfin, le [p. 55] troisième type de demandes de lettres déclaratoires concernent les vœux religieux: les suppliants demandent à ce que les vœux qu'ils ont prononcés soient

<sup>47</sup> *Supplicatio pro parte et nomine omnium religiosorum contra praeinsertam et Responsiones Fratrum Reverendissimis Episcopis et Praelatis*, Carl Joseph von HEFELE – Joseph Adam Gustav HERGENRÖTHER, *Conciliengeschichte nach den Quellen bearbeitet*, Freiburg im Breisgau, Herder, 1887, vol. 8, Beilage D et E, 814-818 et 818-831. Voir Nelson H. MINNICH, *Egidio Antonini da Viterbo, the Reform of Religious Orders, and the Fifth Lateran Council (1512-1517)*, in Egidio da Viterbo, M. CHIABÒ – R. RONZANI – A. M. VITALE (dir.), 215-266, ici 236-240.

<sup>48</sup> Voir liste donnée par B. CUSSEN, *Pope Paul III*, 18 et sq.

<sup>49</sup> *Libellus ad Leonem X pontificem Maximum*, in *Annales camaldulenses Ordinis sancti Benedicti*, 9, 1773, col. 612-719, ici col. 702. Voir Stephen D. BOWD, *Reform before the Reformation: Vincenzo Querini and the religious Renaissance in Italy*, Leyden-Boston, Brill, 2002; Giuseppe ALBERIGO, *Sul Libellus ad Leonem X degli eremiti camaldolesi: Vincenzo Querini e Tommaso Giustiniani*, in *Humanisme et Église en Italie et en France méridionale (XV<sup>e</sup> siècle–milieu du XVI<sup>e</sup> siècle)*, Patrick GILLI (dir.), Roma, École française de Rome, 2004, 349-359; Eugenio MASSA, *Una cristianità nell'alba del Rinascimento: Paolo Giustiniani e il Libellus ad Leonem X, 1513*, Genova, Marietti, 2005, 179-202; Benoît SCHMITZ, *Un office spirituel. Le pape et les devoirs de sa charge dans les projets de Réforme autour du concile de Latran V*, in «Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée» 121-1 (2009) 219-259; Umberto MAZZONE, *Libellus ad Leonem X: note in margine all'edizione e alla storiografia. Le edizioni del testo*, in «Franciscan Studies» 71 (2013) 19-32.

<sup>50</sup> Sur ces dispenses, James MIXSON, *Poverty's Proprietors: Ownership and Mortal Sin at the Origins of the Observant Movement*, Leyden, Brill, 2009. Sur les mesures des chapitres généraux, H. JEDIN, *Per una preistoria della riforma*, 236-237.

<sup>51</sup> Wolfgang P. MÜLLER, *Violence et droit canonique: les enseignements de la Pénitencerie apostolique (XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle)*, in «Revue historique» 644 (2007) 771-796; Kirsi SALONEN – Ludwig SCHMUGGE, *A Sip from the «Well of Grace». Medieval texts from the apostolic Penitentiary*, Washington, The Catholic University of America Press, 2009, 49-56; Élisabeth LUSSET, *Crime, châtement et grâce dans les monastères au Moyen Âge (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, Turnhout, Brepols, 2017, 311-315.



déclarés nuls, soit en raison de leur minorité au moment de la profession, soit en raison du caractère contraint de la profession (*vis et metus*), qui va à l'encontre du consensualisme prôné par le droit canonique<sup>52</sup>. Par l'obtention de ces lettres, les suppliants entendent faire taire les rumeurs les accusant d'être liés par des vœux religieux, dont ils se considèrent, pour leur part, exempts. Les lettres de la Pénitencerie permettent également de faire reconnaître leur capacité à devenir ou à servir comme clerc ordonné ou à contracter licitement un mariage. La validation définitive des lettres incombe aux commissaires délégués par la Pénitencerie, après enquête<sup>53</sup>.

Dans les années 1510, on voit par ailleurs apparaître dans les registres de la Pénitencerie un nouveau type de suppliques, les *licentiae standi extra*: certains réguliers demandent à pouvoir conserver leur état de religieux, tout en vivant hors de la clôture. Si ces licences peuvent être accordées pour un temps donné (par exemple pour poursuivre des études universitaires ou pour échapper aux épidémies), elles ont le plus souvent un caractère définitif. Certains invoquent la nécessité de subvenir aux besoins de leurs parents, d'autres expliquent que les réformes imposées à leur monastère leur rendent insupportable la vie entre les murs du cloître (*standi extra propter reformationes*) ou qu'ils sont trop malades pour supporter les austérités de la vie régulière. Ainsi en 1518, Clément Albapart, conventuel franciscain de Clermont, argue de sa complexion débile et de son grand âge (soixante ans) pour demander à quitter le couvent et à s'installer chez des parents pour y terminer ses jours. Afin de subvenir à ses besoins, il demande également à pouvoir occuper une [p. 56] charge de chapelain au service d'un seigneur ecclésiastique ou laïc ou, à tout le moins, à détenir un bénéfice ecclésiastique avec cure des âmes<sup>54</sup>.

Critiquant vertement ces grâces, les généraux mendiants dressent une liste des motifs invoqués par les religieux, qui ne correspondent pas exactement aux causes reconnues comme légitimes dans les *facultates* de la Pénitencerie. D'après eux, outre la maladie, les études universitaires et la nécessité de subvenir aux parents indigents, souvent invoqués fallacieusement par les suppliants, l'office pontifical autoriserait les religieux à sortir du couvent pour devenir précepteurs, entrer au service des princes ou devenir confesseurs dans les armées. Quant aux moniales, pourtant astreintes à la clôture stricte et perpétuelle, elles seraient autorisées à sortir pour cause de maladie, pour visiter leurs parents ou «plus déconcertant encore» pour se marier<sup>55</sup>. Enfin, le libelle dénonce le fait que ces anciens religieux puissent solliciter l'autorisation de célébrer des messes et de détenir des bénéfices quand bien même ils seraient homicides! Les supérieurs réguliers ne sont pas les seuls à s'en inquiéter. À partir de 1539, les autorités diocésaines de Bologne cherchent à limiter l'accès des frères mendiants aux bénéfices avec charge d'âme, et notamment aux églises paroissiales, en qualité de chapelains et de recteurs<sup>56</sup>.

Aux yeux des généraux mendiants, ces religieux lèsent durablement leur ordre. Opposant Érasme, érigé en figure du régulier utile à l'Église, au «serpent Luther», destructeur de la religion chrétienne<sup>57</sup>, ils accusent [p. 57] les apostats de jeter l'opprobre sur les vœux monastiques et de nourrir les rangs des

---

<sup>52</sup> Sur ces motifs d'annulation, Lars-Arne DANNENBERG, *Das Recht der Religiösen in der Kanonistik des 12. und 13. Jahrhunderts*, Münster, Lit, 2008, 146-170. Sur les vocations forcées, Anne Jacobson SCHUTTE, *By Force and Fear: Taking and Breaking Monastic Vows in Early Modern Europe*, Ithaca, Cornell University Press, 2011; M. SVEC-GOETSCHI, *Klosterflucht und Bittgang*.

<sup>53</sup> Pour un exemple d'enquête locale liée à une lettre déclaratoire concédée à un franciscain en 1521, Élisabeth LUSSET, *Da Troyes a Roma. Studio delle interazioni tra l'Officialità di Troyes e la Penitenzieria apostolica (seconda metà del Quattrocento-1537)*, in *L'archivio della Penitenzieria Apostolica*, K. NYKIEL – U. TARABORRELLI (dir.), 103-117, ici 114-116.

<sup>54</sup> APA, *Registrum Matrimonialium et Diversorum* 62, 350r-v, 18 juillet 1518. Sur ces licences, G. DALL'OLIO, *La disciplina dei religiosi*; Ludwig SCHMUGGE, *Die Causa Lutheri in der Pönitentiare. Was Supplikanten über die Reformation in Deutschland berichten*, in «Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken» 97 (2017) 159-174; É. LUSSET, *Licentia standi extra*.

<sup>55</sup> Sur l'apostasie féminine, Éléna GUILLEMARD, *L'apostasie des conventuelles dans la France du XVI<sup>e</sup> siècle. Scandale éclatant ou libération volontaire?*, in «Revue Bossuet» 9 (2018) 75-92; EAD., *L'adieu aux ordres. Les sécularisations des religieuses au moment de la Réforme (France, Suisse, Angleterre, XVI<sup>e</sup> siècle)*, thèse de doctorat en cotutelle, dirigée par Olivier Christin et Bernard Hours, soutenue le 27 mai 2020, Université de Neuchâtel et Université Jean Moulin Lyon 3; E. MAKOWSKI, *Apostate Nuns*.

<sup>56</sup> Sur les mendiants et l'administration des paroisses, G. FRAGNITO, *Gli ordini religiosi*, 124-126; G. DALL'OLIO, *La disciplina dei religiosi*, 119-120.

<sup>57</sup> Sur Érasme et le monachisme, Franz BIERLAIRE, *Les Colloques d'Érasme: Réforme des études, réforme des mœurs et réforme de l'Église au XVI<sup>e</sup> siècle*, Liège, Presses universitaires de Liège, 1978, 201-303; Bert ROEST, *Expectamus regnum franciscanum: Erasmus and his seraphic obsession*, in «Collectanea Franciscana» 74 (2004) 23-44; Guido DALL'OLIO, *Tre critici della vita monastica: Lorenzo Valla, Erasmo da Rotterdam, Martin Lutero*, in «Studi francescani» 112 (2015) 325-358. Sur Luther et les apostats, Antje RÜTTGARDT, *Klosteraustritte in der frühen Reformation: Studien zu Flugschriften der Jahre 1522 bis 1524*, Gütersloh, Gütersloher Verlagshaus, 2007; L. SCHMUGGE, *Die Causa Lutheri in der Pönitentiare*.

*Luterani*<sup>58</sup>. En propageant leurs idées hétérodoxes dans leurs sermons et en investissant les paroisses, ils sont une occasion de ruine pour l'Église et le peuple chrétien. L'argumentation reprend en partie celle développée par Carafa en 1532 (mensonges des religieux pour sortir du couvent, lien entre apostasie et hérésie, contamination des fidèles).

La critique des effets délétères des grâces délivrées par la Pénitencerie n'est pas seulement le fait des supérieurs réguliers et des prélats réformateurs. Les papes eux-mêmes mettent en cause la Pénitencerie dans plusieurs brefs contre les *fratres extra claustra divagantes*. Ainsi, dans un bref du 5 juillet 1531 adressé aux franciscains de l'Observance, Clément VII dénonce les apostats qui accourent à Rome, fréquentent les tavernes et extorquent des grâces de la Pénitencerie sous de faux prétextes. Après avoir quitté leur habit, ils utilisent les dispenses et les licences pontificales pour obtenir des bénéfices réservés aux clercs séculiers. Ce bref entend mettre fin à ces abus et ordonne que les fugitifs soient rappelés dans leur ordre, même s'ils ont reçu des lettres apostoliques. Ceux qui sortiront de nouveau seront menacés d'excommunication; ceux qui vagabondent seront appréhendés et mis en prison<sup>59</sup>. Des brefs identiques sont émis pour les ermites de Saint-Augustin, les dominicains ou encore [p. 58] les carmes<sup>60</sup>. Cependant, dans le même temps que les papes encouragent les ordres religieux à combattre l'apostasie, ils continuent d'autoriser la Pénitencerie à conférer ces licences et dispenses, qui consolident leur pouvoir souverain tout en assurant le financement de leur bureaucratie<sup>61</sup>.

À la fin du libelle, les généraux formulent plusieurs propositions de réforme, par lesquelles ils remettent moins en cause la plénitude de puissance pontificale qu'ils ne cherchent à l'encadrer, selon une logique qui sera aussi celle du *Consilium de emendanda Ecclesia*, quelques mois plus tard. S'inscrivant dans la continuité de la bulle *Pastoralis officii* de Léon X de 1513 et des brefs susmentionnés, les généraux demandent à être plus étroitement associés à la procédure d'octroi et de validation des lettres de grâce, notamment par l'intermédiaire des procureurs généraux des ordres<sup>62</sup>. Ils accusent la Pénitencerie de sciemment court-circuiter ces instances, en ne les convoquant pas et en les empêchant de réfuter les récits mensongers des suppliants. Les généraux appellent également de leurs vœux que les cardinaux-protecteurs, très influents sur le gouvernement des ordres, visent les grâces octroyées<sup>63</sup>. Enfin, ils demandent la suppression d'une bulle de Jules II (1503-1513), qui traite de l'annulation des vœux et de la sortie du monastère pour cause de maladie<sup>64</sup>.

À ce stade des recherches, il est difficile d'identifier avec certitude les auteurs du libelle, d'autant qu'ont été perdus certains registres des [p. 59] généralats mendicants pour les années 1535-1536<sup>65</sup>. Les généraux élus à la tête des ordres au milieu des années 1530 ont, pour la plupart, succédé aux prélats

---

<sup>58</sup> Le terme désigne un large spectre de dissidences, parfois sans rapport avec Luther. Ottavia NICCOLI, *Il mostro di Sassonia. Conoscenza e non conoscenza di Lutero in Italia nel Cinquecento (1520-1530 ca.)*, in *Lutero in Italia. Studi storici nel V centenario della nascita*, Lorenzo PERRONE (dir.), Casale Monferrato, Marietti, 1983, 3-25; Salvatore CAPONETTO, *La Riforma protestante nell'Italia del Cinquecento*, Torino, Claudiana, 1997; Massimo FIRPO, *Riforma protestante ed eresie nell'Italia del Cinquecento: un profilo storico*, Roma, Laterza, 1993; Alberto AUBERT, *Eterodossia e Controriforma nell'Italia del Cinquecento*, Bari, Cacucci, 2003; Susanna PEYRONEL RAMBALDI, *Propaganda evangelica e protestante in Italia (1520 c.-1570)*, in *La Réforme en France et en Italie: Contacts, comparaisons et contrastes. Nouvelle édition*, Philip BENEDICT – Silvana SEIDEL MENCHI – Alain TALLON (dir.), Roma, École française de Rome, 2007, 53-68; J. BARDINI, «*Quella maledetta nidiatà*».

<sup>59</sup> Bartolomeo FONTANA, *Documenti Vaticani contro l'eresia luterana in Italia*, in «*Archivio della società romana di storia patria*», 15 (1892) 71-165, ici 114-118. Voir également les brefs de Léon X, 8 janvier 1516, in *Annales minorum*, L. WADDING (éd.), 1654, vol. 8, *Regestum Pontificium*, 93-95; Clément VII, 12 mars 1525, *ivi*, 185-187; 14 décembre 1529, *ivi*, 222-224, 487-488.

<sup>60</sup> Par exemple, bref du 15 mars 1526, *Bullarium carmelitanum*, Eliseo MONSIGNANI (éd.), Roma, Ex Typographia Georgii Plachi, Caelaturam Prosentis, & Characterum Fusoriam, apud S. Marcum, 1718, vol. 2, 29; bref du 7 avril 1532, *ivi*, 56-58.

<sup>61</sup> H. JEDIN, *Per una preistoria della riforma*, 227. Sur la rémunération des officiers de la Curie et la vénalité des offices, Bernhard SCHIMMELPFENNIG, *Der Ämterhandel an der römischen Kurie von Pius II. bis zum Sacco di Roma (1458-1527)*, in *Ämterhandel im Spätmittelalter und im 16. Jahrhundert. Referate eines internationalen Colloquiums in Berlin vom 1. bis 3. Mai. 1980*, Ilja MIECK (dir.), Berlin, Colloquium Verlag, 1984, 3-41; Barbara HALLMAN, *Italian cardinals, Reform and the Church as Property 1492-1563*, Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press, 1985, 17-21; Armand JAMME – Olivier PONCET (dir.), *Offices, écrits et papauté (XIII<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle)*, Roma, École française de Rome, 2007.

<sup>62</sup> Sur leur rôle au XIV<sup>e</sup> siècle dans le contrôle des apostats qui recourent à la Curie pontificale, É. LUSSET, *Crime, châtement et grâce*, 322-325.

<sup>63</sup> H. JEDIN, *Per una preistoria della riforma*, 235; Arnold WITTE, *Cardinal Protectors of Religious Institutions*, in *A Companion to the Early Modern Cardinal*, Arnold WITTE – Mary HOLLINGSWORTH – Miles PATTENDEN (dir.), Leyden, Brill, 2020, 124-143.

<sup>64</sup> Cet indult est copié dans le même registre que le libelle, APA, Facultates 1, ff. 54v-64v.

<sup>65</sup> C'est notamment le cas pour les généralats du dominicain Jean du Feynier, de Permite de Saint-Augustin Gabriele della Volta et du franciscain conventuel Giacomo Antonio Ferduzzi.

réformateurs du concile de Latran V (l'augustin Egidio da Viterbo, le dominicain Tommaso de Vio da Gaeta et le carme Battista Spagnoli)<sup>66</sup>. Ainsi, Gabriele della Volta remplace Egidio da Viterbo, promu au cardinalat en 1518, et occupe la charge de prieur général des Augustins jusqu'en avril 1537. Il semble qu'il ne retourne pas à Rome après le sac de la ville en 1527<sup>67</sup>. Proche de Paul III, Dionisio Laurerio devient, quant à lui, prieur général des servites le 27 avril 1535, après avoir occupé la charge de procureur général en 1528, puis de vicaire général en janvier 1535. Promu cardinal en 1539, il seconde les cardinaux Carafa et Contarini dans leur entreprise de réforme de la Pénitencerie en 1540 et quitte la charge de général en 1542<sup>68</sup>. Chez les franciscains, le maître général des conventuels est Giacomo Ferduzzi d'Ancône (1530-1537) et celui des observants est Vicente Lunel (1535-1541). Confronté à la fuite des frères vers le nouvel ordre des capucins, ce dernier promulgue plusieurs décrets contre les apostats<sup>69</sup>. Le maître général des prêcheurs est Jean du Feynier: docteur en théologie de la faculté de Paris, vicaire du maître général Tommaso de Vio da Gaeta de 1511 à 1514, il est nommé procureur de l'ordre auprès de la Curie en 1530 et occupe la charge de général de 1532 à 1538<sup>70</sup>. Enfin, chez les carmes, Nicolas [p. 60] Audet est nommé vicaire général de l'ordre par le pape Adrien VI, avant d'être élu général en 1524. Lui aussi lutte activement contre les gyrovagues. Des extraits de sa correspondance laissent penser qu'il a sans doute pris une part active dans la rédaction du libelle. En effet, entre novembre 1535 et septembre 1537, le général et le procureur de l'ordre, Egidio Riccardi, mentionnent à plusieurs reprises des travaux entrepris avec «les généraux et les procureurs des autres ordres», visant à faire obstacle aux apostats, grâce à une réforme de la Pénitencerie, présentée comme imminente<sup>71</sup>. Le 6 septembre 1538, Audet constate cependant l'échec de ces projets, en raison de l'opposition des «défenseurs très puissants» de la Pénitencerie apostolique<sup>72</sup>.

### 3. La double riposte de la Pénitencerie apostolique

En effet, l'attaque des généraux mendiants provoque la double riposte du Pénitencier majeur, réaffirmant le rôle pastoral de l'office, et celle du régent et des officiers de la Pénitencerie, justifiant l'activité de l'office sur le plan juridique. Les deux réponses ne sont pas directement adressées aux généraux mendiants, mais au pape Paul III: il s'agit en effet de répondre aux critiques formulées par les mendiants, mais aussi à celles des commissions pontificales chargées de réformer l'office.

La première réponse, datée et signée, émane, du Pénitencier majeur, Antonio Pucci. Né en 1485, il est le fils aîné d'une famille florentine traditionnellement alliée des Médicis. Il a fait carrière dans les pas de son oncle, le cardinal Lorenzo Pucci, qui renonce en sa faveur à plusieurs charges et bénéfices. Bien qu'Antonio Maria Rosati prétende qu'il [p. 61] a fréquenté l'université de Pise<sup>73</sup>, il semble plutôt que Pucci se soit formé au *studium Curiae* de Rome. Chanoine de la cathédrale de Florence depuis 1497, il devient *subdecanus* en 1509, puis clerc de la Chambre apostolique en 1513, *summator litterarum apostolicarum* en 1515, évêque de Pistoia en 1518, notaire des lettres apostoliques en 1527. Proche de Léon X, Pucci participe à plusieurs sessions du concile de Latran V et prononce, en sa qualité de clerc de la Chambre

<sup>66</sup> H. JEDIN, *Per una preistoria della riforma*, 234; N. H. MINNICH, *Egidio Antonini da Viterbo*, 215-266.

<sup>67</sup> Benigno VAN LUIJK, *L'Ordine agostiniano e la riforma monastica: Parte I: I priori generali e la riforma nel cinque e seicento*, in «Augustiniana» 18 (1968) 173-202, ici 176-181.

<sup>68</sup> Simone RAGAGLI, *Laurerio, Dionisio*, in *DBI*, 64, 2005.

<sup>69</sup> Victor SÁNCHEZ, *Vicente Lunel, ministro general O.F.M., teólogo de Trento*, in «Archivo ibero-americano» 31 (1971) 439-462, ici 443-445; Felice AUTIERI, *I Regesta Ordinis nella storia dei Frati Minori Conventuali*, in «Miscellanea francescana: Rivista di Scienze Teologiche e Studi Francescani» 114/1-2 (2014) 73-103; Michele CAMAIONI, *Il Vangelo e l'Anticristo: Bernardino Ocbino tra francescanesimo ed eresia, 1487-1547*, Bologna, Il Mulino, 2018.

<sup>70</sup> A. DUVAL, *Feynier (Jean du)*, in *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, Paris, Letouzey et Ané, 1967, vol. 16, col. 1361-1362; Daniel-Antonin MORTIER, *Histoire des maîtres généraux de l'ordre des frères prêcheurs*, Paris, Picard, 1903-1914, vol. 5, 297-333.

<sup>71</sup> Lettre de Nicolas Audet, 12 novembre 1535: *speramus intra paucissimos dies fore quod fratres nostri non invenient aditus apertos ad exeundum extra ordinem, et quotidie laboramus cum Generalibus aliorum ordinum apud S<sup>mm</sup> D. N., ut claudantur qui alias patebant transfugientibus a religione ad saeculum*. Lettre d'Egidio Riccardi, 24 février 1536: *futurum speramus, ut brevi reformetur officium Poenitentiarie, quod destruit omnes ordines*. Lettre de Nicolas Audet, 25 février 1536: *Breve illud apostolicum sine dubio suam habebit efficaciam, quia bene adjuvante Domino jam reformabit officium Poenitentiarie, et praecludetur via evagandi discolis religionis*. Extraits de lettres citées par A. STARING, *Der Karmelitengeneral*, 282-283.

<sup>72</sup> Stadtarchiv Frankfurt am Main, C 47b, Jacob Milendunck (m. 1682), *Chronicon universale sive relatio historica de ortu et progressu ordinis fratrum B. Mariae Virginis de Monte Carmelo in Germania...*, t. 3, f. 158v, cité par *ivi*, 284-285.

<sup>73</sup> Antonio Maria ROSATI, *Memorie per servire alla storia de' vescovi di Pistoia*, Pistoia, 1766, 151-159, ici 152.

apostolique, le discours d'ouverture de la neuvième session, le 5 mai 1514<sup>74</sup>. La même année, il devient nonce apostolique au Portugal, puis en Suisse en 1517, et effectue de nombreuses missions diplomatiques. Le 1<sup>er</sup> octobre 1529, il succède à son oncle comme Pénitencier majeur et est élevé à la pourpre cardinalice en 1531 (avec le même titre que son oncle Lorenzo, avec lequel il est souvent confondu). Il occupe la charge de Pénitencier jusqu'à sa mort en 1544. Pucci est également un théologien et un homme de lettres<sup>75</sup>.

La réponse de Pucci est complétée par une deuxième réponse, non signée. Nous avons pu établir qu'elle avait été rédigée par le régent Luís Gómez (1534-1543), qui en a ensuite intégré des passages dans un traité sur les brefs pontificaux, publié à Rome en 1539, puis à Lyon en 1546<sup>76</sup>. [p. 62] Né à Origuela dans le royaume de Valence vers 1484, Gómez a étudié le droit à Bologne où il a été élève du collège d'Espagne, puis à Padoue, où il devient docteur *in utriusque juris* en 1522. Surnommé le «subtil» pour son enseignement du droit, il entame ensuite une carrière de curialiste. Auditeur de la Rote, référendaire à la Signature apostolique, puis régent de la Pénitencerie et évêque de Sarno à partir de 1534, il rédige plusieurs commentaires de droit canonique et des traités en rapport direct avec son activité curiale: sur les cas réservés (*Tractatus reservationum papalium ac legatorum*, Rome, 1539), sur les règles de la Chancellerie (*Commentaria in regulas Cancellariae apostolicae judiciales*, Paris, 1543), sur les décisions de la Rote (*Decisionum Rotae libri II*, Paris, 1546) et sur la Pénitencerie (*De potestate et stylo officii sacrae Poenitentiariae, de officialibus Curiae, de litteris gratiae tractatus*, Rome, 1587)<sup>77</sup>.

La comparaison du traité de Gómez sur les brefs (Rome, 1539) et du dossier copié dans le registre de l'Archivio della Penitenzieria a permis de confirmer l'hypothèse selon laquelle le copiste avait commis de nombreuses erreurs et omissions. Il a parfois sauté des mots, voire des lignes, et n'a pas toujours compris le sens de ce qu'il copiait (*primario* pour *privatio*, *nequit* pour *inquit*), ce qui rend, par endroits, le texte difficilement [p. 63] compréhensible. Il a également commis des erreurs dans les références aux allégations des canonistes, erreurs que nous avons indiquées en note lorsque nous les avons repérées.

Alors que le libelle et la réponse du Pénitencier majeur fournissent peu d'informations sur les auteurs du libelle, Luís Gómez le présente clairement comme émanant des «conventuels», ponctuant sa réponse de références, souvent ironiques, à leurs propos (*isti boni fratres conventuales, isti fratres dicunt quod...*). Sous la plume de Gómez comme de celle des auteurs du *Consilium de emendanda Ecclesia* en 1537, ce qualificatif désigne l'ensemble des religieux rétifs à la réforme et dont les réformateurs dits intransigeants, comme Carafa, réclament la suppression. Dans sa réponse aux généraux mendiants en 1536, et plus

---

<sup>74</sup> *Oratio habita per reverendum patrem dominum Antonium Pucciu[m] Camere apostolice clericum in nona sacrosancti Lateranensis concilii sessione*, Roma, in aedibus Marcelli Argentei, 1514.

<sup>75</sup> Parmi les œuvres imprimées, voir *De corporis et sanguinis D. N. Jesu Christi sacrificio, homiliae XIII*, Bologna, A. Giacarelli, 1551. Sur Pucci, Conrad EUBEL, *Hierarchia catholica medii aevi, sive summorum pontificum, S.R.E. cardinalium ecclesiarum antistitum series*, Regensburg, Il messaggero di S. Antonio, 1898-1901, vol. 3, 21, 23, 55, 57, 62, 66, 275, 329; Walther von HOFMANN, *Forschungen zur Geschichte der kurialen Behörden: vom Schisma bis zur Reformation*, Roma, Loescher, 1914, vol. 2, 94, 97, 105, 184; Filippo TAMBURINI, *Per la storia dei Cardinali Penitenzieri Maggiori e dell'Archivio della Penitenzieria Apostolica. Il trattato De antiquitate Cardinalis Poenitentiarum Maioris di G. B. Coccino (†1641)*, in «Rivista di Storia della Chiesa in Italia» 36 (1982) 332-380; ID., *La riforma della Penitenzieria*; Thomas FRENZ, *Die Kanzlei der Päpste der Hochrenaissance (1471-1527)*, Tübingen, Niemeyer, 1986, 288, n° 228; Rosemary DEVONSHIRE JONES, *Antonio Pucci, in Contemporaries of Erasmus: A Biographical Register of the Renaissance and Reformation*, Peter G. BIETENHOLZ – Thomas B. DEUTSCHER (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 1985-1986, vol. 3, 122-123; V. ARRIGHI, *Pucci, Antonio*, in *DBI*, 85, 2016, 546-548; K. SALONEN, *Cardinals and the Apostolic Penitentiary*, in *A Companion to the Early Modern Cardinals*, A. WITTE – M. HOLLINGSWORTH – M. PATTENDEN (dir.), 144-153.

<sup>76</sup> L'ouvrage consiste en un commentaire du Sexte, auquel le régent a joint son discours à l'ouverture de la Rote le 1<sup>er</sup> octobre 1532 ainsi que d'autres traités, dont un *Tractatus brevissimus sive epilogus in materia brevium*: Luís GÓMEZ, *Commentaria R. P. D. Ludovici Gomesii...* in nonnullis libri sexti Decretalium titulos quos ipse tunc junior Patavii publice interpretabatur, additis sub titulo de rescriptis quibusdam opusculis..., Romae, sumptibus Michaelis Tramezzini, 1539 [non consulté]; Luís GÓMEZ, *Commentaria R.P.D. Ludovici Gomesii...*, Lugduni, apud Gulielmum Rouilium, 1546 [édition utilisée dans les pages qui suivent].

<sup>77</sup> Ferdinando UGHELLI, *Italia sacra*, 1659, vol. 7, col. 816; Nicolas ANTONIO, *Bibliotheca hispana nova*, Madrid, 1788, vol. 2, 35-37; C. EUBEL, *Hierarchia catholica*, vol. 3, 293; Johann Friedrich VON SCHULTE, *Die Geschichte der Quellen und Literatur des kanonischen Rechts von Gratian bis auf die Gegenwart*, Stuttgart, F. Enke, 1875-1880, vol. 2, 354-355; Emil GÖLLER, *Die Kommentatoren der päpstlichen Kanzlei vom Ende des 15. bis zum Beginn des 17. Jahrhunderts*, in «Archiv für katholisches Kirchenrecht» 86 (1906) 23-34; ID., *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. II/1, 58; Juan Beneyto PÉREZ, *Luís Gómez, jurista de Orihuela*, in «Anales del Centro de cultura valenciana» 13 (1952) 192-195; Gómez (Luís), in *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, Paris, Letouzey et Ané, 1986, vol. 21, col. 542, qui indique que Gómez est mort en 1543, et non en 1553; Dorett Elodie WERHAHN-PIORKOWSKI, *Die Regule Cancellarie Innozenz' VIII. und Alexanders VI. Überlieferungsgeschichte, Inkunabelkatalog und Edition der päpstlichen Kanzleiregeln im frühen Buchdruck*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2021, 17 et 56-58.

clairement encore dans le traité imprimé en 1539, Gómez dresse un portrait au noir des couvents conventuels, dont l'état de décadence matérielle et morale pousse les frères à sortir en masse.

Si les réponses du Pénitencier majeur et du régent reprennent, chacune, le plan du libelle pour réfuter les accusations des généraux mendiants, les deux textes ne mobilisent pas le même type d'arguments. S'appuyant sur la «doctrine évangélique», Pucci le théologien défend les grâces octroyées par la Pénitencerie au nom de la charité et de la miséricorde. Ces normes supérieures expliquent que l'office puisse déroger au droit des décrétales comme au droit particulier des ordres religieux, comme le montre l'usage récurrent des superlatifs à valeur relative (*quid hac concessione humanius, quid religiosius, quid salubrius*). Alors que les généraux mendiants évoquent des «concessions» et des «privileges», le cardinal emploie volontiers le terme de «grâces» (*gratiae*), accordées aux faibles (*miselli fratres, pusilli*) quand la nécessité et les circonstances particulières l'exigent<sup>78</sup>. Ainsi, Pucci justifie les dispenses au vœu de pauvreté individuelle (détention d'un pécule, legs), en s'appuyant sur les Écritures, citant l'exemple de David ou encore de Jésus qui dérogent aux règles du sabbat. De même, l'impératif du salut justifie l'octroi de «lettres de confession» (*litterae confessionales*), qui permettent aux religieux de choisir librement leur confesseur, par dérogation du canon 21 du quatrième concile de Latran de 1215 sur le *proprius sacerdos*. Ces lettres peuvent également permettre aux religieux qui les détiennent d'absoudre des péchés et de lever des censures, en contournant le pouvoir [p. 64] de réserve de leurs supérieurs (lettres *in forma «Cupientes»*)<sup>79</sup>. Là où les supérieurs dénoncent une remise en cause de leurs pouvoirs juridictionnels, le Pénitencier majeur oppose ses devoirs de pasteur. La primauté pontificale est indissociable de l'économie du salut: il faut éviter que les misérables pécheurs, par la crainte de leur supérieur et des censures qu'il pourrait prononcer, gardent le silence sur leurs crimes et deviennent, par manque d'indulgence, la propriété du diable. Par ses grâces, la Pénitencerie entend donc suppléer à la négligence des supérieurs qui exercent mal leur charge, parce que trop rigides dans leur conception de la pénitence ou trop peu charitables, par exemple envers les malades qu'ils devraient visiter et soutenir. C'est également au nom de la justice que le Pénitencier justifie la concession des lettres déclaratoires annulant les vœux religieux. Il s'agit de libérer du joug de la *religio* des hommes et des femmes qui n'ont pas pleinement consenti à faire profession. De même, les *licentiae standi extra* sont présentées comme des dérogations concédées au nom de la charité, pour des «causes honnêtes» et de «justes raisons».

Quant au régent Luís Gómez, s'il invoque la justice et la charité – tançant les supérieurs conventuels qui acculent au désespoir leurs pauvres sujets (*misellos subditos*) –, il défend les prérogatives de la Pénitencerie en se fondant avant tout sur le droit (réurrence du syntagme *est iudicium/a*, par exemple *ista concessio iudicium est, necessaria et licita*). En premier lieu, il s'appuie sur les bulles et les constitutions de Benoît XII, Eugène IV et Sixte IV, qui définissent les facultés de la Pénitencerie (*sit expressa in facultatibus nostris*)<sup>80</sup>: il rappelle à plusieurs reprises que l'office détient non seulement des pouvoirs juridictionnels similaires à ceux des ordinaires (évêques comme supérieurs réguliers) mais aussi des compétences [p. 65] élargies, en vertu des pouvoirs délégués par le pape. À côté de ces constitutions fondatrices, Gómez cite volontiers la législation récente, adoptée par les prédécesseurs de Paul III, Léon X, lors du concile de Latran V, et Clément VII. De manière assez attendue, il tire ses arguments des deux titres des décrétales qui réglementent la vie régulière – les titres *De regularibus et transeuntibus ad religionem* (*Liber extra* de Grégoire IX, 3, 31; *Liber sextus* de Boniface VIII, VI 3, 14, *Constitutions clémentines* de Clément V, 3, 9 et *Decretales extravagantes* de Jean XXII, 3) et *De statu monachorum et canonicorum regularium* (*Liber extra* 3, 35 et *Constitutions clémentines* 3, 10)<sup>81</sup> – ainsi que des commentaires qu'ont pu en faire Jean le Teutonique dans la

<sup>78</sup> Sur la *necessitas* et la force des circonstances, A. FOSSIER, *Le bureau des âmes*, 281, 286-288, 307-310.

<sup>79</sup> *Ini*, 362-366; Véronique BEAULANDE-BARRAUD, *Les péchés les plus grands. Hiérarchie de l'Église et for de la pénitence (France-Angleterre, XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2019, 225-274; EAD., *Pratique religieuse et pouvoirs à la fin du Moyen Âge. Les litterae confessionales de la Pénitencerie apostolique*, in «Revue d'histoire ecclésiastique» 116/1-2 (2021) 123-159. Sur les cas réservés dans les ordres religieux, Élisabeth LUSSET, *Confession, absolution des péchés et levée des censures. Les cas réservés chez les cisterciens et les chartreux (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, in «Revue de droit canonique» 65/2 (2015) 313-333.

<sup>80</sup> La bulle *In agro dominico* de Benoît XII du 8 avril 1338 complète la *Somme des dispenses et des absolutions* adressée par Nicolas IV aux pénitenciers et définit les prérogatives de la Pénitencerie apostolique. Ses compétences sont ensuite complétées et élargies par Eugène IV en 1438 et par Sixte IV en 1471 et en 1484.

<sup>81</sup> Sur la manière dont les décrétales envisagent la vie régulière aux XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles, L.-A. DANNENBERG, *Das Recht*.

glose ordinaire et d'autres canonistes, comme Niccolò Tedeschi (1386-1445)<sup>82</sup> ou encore Felino Sandei, auditeur de la Rote (1444-1503)<sup>83</sup>. Reprenant les raisonnements et les chaînes d'allégations des «docteurs» *utriusque juris*, anciens ou «modernes», dans leurs commentaires universitaires comme dans leurs consultations juridiques (*consilia*)<sup>84</sup>, il montre que la science canonique atteste de longue date du pouvoir de l'office pontifical à tempérer la rigueur du droit par l'octroi de dispenses<sup>85</sup>.

Le Pénitencier majeur et le régent évacuent assez rapidement la question des dispenses aux religieux à l'intérieur des couvents, peut-être parce ces dernières font l'objet de justifications théologiques et canoniques depuis le XIII<sup>e</sup> siècle au moins. Leurs réponses se concentrent sur les grâces qui suscitent les attaques les plus virulentes des généraux, à savoir les *declaratoriae* et les *licentiae standi extra*, d'un côté, et les dispenses permettant aux apostats d'obtenir des bénéfices séculiers, de l'autre.

En premier lieu, face aux mendiants qui accusent la Pénitencerie d'être trop libérale, Pucci comme Gómez insistent sur l'usage raisonné et réfléchi que l'office fait de ses compétences. Contre l'accusation d'octroyer des *declaratoriae* sur la seule foi des suppliants, le régent rappelle que la pro[p. 66]cédure d'exécution des lettres est confiée à l'ordinaire. Ce dernier doit vérifier la véracité des allégations du suppliant, en sollicitant le supérieur du couvent ou le procureur général de l'ordre. Le Pénitencier majeur et le régent assurent également que ces grâces sont accordées avec parcimonie. Ainsi, en matière de confession, Pucci affirme que l'office n'a délivré que très peu de lettres *in forma «Cupientes»*. Il en va de même pour les *licentiae standi extra* concédées pour des études à l'université. Le Pénitencier va jusqu'à en fournir un décompte précis: d'après lui, seuls six religieux en ont reçues depuis le début du pontificat de Paul III (un hiéronymite, deux franciscains, trois augustins). Enfin, Pucci et Gómez reviennent, à plusieurs reprises, sur les clauses finales des lettres, qui fixent des conditions précises à l'application de la grâce et en restreignent la portée: les autorisations de sortie du couvent pour maladie sont limitées au temps de la maladie; celles pour les études, à cinq ou sept ans (*utimur tamen istis facultatibus adeo moderate et cum tot limitationibus et clausulis*).

En deuxième lieu, le Pénitencier majeur et le régent s'attardent sur les dispenses permettant aux frères sortis de leur ordre d'obtenir des bénéfices et des charges, telles celles de pénitenciers mineurs<sup>86</sup>. En effet, dans leur libelle, les généraux mendiants accusent l'office pontifical de corrompre le ministère sacerdotal, en n'hésitant pas à autoriser des religieux homicides à célébrer. La polémique porte ici sur les dispenses octroyées aux coupables d'homicide, qui lèvent l'irrégularité dont ils sont frappés et qui leur permettent soit d'être promus aux ordres ecclésiastiques supérieurs, soit, s'ils sont déjà promus, de continuer à servir licitement dans les ordres sacrés<sup>87</sup>. Tout en rejetant ces accusations comme des affabulations calomnieuses et haineuses, les officiers de la Pénitencerie justifient l'octroi de ce type de dispense, en s'appuyant sur les commentaires des décrétistes et des décrétalistes élaborés depuis la fin du XII<sup>e</sup> siècle: seuls sont dispensés de l'irrégularité les religieux déjà promus dans les ordres sacrés, dont l'homicide volontaire est resté «complètement occulte» (*penitus occultum*) et qui relève du for de la [p. 67] confession<sup>88</sup>. En octroyant des dispenses à ces suppliants, et à eux seuls, l'office entend prévenir le scandale que ne manquerait pas de provoquer la sanction (déposition, pénitence, suspension), par la

---

<sup>82</sup> Orazio CONDORELLI (dir.), *Niccolò Tedeschi (Abbas Panormitanus) e i suoi Commentaria in Decretales*, Roma, Il cigno Galileo Galilei, 2000.

<sup>83</sup> Vincenzo COLLI, *Felino Sandei, docente e uditore di Rota, quale editore e collezionista di opere giuridiche autografe e rare*, in «Codex Studies» 1 (2017) 95-172.

<sup>84</sup> ID., *I libri consiliorum. Note sulla formazione e diffusione delle raccolte di consilia dei giuristi dei secoli XIV-XV*, in ID., *Giuristi medievali e produzione libraria: Manoscritti, autografi, edizioni*, Stockstadt am Main, Keip, 2005, 437-448.

<sup>85</sup> A. FOSSIER, *Le bureau des âmes*, 301-366.

<sup>86</sup> Peter CLARKE, *Between Avignon and Rome: Minor Penitentiaries at the Papal Curia in the Thirteenth and Fourteenth Centuries*, in «Rivista di Storia della Chiesa in Italia» 63/2 (2009) 455-510; A. FOSSIER, *Le bureau des âmes*, 110-119.

<sup>87</sup> Atria LARSON, *Killing a Career: Homicide and the Development of Medieval Clerical Discipline*, in «The Jurist» 74 (2014) 265-288; A. FOSSIER, *Le bureau des âmes*, 331-338.

<sup>88</sup> Sur les distinctions entre homicide volontaire/involontaire, manifeste/occulte, Stephan KUTTNER, *Kanonistische Schuldlehre von Gratian bis auf die Dekretalen Gregors IX. Systematisch auf Grund der handschriftlichen Quellen dargestellt*, Città del Vaticano, Biblioteca Apostolica Vaticana, 1935; Lotte KERY, *Non enim homines de occultis, sed de manifestis iudicant. La culpabilité dans le droit pénal de l'Église à l'époque classique*, in «Revue de droit canonique» 53/2 (2003) 311-336; Olivier DESCAMPS, *Quelques remarques sur la distinction entre homicide volontaire et homicide involontaire en droit canonique médiéval*, in *Der Einfluss der Kanonistik auf die europäische Rechtskultur, Bd. 3: Straf- und Strafprozessrecht*, Mathias SCHMOECKEL – Orazio CONDORELLI – Franck ROUMY (dir.), Köln, Böhlau, 2012, 107-134.

publicisation de la faute qu'elle engendre<sup>89</sup>. Au sein d'une institution ecclésiale qui a le pouvoir d'exclure comme de rendre grâce, ces dispenses sont pleinement licites et légitimes.

Au nom de ces impératifs supérieurs, la Pénitencerie se doit d'offrir aux réguliers, comme à l'ensemble des suppliants qui la sollicitent, la possibilité de déroger aux normes du droit canonique<sup>90</sup>. Dans le contexte troublé des années 1530, où la lutte entre *conventuales* et *observantes* fait rage dans les ordres mendiants, elle s'érige en recours pour les frères qui quittent leur couvent et cherchent à régulariser leur situation<sup>91</sup>. Le Pénitencier majeur et le régent décrivent à plusieurs reprises leur institution comme un refuge, «asile de Romulus», accueillant les pénitents et les réconciliant.

Ces deux textes témoignent également des profondes reconfigurations de la vie régulière dans le premier tiers du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>92</sup>. Après la remise en cause de leur mode de vie par les mouvements humanistes, puis par les premiers réformateurs protestants et alors que fleurissent de nouveaux ordres (théatins, barnabites, capucins, etc.)<sup>93</sup>, les réguliers voient leurs missions repensées: il ne s'agit plus de mourir au monde et de prier [p. 68] pour le salut collectif, mais de l'investir (par la prédication, le conseil aux princes, etc.) en s'affranchissant, s'il le faut, de la clôture<sup>94</sup>. Les *licentiae standi extra* sont tout à fait justifiées si un religieux doit secourir ses parents indigents (*Nam hoc non est contra substantiam monacatus, ut maneat extra monasterium*). Sous la plume des officiers de la Pénitencerie, l'amour filial, obligation naturelle et divine, prévaut sur l'obligation humaine du vœu religieux, selon un vertigineux renversement de la hiérarchie des normes qui prévalait dans le monachisme médiéval<sup>95</sup>.

On remarque cependant que ces deux plaidoyers *pro domo* ne répondent pas à la charge la plus violente du libelle, à savoir la collusion supputée des religieux apostats et des hérétiques. Aucun de ces deux termes n'est d'ailleurs employé, ni par le Pénitencier, ni par le régent. S'agit-il d'éviter des termes polémiques? Dans les années 1530, le qualificatif d'apostat ne désigne plus seulement les religieux qui fuient leur monastère et sont frappés d'excommunication *ipso facto*, mais tous ceux qui sortent du monastère, qu'ils aient, ou non, reçu une licence de leur supérieur ou du pape<sup>96</sup>. Une autre hypothèse – corroborée par les lettres de Nicolas Audet, le général des carmes – est que nous n'avons conservé qu'une partie des échanges entre les généraux mendiants et la Pénitencerie. Dans sa quatrième partie, le libelle récuse, en effet, certains arguments de la Pénitencerie sur les idées hétérodoxes et leur propagation. D'après les généraux, la Pénitencerie justifierait le fait de laisser sortir certains religieux de leur couvent par crainte de la contagion: si ces hommes corrompus restent dans leur ordre, non seulement ils seront poussés par le désespoir à apostasier et rejoindront les luthériens, mais ils auront auparavant infecté le reste du couvent.

\*

Ce dossier montre comment, au lendemain de l'accession au pouvoir de Paul III, les généraux mendiants se saisissent des appels pressants à la réforme de la Pénitencerie pour tenter de porter remède à l'un des maux qui met en péril leur propre réforme: l'abandon massif des couvents par [p. 69] les religieux. Sans être directement corrélé aux travaux de la commission de neuf prélats qui rédige le célèbre *Consilium de emendanda Ecclesia* entre novembre 1536 et mars 1537, le libelle des mendiants et les réponses faites par les officiers de la Pénitencerie participent clairement des discussions sur la réforme de l'office: brefs pontificaux, mémoires de réforme, discours justificatifs forment un réseau de textes reprenant les mêmes arguments. De plus, les critiques des généraux mendiants ont sans doute influé sur la rédaction

---

<sup>89</sup> A. FOSSIER, *Le bureau des âmes*, 458-501.

<sup>90</sup> Massimo VALLERANI, *Paradigmi dell'eccezione nel tardo medioevo*, in «Storia del pensiero politico» 2 (2012) 257-212; A. FOSSIER, *Le bureau des âmes*, 301-366.

<sup>91</sup> G. DALL'OLIO, *La disciplina dei religiosi*.

<sup>92</sup> Paolo Prodi, *Il paradigma tridentino: Un'epoca della storia della Chiesa*, Brescia, Morcelliana, 2010, 169-186; A. BURKARDT – A. ROGER (dir.), *L'exception et la règle*.

<sup>93</sup> G. FRAGNITO, *Gli ordini religiosi*; Patrick GILLI, *Les formes de l'anticléricalisme humaniste: anti-monachisme, anti-fraternalisme ou anti-christianisme*, in ID. (dir.), *Humanisme et Église en Italie*, 63-95.

<sup>94</sup> Roberto RUSCONI, *Gli ordini mendicanti tra Rinascimento e Controriforma: eremi e riforme, conventi e città, missioni e campagne*, in *Città italiane del '500 tra Riforma e Controriforma (Atti del Convegno internazionale di studi. Lucca, 13-15 ottobre 1983)*, Mario ROSA (dir.), Lucca, M. Pacini Fazzi, 1988, 267-281.

<sup>95</sup> Alain BOUREAU, *Le désir dicté. Histoire du vœu religieux dans l'Occident médiéval*, Paris, Les Belles Lettres, 2014.

<sup>96</sup> G. DALL'OLIO, *La disciplina dei religiosi*, 110-112.

des décrets de réforme de la Pénitencerie par Antonio Pucci entre 1536 et 1542: ces décrets cherchent à limiter les abus dans la concession des grâces, en multipliant les clauses restreignant la portée des lettres de la Pénitencerie<sup>97</sup>.

Ce dossier documentaire constitue donc un jalon méconnu dans l'histoire des projets pré-tridentins de réforme de l'office, tracée par Emil Göller, Ludwig von Pastor, Hubert Jedin et Filippo Tamburini. La confrontation de ce dossier avec les archives des ordres mendiants (registres des généraux, correspondances, chroniques...) permettrait sans doute de combler en partie les silences des actes consistoriaux et des relations des ambassadeurs, principales sources mobilisées par les historiens, à côté des documents de la Pénitencerie identifiés par Göller en 1907-1911. Par ailleurs, les réponses fournies par le Pénitencier majeur et le régent donnent à voir une autre facette de la défense des offices curiaux par les cardinaux, souvent uniquement présentés dans l'historiographie comme des lobbyistes avides de revenus et de pouvoir, qui refusent d'abandonner leurs privilèges<sup>98</sup>.

Les critiques de la Pénitencerie apostolique et les discussions sur sa réforme se poursuivent jusqu'au milieu des années 1540, qui voient Antonio Pucci affronter les cardinaux Gasparo Contarini et Gian Pietro Carafa<sup>99</sup>. Le 25 octobre 1544, le cardinal Ercole Gonzaga dit espérer [p. 70] que la suppression de cette *officina di sceleragini* mette un terme à la mauvaise réputation de la Curie dans le monde<sup>100</sup>. Il faut cependant attendre 1569 pour que la Pénitencerie soit définitivement réorganisée, et ses compétences restreintes au seul for interne<sup>101</sup>.

## Édition

### Principes d'édition

L'édition du dossier de textes suit les principes de l'École des chartes, présentés dans ses *Conseils pour l'édition des textes médiévaux*<sup>102</sup>. L'emploi des majuscules a été limité aux noms propres, aux noms de lieux et à certaines institutions. La ponctuation obéit aux usages actuels afin de faciliter la lecture. Les sauts de folio sont indiqués entre crochets. Les lacunes, impossibilités de déchiffrer certains mots ou lectures hypothétiques sont signalées par des chevrons (<...>).

Pour les références aux textes de droit romain et de droit canonique, l'édition reprend les propositions de Gérard Giordanengo dans *Identifier sources et citations* en matière de transcription<sup>103</sup>. Nous n'avons pas développé les noms et les incipits abrégés des allégations ni rétabli les mots manquants. Seuls ont été rajoutées les majuscules et la ponctuation. Les textes du *Corpus juris civilis* sont cités d'après l'édition Theodor Mommsen, Paul Krüger *et alii*, 11<sup>e</sup> éd., 3 vol., Berlin, 1954-1963, réimpr. Hildesheim, 1988-1989; ceux du *Corpus juris canonici* d'après l'édition Emil Friedberg, 2 vol. Leipzig, 1876, réimpr. Graz, 1955. Les renvois sont abrégés de la manière suivante: C. = *Code de Justinien*, D. = *Digeste*, Inst. = *Institutes*, *Decretum Gratiani* = *Décret de Gratien*, X = *Décretales de Grégoire IX*, VI = *Liber sextus de Boniface VIII*, Clem. = *Constitutions* [p. 71] *clémentines* de Clément V, Extrav. Jo. XXII = *Decretales extravagantes* de Jean XXII.

Compte tenu des difficultés d'accès aux bibliothèques durant la pandémie de Covid-19, nous n'avons pas recouru aux éditions ayant fait l'objet d'une réimpression anastatique, mais aux éditions du XVI<sup>e</sup> siècle, foliotées ou paginées, accessibles en ligne.

---

<sup>97</sup> La date exacte de rédaction de ces décrets (édités par Emil Göller en 1911 à partir de deux manuscrits) nous semble devoir être précisée: les copies des décrets mentionnent deux dates, le 23 janvier 1536 et mai 1542. Or, dans leur réponse au libelle des généraux mendiants (datée, pour celle de Pucci, du 10 février 1536), le Pénitencier et le régent, qui s'emploient pourtant à montrer que l'activité de leur office est très encadrée, n'en font nulle mention. E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiaria*, vol. II/2, 43-69.

<sup>98</sup> Nicole LEMAITRE, *La papauté de la Renaissance, entre mythes et réalités*, in *La papauté à la Renaissance*, F. ALAZARD – F. LA BRASCA (dir.), 13-34.

<sup>99</sup> Contarini écrit le 10 avril 1540 au cardinal Gonzague: *Mons. di Chieti et io havemo il cargo della penitenciarria et combatiamo con Mons. di S. Quattro*, cité par L. PASTOR, *Histoire des papes*, vol. 11, 163-165.

<sup>100</sup> BAV, Barb. Lat. 5792, f. 116r-v, cité par F. TAMBURINI, *La riforma della Penitenzieria*, 121.

<sup>101</sup> Bulles de Pie V, *In omnibus rebus, Ut bonus* et *In earum rerum*, datées du 18 mai 1569, in *Bullarum, diplomatum et privilegiorum*, vol. 7, 746-754.

<sup>102</sup> Françoise VIELLIARD et Olivier GUYOTJEANNIN (dir.), *Conseils pour l'édition des textes médiévaux, fascicule 1: conseils généraux; fascicule 2: actes et documents d'archives*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2014<sup>2</sup>-2009.

<sup>103</sup> Jacques BERLIOZ *et al.*, *Identifier sources et citations*, Turnhout, Brepols, 1994 (*L'atelier du médiéviste*, 1), 121-176.



## Texte n° 1

### Libelle des généraux des ordres mendiants contre les abus des légats, nonces et officiers de la Pénitencerie

APA, Facultates 1, ff. 98v-108v<sup>104</sup>

[f. 98v]

REVERENDISSIMIS DOMINIS DOMINIS CARDINALIBUS<sup>105</sup> AUDITORIBUS DEPUTATIS GENERALES  
ORDINUM ET PROCURATORES FELICITATEM<sup>106</sup>

Gratias viventi Deo agimus quod ipso largiente ea tempora advenere in quibus Ecclesia[e] Christi Rectores mendicantium ceterorumque ordinum jacturas vigentes audire, mederi, pristinae integritati restituere dignarentur. «Ecce, inquit Dominus per Ezechielem, ego ipse oves meas requiram et visitabo eas<sup>107</sup>». «Quod perierat, inveniam, quod abjectum erat, reducam, quod confractum fuerat alligabo, quod infirmum [fuerat] consolidabo, quod pingue et forte custodiam<sup>108</sup>». Tanta est cujusce justa orationis<sup>109</sup> necessitas ut Deum testem timorem quod ubi his exactis diebus de nostris calamitatibus collaturi convenissemus, eas tot talesque [p. 72] invenimus ut aperte constiterit quod, nisi valida remedia apponantur, brevi fiet ut quos et nostri mendicantium ordines et sacri canones, quatuor Paradisi flumina, vocabuntur<sup>110</sup> umbre dumtaxat et res titularie dignoscantur cum tanta christiane religionis jactura quanta forte ab alio quovis hoste posset inferri. Nil non verum, nil verborum copia amplificatum, sed nudam simplicemque historiam recensem<sup>111</sup>. Predictorum officialium mentem quam rectissimam credimus non damnamus, sed quid inde nobis dispendii ruineque illis forte nescientibus inferatur opus mendicantis expectaturi detege[f. 99r]mus.

#### Divisio opusculi

Intentio nostra quinque capitibus explicabitur. Primum docebit quod concedantur a Penitentiaria et reliquis supradictis officialibus tam fratribus quam monialibus. Secundum quomodo ex talibus concessionibus religiones et ordines dissolvantur et funditus ruant declarabit. Tertium adducet que pro excusatione et jure supradictorum officiorum faciant. Quartum hujusmodi excusationes locum non habere aperiet. Quintum et ultimum quid pro remedio omnes ordinum, et generales, et procuratores suppliciter petunt proponet. Demum omnium dictionum brevis subinferetur epilogus. Non me latet quod Peripateticus<sup>112</sup> quisquam supradictum ordinem contentatus suo more ingeniose inveniet, primum capitulum ad quia, et secundum ad propter quid pertinere et quia quidquid est cognitio est objectorum solutio, tertio et quarto capitulis objecta cum solutionibus congrue posita censebit. Et tandem quoniam finis primus in intentione et ultimus in executione est, ideo petitiones novissimum locum suo jure obtinuisse cognoscet, ob idque sui preceptoris doctrinam observatam constitutiones delectabitur, at nos hec non attendimus qui nunquam philosophice, sed quam vere et sanite et juste dicamus advertimus. Hec de divisione opusculi.

Proponunt que a Penitentiaria, legatis a latere, nunciis apostolicis et officio contradictarum

---

<sup>104</sup> Le dossier est présenté comme tel dans l'inventaire de l'Archivio della Penitenzieria apostolica: «Libello sottoscritto dai Ministri generali degli Ordini mendicanti e inviato ai cardinali (membri del *Consilium de emendata Ecclesia?*) contro gli abusi commessi dai legati, dai nunzi e dagli ufficiali della Penitenzieria, articolato in cinque capitoli e un epilogo, <1535-1536>. Il testo verte un particolare sulle facilità con cui si concedevano le grazie ai religiosi, in particolare la cosiddetta *licentia standi extra*».

<sup>105</sup> *Reverendissimus Dominus Dominus Cardinalis* pour *Reverendissimis Dominis Dominis Cardinalibus* dans le texte.

<sup>106</sup> Dans la marge droite: *Est scriptum cum majusculis*.

<sup>107</sup> Éz 34, 11.

<sup>108</sup> Éz 34, 16.

<sup>109</sup> *Arationis* pour *orationis* dans le texte.

<sup>110</sup> *Nocavere* pour *vocabuntur* dans le texte.

<sup>111</sup> *Recusemus* pour *recensemus* dans le texte.

<sup>112</sup> Pierre Abélard (1079-1142).

conceduntur fratribus et mo[f. 99v]nialibus professis.

[p. 73]

### **Supradicta officia super fratres et moniales professos tribus modis se extendunt.**

Primo concedendo aliqua ipsis etiam in monasteriis commorantibus. Secundo extrahendo illos a monasteriis. Tertio ipsis extractis multa privilegia tribuendo.

Existentibus in monasteriis etiam reformatis, primo concedunt posse retinere pecunias ex confessionibus, predicationibus aut alia quacunq[ue] causa acquisitas easque pro libero expendere sine suorum prelatorum scitu. Secundo ut possint facere testamenta, legata ita ut nunc fratres sicuti seculares de suis bonis disponant. Tertio ut possint absolvi et absolvere quoscumq[ue] fratres et moniales a casibus suis superioribus reservatis toties quoties, et hec maxime primum et tertium non semper concedunt per bullas, sed et vive vocis oraculo, quod sufficit reformatis.

Eos autem ex monasteriis extrahendo diversis modis utuntur, quinque videlicet, declarando aliquibus vota absolute non tenere, vel quia vi et metu, vel quia in etate indebita emissa fuerunt quasi in publico professionem non fecerint. Et secundum religionum et canonum statuta, post quintum decimum annum ac in eisdem per decem, viginti et triginta annos non prestiterint, ordines sacros in eis non receperint et aliquando officia et dignitates sine reclamazione per longa tempora non exercuerint. Alios autem extrahunt, declarando quod, etiam si vota per eos emissa teneant, in aliquibus tamen casibus et causis licitis debere [f. 100r] relaxari aut si ut ita dictum suspendi, vel commutari ad tempus affirmant. Proinde innumeram multitudinem ad seculum mittunt, pretextu infirmitatis, debilitatis, quasi crudeles et impie religiones non subveniant, pretextu adiscendi litteras aliunde parentes in miseria extrema constitutos procurandi, nepotum bona nuptui tradendi neptes, serviendi preceptoribus, sequendi exercitus pro confessionibus audiendis, adeo ut nunc in aulis principum, in exercitibus, in plateis, ubique fratres appareant cum torvis aspectibus, laceris vestibus illuviis evincti. Ad idque devenimus ut neque pedem quidem per Urbem moveri possis quin ex abrupto inde laniatum ac sordidum fratrem vel monacum videas scaturire. Que autem ille sint infirmitates vel debilitates, qui parentes, qui nepotes, nepte sue, que studiorum aviditas declaratur, dum eos die noctuque vagare, armatos facinorosissimis associari, rapinas, homicidia, incendia perpetrare videmus, dum morbo torquentur gallico, detrunduntur carceribus, falsarii, sacrilegi, proditores inveniuntur, plectuntur capite, affiguntur patibulis, igni cremantur. Non fingimus quidquam. [p. 74] Pater colendissime, hec omnia oculata cernitis fide experiundo sepius comprobatis et eo rem ipsam satis devenisse ut raro maxima scelera non hujus gentis patrocinio perpetrentur. He igitur sunt eorum infirmitates, parentum indigentia, studiorum desideria quibus principes isti a Christi jugo sese eximunt. Et he sunt religionum ac prelatorum persecutiones, impietates, tyrannides quas predicant. Et hi sunt fructus quos supra[f. 100v]dicti officiales ab illis decepti in Ecclesia pariunt. Tertio loco, sic existentibus extra ordines homicidiis voluntariis posse celebrare conceditur. Preficiuntur<sup>113</sup> ecclesiis, ad beneficia habilitantur, inter Penitentiaros Urbis Romane, multi reponuntur, et qui in religionibus ignorantissimi et vitiis pleni penis dumtaxat et humiliationibus digni habebantur, cum quatuor aureis omnem sibi tum ecclesiarum tum animarum curam administrationemque facile promerentur. Omnium igitur servator manum apponat! Apponite et vos ministri Dei nostri! Nunquid indulgentia his<sup>114</sup> predictis fuit contenta? Nequaquam! Quinimmo ad moniales perpetuam clausuram professas se convertit, illis pariter clausuras exire concedens, infirmitatis pretextu aut parentibus ut opem ferant vel, quod mirabile est, recreationis causa. Nonulle dicunt se non professas et nuncupate bulla declaratoria exeuntes matrimonia contrahunt: res quidem quam humane aures expavescent audire! Probabitur tamen, si erit opus, hec pauca que a predictis officialibus passim et quotidie fiunt, concessimus potiusque enarraverimus quod in primo capitulo erat agendum misericorditer ad ea que ex ipsis concessionibus damna sequantur, in secundo capitulo explicanda me confero.

### **Capitulum secundum in quo explicatur primario quomodo ex suprascriptis concessionibus religiones destruantur, secundo ipsi egredientes pereant, tertio universalis Ecclesia inficitur.**

[f. 101r] Qui [v]ult videre primario ex supradictis concessionibus tot emersisse mala ut religiones

<sup>113</sup> *Profigunt* pour *preficiuntur* dans le texte.

<sup>114</sup> *He* pour *his* dans le texte.

omnes pro majori parte defecerint et brevi sint in totum defecture, primario sic attendant et materia seu ex numero. Nam ponat pre oculis ordines omnes tam mendicantium quam monachorum et consideret quot milliarum monasteriorum omnes insimul possint habere. Deinde sciet nos probaturos generaliter monasteria que olim [p. 75] sexaginta fratres, nunc vix quadraginta, et que triginta, vix quindecim habere, et sic successive, his attentis computum reddat, inveniet tot millia exisse ut religiones exauste et ad nihilum fere redacte cognoscantur. His accedit quod exeuntes pessimis eorum operibus alios ab ingressis retrahunt, dum opinionem faciunt habitantes in monasteriis exeuntibus similes esse, et nedum exeundo et retrahendo ab ingressu malis exemplis, sed et adhortationibus<sup>115</sup>, diffamationibus fingendo, amplificando dictis religiosis omnia agunt ut ingredi religionem fere scelus nostris temporibus iudicetur. Accedit tertio quod preterita bella christianorum animos efferatos et a religionis ingressu valde alienos<sup>116</sup> reddidere. Accedit quarto tot annis preteritis pestilentia fuisse assumptos ut tum ex hac, tum ex supradictis rationibus et vere sic est facile argui possit non adesse subjecta quibus religiones ulterius manuteneri queant, et hoc est primum damnum essentielle quod patimur.

Secundo distructa religionum<sup>117</sup> materia si suppositis deficientibus tollitur forma, [f. 101v] obedientia videlicet, quia natura hominis ad malum prona ab adolescentia, ubi facile ad libertatem aditum attenderit, nil sensibus contrarium sibi imperari promittit, cum sciat quatuor aureis posse omnem libertatem comparare. Ideo contra superiores cervicem erigit, eorum planta spernit, corripientibus insultat et, ut<sup>118</sup> verbo omnia concludam, huiusmodi concessionibus roborata nil penitus [v]ult adimplere, nisi quod simul cum prelato propterea concupiscentia iusserit. E regione pauperes prelati sortientes religiones ex toto evacuari suppositis nec impare quidem minima audentes infinita correctione digna dissimulare coguntur. Et hoc secundum essentielle damnum ex officiis suprascriptis quod obedientia que est forma religionis dissolvitur.

Tertium male essentielle est quod finis religionum, videlicet Dei cultus, removetur, pauci siquidem remanentes ad infinita applicati nec missarum nec officiorum solemnibus possunt vacare. Unde ecclesie que<sup>119</sup> olim veluti angelorum chori personabant, vidue nunc et desolate deambulantibus et negotiatoribus dumtaxat suffragio sunt. Excusantur religiosi qui unde provideant pre paucitate non habent. Non excusantur forte qui ut pauci fiant causam prestiterunt, remota substantia nil ceterorum [p. 76] remanet, sic remotis antedictis essentialibus bonis religionum ut cetera in illis virtutes intereant aut egrotent. Est necesse ideo quarta jactura religionibus adveniens ex predictis concessionibus est [f. 102r] quod omnes religiosi in continuo motu et tentatione ad deficientium in via virtutum reperiuntur. Nam egredientes omni virtute et Dei timore orbatos, experientia docet eorum vero qui remanent aliqui bullas jam penes se habent temporis egressui, opportunum expectantes alii. Et si non habeant quomodo tamen eas assequi possint moliuntur et queritant, alii quamquam non procurent spe tamen libertatis allecti uno oculo religioni, et altero pie matri Penitentiarie intendunt neque in quam partem malint declinari satis vident. Futurum tamen ut vincat quod nature amabilius sancti demum et ipsi veri observantiales, cum homines sint, latiore vitam aperto ostio continentes facere nequeunt quin et ipse mense tententur ac molestentur assidue, et sic de veritate dicere possumus talia officia ab extremitatibus ad usque religionum vitalia penetrare ac religiosos omnes aut in termino aut in via corruptionis virtutum ponere. His adduntur concessionibus absolventi a reservatis suis prelatibus, que quantum bonos mores infirmant in claustralibus nominavit experti et inexperti nobis in hac parte credere dignentur.

Additur tertio quod, dum coguntur prelati a correctionibus abstinere, ne soli remaneant quando quidem officiales illi nunquam gremium claudant, fugientibus omnia vitam pullulare et augeri oportet. Et hec quarta jactura in virtutibus que ex predictis sequitur.

Quinta in bonis intellectus est quod doctrina et [f. 102v] scientia manuteneri aut a[c]quiri nequeunt ubi pre fratrum paucitate idem et studio et aliis negociis praticis vacare compellitur, et tamen vera contemplatio scientiarum exteris occupationibus non admittat, ignorantia parvo spatio religiones omnes occupabit.

Et vincet etiam sexto patiuntur religiones in eorum bonis in ordine ad alios si in bona fama, in

<sup>115</sup> *Addhortationibus* pour *adhortationibus* dans le texte.

<sup>116</sup> *Aliena* pour *alienos* dans le texte.

<sup>117</sup> *Relligionum* pour *religionum* dans le texte.

<sup>118</sup> *Uno* pour *ut* dans le texte.

<sup>119</sup> *Quem* pour *que* dans le texte.

reputatione et honore, que tamen divitiis omnibus preciosora sunt. Et hoc quia seculares iniquissimam vitam egredientium continentis in monasteriis commorantes tales esse existimant quod egredientes augent dum pessimum eorum transitum de virtutibus ad vitia honestare volentes nullo habito respectu dictis religionibus non reserenda divulgant, superiores crudeles tyrannos vocitantes et vere impii sunt, quia dum pietas exposceret tales perpetuis detrudi carceribus, spe venie et officio mansuetudinis, ad pejora devenire promisserunt.

Septimo patiuntur quoad fortune bona quia exeuntes de monasteriis quidquid possunt neque ipsis sacris vestibus aut vasis dominicis par[p. 77]centes furantur et surripiunt qui se ad exeundum preparant, continue omni modo et via indebita in confessionibus et predicationibus malis administrationibus pecunias congregant, quibus in seculo sustentari easque in oscena facinora consumere possint. Dum vero existentibus in monasterio concedunt posse infrascriptis prelatibus pecunias retinere, evenit ut fratres observantiales peculia habeant [f. 103r], quibus cum pro necessariis non indigeant religionibus necessaria providentibus ad levia, vana, sensualia convertunt.

Quid de habentibus facultatem condendi testamenta dicam? Qui innumeri cum sint, religiones depauperant et a sanguine usque injungunt suis tandem consanguineis, ne dicam filiis, relicturi hec damna sunt que in se religiones ex concessionibus Penitentiarie et reliquorum officiorum predictorum patiuntur. Que si majora esse possint, estote iudices. Omnia tamen nos profitemur probaturos.

Nunc quantum predicta indulgentia et concessionibus egredientibus afficiant, duobus tantum verbis potius recordabor quam ostendam. Augustinus inquit: «Sicut non inveni meliores quam qui in monasteriis profecerunt, sic neque deteriores quam qui a monasteriis defecerunt<sup>120</sup>». Et Dominus in Evangelio: «Nemo mittens manum [suam] ad aratrum, et respiciens retro, aptus est regno Dei<sup>121</sup>», et Apostolus ad Hebreos 6 cap.: «Impossibile est eos qui semel illuminati, gustaverint etiam dono celesti<sup>122</sup>», «prelasi sunt, rursus renovari ad penitentiam<sup>123</sup>». Quibus salutis via eo usque difficilis est ut impossibile divine leges promulgarunt. Experientia docet que miserimos tales homines adeo vitii obnoxios declarat ut demones humana carne indutos potius quam homines appareant. Non nego possibile esse aliquam etiam in tali statu sanitate et religiose vivere posse, sed difficultatem aperio. Idem ergo videtur esse istis bullas exeundi concedere et eosdem ad inferna dimittere. Hunc in tertia parte hujus capituli que damna [f. 103v] Christi Ecclesia universalis et christianus populus ex illis concessionibus incurrat declaro.

[p. 78] [3.] <Maumetes> secundum aliquos primo monachus fuit de Juliano Apostata<sup>124</sup>. Non est dubium Muntanus<sup>125</sup> hereticus monachus Luterus<sup>126</sup>, christiane religionis eversor, primo probate religionis professus. De Erasmo<sup>127</sup> taceo, quam valde modeste de Ecclesia loquatur et non hereticus, sed utilis Ecclesie presbiterum extat. Hi fructus sunt quos Ecclesia Christi ab hujusmodi egredientibus recipit, nec mirum si cum depositione professionis religionis heresis conjungitur, quandoquidem exuti semper interioris conscientie stimulo agitantur et sepius aliorum injuriis lacessiti, dum non habent unde se cattolice loquendo defendant, ad falsas et profanas doctrinas confugientes, hominem vovere castitatem non posse, ad obedientiam non teneri et reliqua omnia que malignus serpens Martinus post alios evomuit, adducunt et confirmant, cum his consentiis tractant divina, animarum curam suscipiunt, sacramenta impartiuntur, si hoc in damnum vergit Ecclesie taceamus, et ad hoc oculo clauso transeamus, nobis expertis credite. Domine colendissime, pauci sunt e religionibus sub falsis coloribus egredientes qui non in perfectos luteranos incidant et eo pestilentiores ceteris quo in habitu fidei inter fidei domesticos conversantur.

Secundo dum populi et principes quos viderunt et audierunt publice in etate congrua professos [f. 104r] in aliqua religione extitisse sacramenta per tot annos et alia religionum officia administrasse ita

---

<sup>120</sup> Augustin, *Epistolae*, ep. 78, 9, in *Patrologia latina*, Jean-Paul Migne (éd.), Paris, 1845, vol. 33, col. 272; rééd. *S. Aureli Augustini Hipponiensis Episcopi Epistulae. Sectio II, pars II, Ep. XXXI-CXXIII*, Aloys Goldbacher (éd.), London, Johnson reprint corporation, 1970, 344-345: *quomodo difficile sum expertus meliores quam qui in monasteriis profecerunt; ita non sum expertus peiores quam qui in monasteriis ceciderunt.*

<sup>121</sup> Lc 9, 62.

<sup>122</sup> Hé 6, 4.

<sup>123</sup> Hé 6, 6.

<sup>124</sup> Julien l'Apostat (361-363).

<sup>125</sup> Montanus de Phrygie, milieu du II<sup>e</sup> siècle.

<sup>126</sup> Luther (1483-1546).

<sup>127</sup> Érasme (1467-1536).

de facile dispensari et absolvi et inter seculares commisceri conspiciantur<sup>128</sup>, scandalizati hec religiosorum vota et professiones parvi momenti esse et quodam modo deliramenta diu dicant, quo a Luteranis non multum distat. Religiosi vero et seculares innumeri qui norunt certissime egredientes omnino fecisse professionem omni modo et meliori forma ac eandem ipso opere et facto per multos annos approbasse, videntes eorum nugas et fictiones audiri et foveri, temere de duobus alterum judicant aut si ea vota pro nihilo haberi ab illis officialibus aut avaritiam adeo crevisse in Ecclesia ut modica pecunia tot animarum saluti preponatur, nolentes, ut equum esset, omnia in meliorem partem interpretari. Que omnia Luteranis simillimos efficiunt. His tot et tantis incommodis accedit quod tales egredientes, non habentes sumptus unde possint summis desideris suis deservire, coguntur paterna bona repetere, consanguineis lites movere, paternas domos subvertere, nonnunquam cum propriis fratribus manum conserere quod, hoc anno, in Mantuana diocesi, ubi frater uterinus alium fratrem, per Penitentiarium de quodam ordine extractum, propria manu ex animo deliberato interemit<sup>129</sup>.

Si his addideris horum virorum illustrium tantam copiam esse ut parochie omnes, dioceses, Penitentiarie cardinalium et principum Curie repleantur ac magna predictis ecclesiarum sanctis his manibus [f. 104v] ministretur, cognoscemus hanc rem valide indigere remedio nedum quia religionibus a quibus egrediuntur ipsisque egredientibus, sed et quia populo christiano ruina est.

De scandalo aut infamia extremaque jactura quam patiuntur monialium clausure et tota ecclesia dum [vertuntur] Deo dicite virgines ad quodam modo profanos usus sileo, cum in ea re ipso silentio loquendum existimem<sup>130</sup>.

Et hoc de tertio quo omnia mala religionibus advenere monstratum est, quorum sic ratio potest haberi. Malum enim privatio<sup>131</sup> boni est. Ideo ex bono quod privat habet declarari. Bona autem omnia aut sunt bona subjecti, id est corporis, aut animi aut fortune. Si corporis, aut materie aut forme aut finis. Si animi, aut in ordine ad se aut in ordine ad alios, si ad se aut ad voluntatem aut ad intellectum, si ad alios fama, bona reputatio, honor et similia. Si fortune, bona divitie et reliqua exteriora. Cum ergo declaratum sit ex talibus concessionibus privari materia quia subjectis forma, quia obedientia fine, quia debito Dei cultu bone voluntatis, quia bonis moribus bonis intellectibus, quia scientia et in ordine ad alios opinione et forma, et demum bonis episcopalibus adeo concessis cum deperditione egredientium ac universali Ecclesie detrimento non dissimulando, quid pejus, quid miserabilius, quid funestius possit nobis advenire non cernimus.

## [p. 80]

### **Tertium capitulum in quo ponuntur que pro supradictorum officiorum seu officialium excusa [f. 105r] tione adducuntur.**

Penitentiaria, legati, nuncii apostolici et officarii<sup>132</sup> contradicte presbiteribus capitibus se de predictis excusant.

Primo quia in concessionibus talibus non fit dispensatio, sed declaratio quod vota non fuerint, quia metu et vi et in etate indebita emissa.

2. quia prout est et secundum jus nature, ut aliquando dato quod vota sint ad tempus suspendantur, ut parentibus in extremitate constitutis subveniatur, quorum a prefato teste «si quis curam non habet infidelis est<sup>133</sup>» aut, quod efficacius est, causa subveniendi sibi ipsis infirmis, quando religiones non suplent.

3. quia nedum licet, sed et bulla fel[icis] rec[ordationis] Julii pape secundi<sup>134</sup> declarat debere fieri in talibus casibus.

4. res fiunt juridice: citantur procuratores ordinum ad comparendum et dum non comparent et si comparent, nihil allegant, illis imputetur, iudex debet procedere secundum allegata et probata.

Quinto si generalibus licet concedere, et aliquando concedunt, de facto aliquibus morari extra

<sup>128</sup> *Continentur* pour *conspiciantur* dans le texte.

<sup>129</sup> *Intererit* pour *interemit* dans le texte.

<sup>130</sup> *Existimen* pour *existimem* dans le texte.

<sup>131</sup> *Primario* pour *privatio* dans le texte.

<sup>132</sup> *Officium* pour *officarii* dans le texte.

<sup>133</sup> 1 Ti 5, 8.

<sup>134</sup> Jules II (1503-1513). Cet indult est copié aux ff. 54v-64v.

ordines suos, quare officialibus pape hoc idem non licebit?

Sexto de duobus malis minus est eligendum et Apostolus primaria ad Corinthios «modicum fermenti totam massam<sup>135</sup> corrumpit<sup>136</sup>». Si ergo tales in religione permanerent homines mente corrupti, pessimus eorum moribus ceteros inficerent. Ergo minus malum quod exeant. Confirmatur quia si remanerent coacti [f. 105v] desperarent, apostatarent, ad Luteranos confugerent. Religionibus ergo ipsis consulitur dum malum de medio illarum aufertur quod et Apostolus ad Corinthios monet: «Auferte, inquit<sup>137</sup>, malum ex vobis<sup>138</sup>». Et hec de tertio.

[p. 81]

#### **Quartum capitulum in quo supradicta locum non habere declarantur.**

Jus nature non requirit vel equitas ut juvenes, qui inutiles a religione suscepti non sine magno labore et expensis moribus et doctrina inebriuntur, tempore adveniente quo religioni tribuere deberent, sic passim altrici matri ipsis terga dare concedatur. Jus quoque divinum clamat semel Deo ex toto dicatum ad alium usum non debere converti. Sequitur jus canonicum Extra, De reg. et trans. ad relig. c.<sup>139</sup>, quod adeo continentiam et paupertatem regule monacali annexas asserit ut in his neque summus pontifex velit dispensare. His ergo sic se habentibus duo primo ad omnia simul adducta his casibus posse considerari, quid est de possibili et quid est de facto. Si primum non negamus esse possibile et forte aliquando de facto, ut quispiam vi aut metu seu etate indebita profiteatur religionem, at si usum presentem et quid in facto fit his temporibus consideremus talia subreptitia fore causas fictas habere et que omnia que Dei sunt confundere inveniemus.

Ad primum ergo et secundum simul concedimus tales [f. 106r] declarationes fieri posse aliquando, sed nunc nullo pacto debere fieri, quia ex suggestionem falsi expresse procedunt. Hujus autem falsitatis manifesta duo sunt inditia. Primum quoniam, adveniente professionis tempore, non reclamant neque de metu neque de etate, similiter post professionem nihil dicunt, sacros accipiunt ordines, officia exequentur, in nullo penitus reclamantes. Quis autem est adeo mente captus ut velit credere timorem cadentem in virum constantem per decem et viginti annos durasse aut nunquam in tanto tempore tales iudicium completum habuisse?

2. Quia semper invenitur istos nunquam votorum nullitatem adducere, nisi dum eorum demeritis exigentibus sunt puniendi aut aliquam ambitionem suam complere nequeunt, inde desperati sese dant in preceps. Ad dispensationes autem que causa infirmitatis fiunt ultra predicta additur ad superiores religionum pertinere providere infirmis. Quod si non faciunt, secundum illarum leges accerrime puniri debent. Non ergo petant a religionibus extrahi, sed ut sibi provideatur vel ut non providentes puniantur.

Ad tertium, de bulla Julii<sup>140</sup>, dicimus ex quo de facto claret eam cum his temporibus contrarium effectum facere intentioni legislatoris, quia religiones destruit et rem publicam christianam in discrimine ponit. [p. 82] Ideo omnino mutanda, nam leges secundum [f. 106v] diversos hominum status debere mutari, omnia jura fatentur et presertim sanctus Thomas de Aquino Prima S[ecundae] ques. 101<sup>141</sup>. Cum autem in presenti hominum statu ea bulla ex abusu noceat, est tollenda.

Ad quartum cum dicunt procuratores ordinum citari, nil respondendum, censeo, cum jam universis constet que citationes quomodo fiant et ubi utentur et quando res quidem bonis respectibus non referende.

Ad quintum non negatur summum Penitentiarium posse quod generales ordinum possint, sed dicimus non convenire. Primo, quia generales, talem licentiam concedentes sciunt ubi habitant et in eos pro tempore auctoritatem exercent. Secundo, cum generales ordinarii sint, suum cognoscentes gregem et infirmitatem et consanguineos et circumstantias singulas. Ideo decipi ex falsa causa nequeunt et ob id quod similia concedant ex magna et justa causa provenire oportet, et ideo de illis et Penitentiariis aliisve antedictis officialibus non est eadem ratio.

---

<sup>135</sup> *Missam* pour *massam* dans le texte.

<sup>136</sup> 1 Cor 5, 6.

<sup>137</sup> *Nequit* pour *inquit* dans le texte.

<sup>138</sup> 1 Cor 5, 13.

<sup>139</sup> X 3, 31, *De regularibus et transeuntibus ad religionem* (Friedberg, II, col. 569-578).

<sup>140</sup> Voir *supra*, n. 134.

<sup>141</sup> Thomas d'Aquin, *Summa theologiae*, Ia IIae, q. 101, a. 1-4, Roma, Édition léonine, t. 7, 1892, 223-227.

Ad sextum negatur minus malum esse a religionibus egredi, immo maximum ob vitia innumera que sequuntur et parvam conversionis spem in religionibus siquidem corripiuntur, admonentur, pronuntiantur ut ad cor redeant, bonis aliorum exemplis invitantur. Extra vero omni auxilio destituti in totum pereunt.

Demum cum duplex sit forum iudiciale et conscientie, dato quod forum iudiciale omnibus esset rectum, si tamen iudex scit in conscientia oppositum esse [f. 107r], debet omni conatu operari ut quod in conscientia rectum est executioni mandetur. Sic in proposito dato quod in foro iudicali omnia recte et debito modo fiant, cum tamen in certa conscientia et in rei veritate sciant quod res non sic sunt ut proponuntur et quod ista in destructionem religionum vergunt, quis ambiguit quod a rectissimo iudice fiendum est ut forum conscientie obtinet et tales abusiones pessime dentur? Et hec de quarto.

### **Quintum capitulum in quo petitiones explicantur.**

Demum quid saluti religionum nobis commissarum expedire pro remedio a tanta clade censeamus, consideratis omnibus quatuor brevissima et facillima remedia cum omni reverentia proponemus.

[p. 83] Primum revocentur omnes facte, sive in scriptis sive vive vocis oraculo, tam fratribus quam monialibus in monasteriis commorantibus, de pecuniis retinendis, condendis testamentis, de promotionibus ad gradus magisterii aut baccalariatus, de potestate absolvendi a reservatis suis superioribus aut absolvi ab eisdem, necnon de predicatoribus apostolicis, nisi forte tales concessionem de suorum prelatorum expresso consensu facte fuerint.

Secundum attento quod bulla fel[icis] rec[ordationis] Julii secundi<sup>142</sup> ex abusu facit effectum contrarium intentioni ipsius Julii removeatur.

Tertium cum olim fel[icis] me[morie] Leo X<sup>143</sup> et Clemens VII<sup>144</sup> statuerunt omnes concessionem sive a [f. 107v] Sede apostolica sive a Penitentiaria aut alio quocumque fieri non posse et factas nil valere, nisi apposita clausula expressa quod «de suorum prelatorum obtenta licentia», et nunc, ad dictorum summorum pontificum imitationem, statuatur nil aquoquam predictorum concedi posse et concessum non valere, nisi cum clausula «quod adsit attestatio generalis vel ejus vicarii circa veritatem cause que adducitur pro tali exitu ex religionibus. Si enim gregem cognoscentes testimonium prestiterint causas illas sic esse, concedantur». Si secus, nequaquam. Si vero aliquid erit pro justitia concedendum de aliis rebus ad generalem non pertinentibus, apponatur clausula: «Videat protector».

Quartum Leonis X et Clementis VII vestigiis innerendo concedatur omnibus superioribus religionum posse extra ordines existentes quacunque de causa ad ordines predictos revocare vel de veritate cause, pro qua manent extra doceant, vel de deceptione facta penas luant, cum quibus misericordiam petentibus pie et paternaliter prelati sese habebunt. Si qui vero ex legitima causa extra manere inveniuntur, nihilominus pallium cum bireto portare compellantur. Nil injustum, nil novum, nil a benignitate apostolica alienum exposcimus, Patres colendissimi, non injustum quia nil magis equum quam eos pastores, qui quotidie contractant et vident debere de ovibus et eorum infirmitatibus testimonium reddere, [f. 108r] non novum quia ab antecessoribus nostris petatum, non alienum a benignitate apostolica, quia pluries ab eadem omni charitate concessum ut ex brevibus tam fel[icis] rec[ordationis] Leonis X quam Clementis VII ostendatur. Non arbitramur piam matrem Ecclesiam [p. 84] modo nobis duriolem quam antecessoribus nostris extiterit, cum ejus modernum rectorem Paulum III omni benignitate ac reformationis zelo conspicimus. Videmus istis peractis omnia parata erunt, omnia tuta, et dicere audemus quod magna pars christiane religionis reformata erit et hec ad laudem Dei nostri dicimus, humiliter supplicantes ut Deum pre oculis habeatis et de [v]ultu suo iudicium prodeat et oculi vestri videant equitatem<sup>145</sup>.

### **Epilogus**

Videmus ergo quando Penitentiaria, legati ac nuncii apostolici ipsique officarii<sup>146</sup> contradicte, tam fratribus quam monialibus in monasteriis multa concedant et quomodo ex quibusve causis innumeram

<sup>142</sup> Voir *supra*, n. 134.

<sup>143</sup> Léon X (1513-1521).

<sup>144</sup> Clément VII (1523-1534).

<sup>145</sup> Ps 17, 2 (Vulg. 16, 2).

<sup>146</sup> *Ipsumque officium pour ipsique officarii* dans le texte.

multitudinem extrahant et que extractis privilegia conferant.

Secundo loco tot inde damna in religionibus sequi ut brevi religiones solo nomine sint future, quia tolluntur supposita, tollitur obedientia et debitus Deo cultus removetur, boni mores pereunt, vitia pullulant, ignorantia maxima sucrescit, fama omnium manentium maculatur, bona temporalia rapiuntur, in animarum eorum qui aggrediuntur [f. 108v] perditionem et universe Ecclesie detrimentum.

Tertio et quarto loco excusationes cum responsionibus addidimus.

Ultimo quid generales omnes pro suarum religionum salute exposcant, expressimus non dubitantes ipsosmet officiales predictos cum optime mentis sint et divine legis sectatores nostris jacturis cognitis et justissimis petitionibus auditis nobis singulare auxilium prestituros ac Dei nostri laudem, cujus auspiciis et beatissimi ejus vicarii patrociniis ecclesiam sponsam Dei perfecte instauratam videre speramus. Amen.

[p. 85]

Texte n° 2

**Réponse du cardinal Antonio Pucci, Pénitencier majeur, au libelle des généraux des ordres mendiants, adressée au pape Paul III (10 février 1536)**

APA, Facultates 1, ff. 108v-119r<sup>147</sup>

[f. 108v]

A[ntonii] cardinalis Sanctorum Quatuor [Coronatorum], majoris Penitentiarii, ad libellum generalium ordinum mendicantium responsio.

S[ancitissimo] D[omino] nostro Paulo Pape III.

Viso ac lecto, Pater beatissime, libello quem nuper generales quidem ordinum mendicantium adversus r[e]verendiss[im]os legatos de latere et nuncios apostolicos contradictarumque ac Sacre Penitentiarie officia edidere, existimavi eos consultius fuisse facturos, si hoc tempore apud tantum pontificem de re plenissime per predecessores S. V. disputata et terminata vel tacuissent, vel si quid tamen loquendum <putasserint>, et remissius et modestius loqui fuissent. Non enim animadvertunt Apostolicam Sedem tanto majori apud alios fore contemptui, [f. 109r] quanto eam domestici ejus inanioribus hujusmodi concionibus tentare presumant. Verum quia ita se res habet, S. V. sacratissimos pedes deosculor, singularesque ei gratias ago, habeoque semper quod officii Sacre Penitentiarie, immo autoritatis potius Apostolice Sedis et Romanorum Pontificum rationem habere, prudentissime voluerit. Eorum enim libelli exemplum quo facilius ad omnia que Sacre Penitentiarie officio impinguntur respondendi facultas daretur, nobis tradi mandavit. Quod quidem respondendi minus tanto libentius amplexuri sumus, quanto id gratius eidem S. V. futurum cognovimus, sperantes ubi responsiones nostras audierit eam per se plenissime cognituram. Hec omnia que adversus nos generales nostri confingunt, licet opus non mentem artificis damnare, se dicant ex eo potissimum profiscisci quod ceterorum calamitatum cum ipsi non egeant oblitum Sacram Penitentiariam veluti necessarium quoddam miserorum per fugium odio prosequuntur. Cujus rei initio est, [p. 86] ut majora consulto nunc taceam, ipsius libelli titulus quem generalium et procuratorum ordinum nomine, cum tamen quatuor tantum illius auctores fuerint, edidere eo scilicet ni fallor consilio ut vel Sacre Penitentiarie nomen tanto odiosius haberetur, quanto plures adversus eam vociferari viderentur, vel multitudine forsitan terrent, questionem superare posse non confiderent. Sed tunc, ut spero, nihil aliud consequuturi sunt quam ut cognitis eorum ca[usa] [f. 109v] luminiis instar egrorum ut, cum ad omnes exteriores corporis partes interior estus obtulit lenius torqueri videntur, eo minus et ipsi erubescencie patiantur, quo in plures erubescendi causa diffusa censeatur.

Quinque igitur capitulis, P[ater] beatiss[im]e, predicti quatuor generales intentionem suam, quantum ex eorum libello elicitor, explicare nituntur, quinimmo que sint concessionem nostre quas damnaret, secundo que ruina inde proveniat, tertio quo jure talia conceduntur, quarto nihil jura nostra

---

<sup>147</sup> D'après l'inventaire de l'Archivio della Penitenzieria apostolica: «ff. 108v-119r: Replica del cardinal Antonio Pucci, Penitenziere Maggiore, alle accuse contenute nel libello accusatorio dei generali degli Ordini mendicanti, 10 febbraio 1536».



firmitatis habere, ultimo quidnam remedii ad libendum sit rationibus Peripateticis<sup>148</sup> et autoritatibus quam plurimis declarando, licet nudum tantum ac simplicem in suo proemio instoriam recensere polliciti sunt.

Primo capite triformem concessionem nostrarum naturam depingunt, quia scilicet primo ut ipsi aiunt religiosi in monasteriis commorantibus etiam reformatis plura concedimus. Secundo ut extra monasterium manere possint cum pluribus dispensamus. Tertio manentibus extra quidem quoque privilegia elargimur. Nihil horum denegamus, omnia libenter admittimus non ea tamen mente et Sacram Penitentiarum quia triformem gratiarum speciem preferat munstruosum quiddam reputemus. Licet enim in primo capite, ut generales nostri aiunt, ad quia est pertinere, nihil ab eis penitus discrepemus, cum et in monasterio commorantibus et de monaste[riis] [f. 110r] exeuntibus et extra monasterium permanentibus, gratiam Apostolice Sedis impartiamur.

In secundo tamen capite quod iidem generales ad propter quid asserunt pertinere, cum eis, quia ad malum intelligunt, non convenimus. Predictas enim gratias non nisi ad bonum et causa boni concedimus. Narrant siquidem pauperes mendicantes se in vestitu, in librorum inopia, in infirmitatibus multa pati prelati eorum vel numerum fratrum professis vel fraterne charitatis oblitis. Ideo infirmitati humane quantum cum Deo possumus succurrentes ut si que eis elemosine non religionis, sed persone intuitu subministrantur, miselli fratres eas penes [p. 87] se retinere ac in suos, ut prefertur, necessarios usus convertere valeant, misericorditer dispensamus. Cui tamen dispensationi hoc additur «quod tempore obitus, si qua eis supersint, confessori suo revelare et monasterio relinquere teneantur<sup>149</sup>». Redemptorem nostrum in hoc mutati quam de satis alienis discipulos exurientes ad sedendum famem spicas vellere non prohibuit<sup>150</sup> et in lege veteri sacerdotis illius memores quam panes propositionis et David et sociis ejus fame pereuntibus non negavit<sup>151</sup>. Quid huc mali, quid scandali, quid ruine timendum est? Annon totum summa cum pietate ac ratione concessum quo non proprietas introducit, sed ne urgens necessitas proprietatis affectum generet? Dispensatione providetur circa facultatem vero testandi conventualibus [f. 110v] et regularibus quandoque concedimus nec tamen ut de omnibus bonis testari valeant, sed de eis solum que nondum monasterio incorporata fuerint, que sua sibi industria comparaverint aut eis, ut ante dixi, respectu persone pro elemosinis sunt pie collata, cum limitationibus antiquis et consuetis, scilicet ut pro salute anime sue et ad pios tantum usus testantur. Quid in hoc, Pater B[eatissimi]me, generales nostri nos damnant, cum ipsi talia et multo majora unius vel alterius gratia concedere consueverint? Demum circa electionem confessoris et facultatem absolvendi, etiam regulares a casibus ordinum superioribus reservatis, cur tantopere stomachantur? Raro enim vel modoque, nisi sub forma «Cupientes<sup>152</sup>» – sic namque hujusmodi expeditio solet<sup>153</sup> inscribi – talis conceditur absolvendi facultas, nec passim cuiquam religioso conceditur, sed predicatoribus litteratis, theologie magistris, qui clavem scientie profitentur et diversas mundi partes lucraturas animas Deo peregerant<sup>154</sup>. In qua tamen forma illud temperamentum adhiberi, ut ibi videbatur facultas absolvendi «quoscunque ad se venientes, etiam [p. 88] regulares», illa clausula «etiam regulares» amoveretur, in ejusque loco alia apponeretur, videlicet regularibus tamen exceptis. Qua apposita et illa de cetera omnis querendi occasio sublata esse videtur. Quod si non aliquibus reformatis religiosi facultas eligendi sibi confessorem, qui eos a dictis casibus etiam reservatis absolvat, aliquando conceditur, in fine litterarum apponitur videlicet «dummodo preter premissa» ad illicita perpetranda procliviores non [f. 111r] reddantur. Quo temperamento si recte usi fuerint, et religiosorum conscientie et severitati religionum videtur esse consultum. Nec ab uno, Pater Sancte, hoc idem quamquam<sup>155</sup>, vel regulari vel mendicanti, tantum vive vocis oraculo tantum concedi, hac tamen circa scriptione ut a casibus ordinum superioribus reservatis, non pluries quam bis aut ad summum ter absolvi valeant. Quid hac concessione humanius, quid religiosius, quid salubrius qua miselli fratres, qui

<sup>148</sup> Pierre Abélard (1079-1142).

<sup>149</sup> Voir les décrets d'Antonio Pucci, 1536-1542, E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. II/2, 47: *Licentia percipiendi elemosinas [...] addatur «proviso, quod omnia, quae habuerit tempore mortis, suo confessori vel alteri religioso revelare et monasterio relinquere teneantur».*

<sup>150</sup> Lc 6, 1.

<sup>151</sup> 1 S 21.

<sup>152</sup> Voir les décrets de Pucci, 1536-1542, E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. II/2, 49-50: *In forma «Cupientes» [...] quod est licentia audiendi confessiones quorumcumque Christi fidelium et eos absolvendi, praeterque in casibus sedi apostolicae reservatis.*

<sup>153</sup> *Solenter* pour *solet* dans le texte.

<sup>154</sup> *Peregrant* pour *peregerant* dans le texte.

<sup>155</sup> *Quamque* pour *quamquam* dans le texte.

superiorem censuram ita plerumque formidant aut ut hujusmodi eorum delicta superioribus ipsis revelare non audeant, alicui alteri sacerdoti non formidoloso libere confiteantur? Nec tamen hoc ideo dixerim ut severitatem statutorum ordinum improbari aut rigorem observantie dissolvi velim, sed ut generales una mecum miseris peccatoribus compatientes indulgentiam nostram non damnent, quam nisi eis misericorditer impartiremur, perpetuo plerique eorum mancipio diaboli remanerent. Hec de gratis que religiosis in monasterio existentibus conceduntur.

Secundo loco, de iis agatur que alteram concessionum nostrarum in favorem exire volentium formam attingunt. Hanc referunt generales nostri, prout et nos fatemur, duobus potissimum capitibus, declarationis scilicet et dispensationis, constare. Ultra sit eis odiosior ultraque enim vehementer oderunt, affirmare non ausim verum ne citra propterea damnari non debet quod ambe his generalibus sine causa sint odiose, fatemur inquam, Pater B[eatissi]me, ut de primo declarationis capite disseramus duabus justissimis rationibus religiosos, tam mares quam [f. 111v] feminas, a jugo religionis per Sacram Penitentiarum pariter et contradictos perpetuo eximi et liberari, cum scilicet in minori etate aut per vim et metum religionem ingressi professique fuerint, sed non temere, non inconsulto, jugum eis excutitur, de quo scriptum est «Tollite jugum meum super vos<sup>156</sup>», «jugum enim meum suave est<sup>157</sup>». Totum [p. 89] hoc fit summa cum circumspectione ac ordine juris servato. Nam tam mares quam femine qui jugum hujusmodi non sponte susceperunt, sed sibi aut in etate nondum legitima vel vi et metu impositum inniti misere substinuerunt, hoc juris remedio non a religione soluntur, sed nunquam religioni astricti fuisse per judicem declarentur, non obstante quod etas et generales obijciunt ad profitendum matura supervenerit et professionis emissio et sacrorum ordinum susceptio sit subsequuta, dummodo coram ipso iudice legitime docuerint eandem semper vim eundemque metum durasse sequere cum ante etatem professi fuissent, adveniente etate legitima cum adniti profiterentur aut ad sacros ordines promoverentur, et reclamasse et protestatos fuisse, non propterea aliquo modo velle religione, in genere vel in specie, obligari. Quis marem ac feminam, licet de femina raro contingat, quis inquam eos sic declaratos, videlicet servatis servandis citatisque etiam quoad successionem bonorum his quorum intererat, arguet de peccato, si illa postea nupseret, hic in seculo ut presbiter secularis remanserit? An non eis utrumque licebit? Licebit sane, quandoquidem iudex declarando [f. 112r] nihil dat, sed quod ante religionis ingressum ac professionem licebat, nunc quoque licere declarat. Si qui vero humani divinique juris ignari huic perturbantur, sit eis non nobis perturbatio nec scandalum pusillorum tanti fecerimus, ut injuriam patientibus humana divinaque jura succurrere prohibeamus.

At conqueruntur procuratores vel prelati ordinum se non citari, aut ita citari ut vel citationis causam et iudicis locum ignorent vel constituta hora adesse non possint. In omnibus fuit per me oportune provisum ut scilicet ad certum locum et ad certam horam, una die pro altera, et citationis copia apud eos nec causam ipsam ignorare simulent, dimissa citentur compareant<sup>158</sup>. Itaque generales aut ordinum procuratores si velint dicant pro se, pro religione, pro causa que dicenda esse putaverint, reliquum boni consulentes Deo committant et probitate fratrum non numero gloriantes, quidquid jure dispositum fuerit ratum habere non renuant. «Multi enim vocati, pauci vero electi<sup>159</sup>» ac omnes quos [p. 90] justitie ordo ab eis se junxit charitate apud se ac inter suos esse existiment, Samuelem profetam s[anctissim]um invitantes qui populo suo vel injuste regem petenti ut a potestate iudicium eximeretur et regem quem petierant dedit et jugiter etiam pro eis se oraturum premissit, inquit: «Absit a me hoc peccatum in Domino ut cessem orare pro vobis et docebo vos viam rectam et bonam<sup>160</sup>». At inquit, conventus nutritivos pueros, educavit, instruxit, cum fructum ex eis sperabat, ecce operam et impensam perdidit. Annon<sup>161</sup> animarum jactura cuivis tempo[f. 112v]rali<sup>162</sup> dispendio preponenda? Cogitent potius quos recipiunt, a quibus offerantur, qua etate religioni dicentur, quibus etiam moribus interim instituantur, et mirari ac docere tunc desinant. Si aliqui ex fratribus suis hoc juris remedio religionis a se jugum

---

<sup>156</sup> Mt 11, 29.

<sup>157</sup> Mt 11, 30.

<sup>158</sup> Voir les décrets de Pucci, 1536-1542, E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. II/2, 46: *Declaratoria religionis [...] ponatur clausula vocato personaliter una die pro altera procuratore generali illius ordinis vel praelato monasterii, in quo professionem emisit, qui declari petit, si sit in Urbe et designato ei loco et hora, in quibus comparere habeat et copia citationis dimissa.*

<sup>159</sup> Mt 20, 16.

<sup>160</sup> 1 S 12, 23 (Vulg. 1 R 12, 23).

<sup>161</sup> *A non* pour *annon* dans le texte.

<sup>162</sup> *Temporalis* pour *temporalis* dans le texte.

excusserint, qui nunquam cum Profeta dixerunt: «Voluntarie sacrificabo tibi, Domine<sup>163</sup>», sint eorum qui ad Deum accedunt «olocausta medullata<sup>164</sup>» et quicumque religionem ingrediuntur, profitenturque sive boni in seculo fuerint sive mali sponte sacrificent et medullas cordis coram Domino effundunt, qui scissura cordium, non autem vestium<sup>165</sup> delectatur<sup>166</sup>. Sic nobis Moises, sic Josue, sic Redemptor noster Jesus illorum etiam exemplo qui jam resilire non poterant sacrificandum esse monstrarunt. Moises namque, cum legem Dei populo memoriter recitasset, non una ipsius populi responsione contentus qua se omnia facturum promisserat, iterum eis post tridie mane volumen legis ex scripto legit populo. [Cum] autem denuo respondent: «Omnia que loquutus est Dominus faciemus, et erimus obedientes<sup>167</sup>», sanguinem sumpsit populumque ultro se offerentem aspersit dicens: «Hic est sanguis federis quod pepigit Dominus vobiscum super cunctis sermonibus his<sup>168</sup>». Josue rerum potitus ac terra promissionis inter filios Israel<sup>169</sup> distributa, Moisis magistri sui optimus imitator, optione eis data mallent, ne Deo viventi an diis amore eorum servire, non prius inter Deum et populum ipsum [f. 113r] fedus percussit quam [p. 91] omnes clara voce quinquies respondissent: «Domino Deo nostro serviemus et obedientes erimus preceptis ejus<sup>170</sup>». Jesus autem Dominus et Redemptor noster, qualis ad eum conversio nostra esse debeat, in suis apostolicis declaravit. Abeuntibus enim ex discipulis ejus quam plurimis propter sermonem et sacrificio corporis et sanguinis sui quem durum dicebant, ad duodecim conversus benigne eos interrogat: «Nunquid et vos vultis habire<sup>171</sup>». Respondente pro omnibus Petro: «Domine, ad quem ibimus? Tu enim habes verba vite eterne<sup>172</sup>». Tunc vere suos apostolos comprobavit.

Si talis hodie in admittenda religiosorum professione, sublatis blanditiis terroribusque omissis, circumspectio haberetur, raro vel nunquam continget professos, sive marem sive feminam, pro declaratoria impetranda ad nos confugere. Cum scriptum sit «omnis violenta predatio erit in combustionem<sup>173</sup>», sed jam de gratia qua religiosi plerumque permittitur ut extra monasterium ad tempus vitam agere possint aliquid dicendum est. Quam nos plurimis honestis causis ab eis peti et justis rationibus a nobis concedi, scilicet infirmitatis, studii, subventionis parentum, nepotum neptumque miserabilium et servien[di] principibus gratia non negamus. Quid autem humanius, quid rationabilius, quid evangelice doctrine convenientius quam narranti religioso aliqua se infirmitate detentum, quam sine vite periculo et anime sue dispendio intra claustra monasterii, ubi innumera substinentur incommoda, ferre non [f. 113v] potest, petentique<sup>174</sup> licentiam exeundi curationis causa misericorditer subvenire, proviso tamen quod «ipsa infirmitate cessante, redire statim ad monasterium»<sup>175</sup> teneatur? Licet autem cum moniali similia supplicanti Sacra Penitentiaria dispensare sit solita, quia tanto benignius est tractanda quanto infirmior est ille sexus, cum tamen lubrica sit feminarum fama pudoris et rationis secum et circumspectius dispensamus, revolvatur, obsecro, totum Evangeliorum volumen, procul dubio virorum et mulierum curatione plenum reperietur. Discant ibi prelati curam egrorum suorum gerere, visitando, eos fovendo ac de sua, si aliunde non possunt, substantia sublevando. Id quod si neglexerint [p. 92] vel prestare nequiverint, saltem illos qui exemit ut curentur non prosequantur, sed potius gaudeant quod sine sua monasteri[is] impensa misericordiam apud illos invenerunt, non patientes a centurione gentili pietatis erga infirmos studio superari. Qui cum Paulum «vas electionis<sup>176</sup>» junctum teneret et Sydonem navigasset<sup>177</sup>, misericordia motus, cum dum verberibus media carceris diuturnitate vere consumptum vidisset, soluta catena de navi eum ad tempus, abire permisit, amicos visitare, curam sui gerere et qui alias in infirmitatibus gloriari solebat, libenter tunc solutus in libertate et apud amicos valitudinem curat ut ejus

<sup>163</sup> Ps 53, 8.

<sup>164</sup> Ps 66, 15 (Vulg. 65, 15).

<sup>165</sup> Jl, 2, 13.

<sup>166</sup> *Delectantur* pour *delectatur* dans le texte.

<sup>167</sup> Ex 24,7.

<sup>168</sup> Ex 24, 8.

<sup>169</sup> *Isdrael* pour *Israel* dans le texte.

<sup>170</sup> Js 24, 24.

<sup>171</sup> Jn 6, 68.

<sup>172</sup> Jn 6, 69.

<sup>173</sup> Es 9, 5.

<sup>174</sup> *Potentique* pour *petentique* dans le texte.

<sup>175</sup> Voir les décrets de Pucci, 1536-1542, E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiaria*, vol. II/2, 48: *propter infirmitatem*.

<sup>176</sup> Ac 9, 15.

<sup>177</sup> Ac 27, 3.

disceremus exemplo christianum esse et a professione regulari non alienum misereri semper infirmos eosque ad [f. 114r] tempus extra vincula, extra navem, extra scilicet claustrum incommoda libertate donare, quo facilius apud amicos vel consanguineos pristinas animi et corporis vires recuperent, adeptaque sanitate utiliores monasterio suo reddi possint.

Causa vero studiorum quod ad quinquennium vel septennium demus licentiam manendi extra monasterium, cur damnamur cum religiones sapientia ipsa consistant? Sapientia vero neutrubi<sup>178</sup> melius quam gymnasiis publicis comparetur. Ad que nec ipse quidem magister gentium Paulus intermissa etiam predicatione teste ipso conferendi gratia non est dedignatus accedere. Hac quoque studendi ratione multis in locis ubi scientiarum universitas viget, pleraque amplissima monasteria studentium commodo et erecta et instituta sunt. Que cum non omnibus religionis adire sit licitum aut si liceat, non omnes inde nutrirī possint, quid mirum si quandoque aliqui studiorum amatores pro huiusmodi licentia impetranda ad nos confugiunt? Qui tamen ita pauci sint vel a pontificatu S. V. usque ad presentem diem, cum sex tantum, uno scilicet ordinis s[ancti] Hieronimi Hispaniarum, duobus scilicet s[ancti] Francisci, reliquis tribus Heremitarum fratribus dispensaverimus. Quare cum tam pauci sint, mirari satis non possum nec etiam si<sup>179</sup> plures essent, mirari forte desinerem quod ulla ex eo querela adversus nos moveretur, dicente Profeta: «Quia tu scientiam repullisti et ego te repellam ne sacerdotio fungaris<sup>180</sup>».

[p. 93] Ad subveniendum vero [f. 114v] parentibus et aliis de quibus in libello sepe dicto agitur qua ratione licentiam standi extra negabimus. Narratur enim eorundem parentes senio jam confectos summa inopia laborare, ab aliquibus vero nepotes et neptes seu sorores in pupillari etate sine tutore et curatore omni penitus humano auxilio destitutos esse. Que si vera extiterint, ita concessio nostra justificatur, ut si eam negaremus, rem injustam facere videremur. Propterea in supplicatione cum ad concessionem gratie devenitur, ne libera de monasterio exeundi occasio preberetur, nisi hoc urgentissime charitatis que omnia superat ratio suaderet, primo conditio illa premittitur, videlicet veris existentibus premissis, deinde in extremo supplicationis, ne rursus cessante causa pietatis amor seculi manendi extra monasterium nutrirēt effectum moderamur. Illud adjicitur, scilicet «proviso quod parentibus e medio sublatis vel eorum paupertate cessante, pupillis vero masculis pupillarem etatem egressis, feminis autem nuptui traditis, ad monasteria se recipere teneantur<sup>181</sup>». Alias littere nostre ulterius non suffragentur. Talia hec inter suos modo res ita sit, pietatis officia religio non prohibet, habitus non interdicit, professio non excludit, dicente Apostolo: «Adhuc excellentiorem vobis viam demonstro viam<sup>182</sup>», scilicet charitatis que patiens est, benigna est. Et nichil perperam<sup>183</sup> operatur si sumus invicem membra, comparentum filii, nepotum neptumque patruī ac sororum<sup>184</sup> fratres in tanta [f. 115r] rerum omnium necessitate opitulanti membra fuerint<sup>185</sup>. At illud forte objicietur: fratres sunt mortui mundo et de his qui sunt in mundo, nisi ut pro eis jugiter orent, solliciti esse non debent. Cum porro sint mortui si, ut profertur, afflictis egenisque suis adstiterint seculo, ne propterea reminiscerit nequaquam, sed tanto profundius morientur, quanto studiosius et laborosius mundo non alia ratione quam Christi amore servierint, quid de dilectione in suos a Judeis tentatus, licet matrem et fratres quasi contemnere visus sit, respondendo: «Quicumque faciunt voluntatem patris<sup>186</sup> mei, hi mihi mater frater et soror erunt<sup>187</sup>». Non tamen humane pietatis affectum exclusit, sed opus verbi [p. 94] quod exercebat proponendum tunc esse monstravit, nec illud quoque Evangelii obstare videtur: «Si quis venit ad me, et non odit patrem suum, et matrem, et uxorem, et filios, et fratres, et sorores», «non potest esse meus discipulus<sup>188</sup>». Scriptum est enim: «Distingue tempora et concordabis scripturas<sup>189</sup>. Omnia tempus habet, tempus custodiendi, tempus adjiciendi, tempus

<sup>178</sup> *Recubi* pour *neutrubi* dans le texte.

<sup>179</sup> *Si etiam* pour *etiam si* dans le texte.

<sup>180</sup> Os 4, 6.

<sup>181</sup> Voir les décrets d'Antonio Pucci, 1536-1542, E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. II/2, 48-49: *pro subventionē*.

<sup>182</sup> 1 Cor 12, 31.

<sup>183</sup> *Properam* pour *perperam* dans le texte.

<sup>184</sup> *Sororem* pour *sorum* dans le texte.

<sup>185</sup> *Non fuerint* dans le texte.

<sup>186</sup> *Presens* pour *patris* dans le texte.

<sup>187</sup> Mt 12, 50.

<sup>188</sup> Lc 14, 26.

<sup>189</sup> Adage tiré d'Augustin, Sermo 82, caput VII, in *Patrologia latina*, Jean-Paul MIGNÉ (éd.), Paris, 1845, vol. 38, col. 511: «Distribuite tempora, et concordat Scriptura».

dilectionis, tempus odii, tempus amplexandi, tempus longe fieri ab amplexibus<sup>190</sup>». Respondebat Jesus parentibus suis in templo: «Quid est quod me querebatis? An nesciebatis quia in hiis quam Patris<sup>191</sup> mei sunt oportebat me esse?<sup>192</sup>». Ecce odium. Reversus autem cum eis ad propria parentibus subditur adsistendo, serviendo, necessaria eis subministrando, sicut ait Evangelista, «Et erat subditus illis<sup>193</sup>». [f. 115v] Ecce amor. Rursus in nuptiis dicenti<sup>194</sup> matri «Vinum non habent<sup>195</sup>», quia signa facere opus erat diminutatis: «Quid mihi et tibi est, mulier? Nondum venit hora mea<sup>196</sup>», respondit. Ecce humani in suos effectus exclusus et ab eorum amplexibus elongatio. Sed hunc erga matrem affectum Jesus custodit, totisque visceribus amplectitur, cum cruci affixus matrem ipsam juxta crucem filii non degeneri spectaculo, ut inquit Ambrosius, stantem dilecto suo discipulo commendavit, inquires: «Ecce mater tua<sup>197</sup>». In lege item veteri, parentum honorem filiorum obsequio constare plane docemur: «Honora, inquit Ecclesiasticus, patrem tuum, et genitus matris tue, ne obliviscaris<sup>198</sup>». «Et retribue illis quomodo et illi tibi<sup>199</sup>» necessaria scilicet vite, cum his indiguerint. Hic testis quoque pro discipulis suis respondens, scribas et Fariseos valde coarguit quod irrita Dei mandata facerent, docendo parentes non aliter quam munerum<sup>200</sup> pro eis oblatione in templo a filiis honorari<sup>201</sup>. [p. 95] Hoc ipsum autem fieri in nepotibus, neptibusque, sororibus, pupillis, omni penitus humano auxilio destitutis improbare non ausim. Moises enim plures pupillos alendos esse precepit. Jacobus Apostolus clamat: «Religio» nostra «hec est: visitare pupillos et viduas<sup>202</sup>» in afflictionibus earum. Tantus Apostolus qui contemplationi erat totus intentus, non eorum qui in seculo degunt, sed Apostolorum qui erant mortui mundo, precipuum munus esse monstravit visitare pupillos et viduas non quavis levi occasione, sed in afflictionibus earum, dum scilicet despicer[.f. 116r]entur aut opprimerentur. Quibus rationibus et non aliter nec alio modo licentiam exeundi, morandique extra ad tempus vel filio vel fratri vel patruo indulgere solemus, Elisei profete sanctissimi memores qui non matrem, non sororem, non neptem, sed hospitem mulierem – sciebat enim uberem hospitii esse mercedem – alloquitur: «numquid habes negotium et vis ut loquar regi, vel principi militie?<sup>203</sup>». Ecce tantus Dei servus, cujus «conversatio semper in celis erat<sup>204</sup>», contempiones fori aule regis fastidia armorumque strepitum que maxime animum a contemplatione avertunt pro charitate, pro dilectione in proximum, que est «vinculum perfectionis<sup>205</sup>» non horret, si tantum charitatis extranee mulieri hospiti causa debetur. Quod si alia quam pietatis et necessarie pietatis ratio supplicantes monet ut scilicet quodam religionis affecti tedio causam exeundi potius querant quam oblatam excipiant, non meum est id judicare. Deum judicem habent, ipsi viderint, non ego ideo malus in concedendo. Quia interdum fratres in petendo non boni, si redarguendus sum, malo de misericordia quam de severitate redargui, nocentes quandoque dimittens ne innocentem unquam condemnem quam magna potest litteris nostris cautio adhibetur.

Si quid ipsi ultra citraque petitionis aut concessionis fines presumpserint, littere nostre non suffragantur, nec minus in uno quam in altero eis foro timendum est. Nunc ad eos qui, ex dispensatione apostolica regibus christianisque principibus serviunt, veniamus. Miror, Pater B[eatissi]me, [f. 116v] ac vehementer quid talem hanc concessionem que, non religiosorum nomine, sed ad supplicationes et preces regum ac principum expeditur, ab ipsis generalibus impugnari atque damnari. Cum his sicut et cardinalibus et episcopis, ex privilegio seu de jure, [p. 96] competat aliquos penes se religiosos pro spirituali suo commodo habere posse, errare nec parum meo iudicio errare si a rege, a principe

<sup>190</sup> Montage de citations de Ec 3,1; 3,6; 3,8, 3,5.

<sup>191</sup> *Patres* pour *Patris* dans le texte.

<sup>192</sup> Lc 2, 49.

<sup>193</sup> Lc 2, 51.

<sup>194</sup> *Dicenti* pour *dicendi* dans le texte.

<sup>195</sup> Jn 2, 3.

<sup>196</sup> Jn 2, 4.

<sup>197</sup> Jn 19, 27.

<sup>198</sup> Si 7, 29.

<sup>199</sup> Si 7, 30.

<sup>200</sup> *Numerum* pour *munerum* dans le texte.

<sup>201</sup> Mt 15.

<sup>202</sup> Jc 1, 27.

<sup>203</sup> 2 R 4, 13 (Vulg. 4 R 4, 13).

<sup>204</sup> Ph 3, 20.

<sup>205</sup> Col 3, 14.

requisiti religiosissimorum eis virorum contubernium negaremus. Quo sepe fit ut regum<sup>206</sup> animus retrahatur a noxiis et ad salubria dirigatur. Hinc illud Moisis legat autem in Deteronomium<sup>207</sup>. Hinc illud regis et profete sanctissimi: «Et nunc, reges, intelligite et erudimini, qui iudicatis terram<sup>208</sup>». Quomodo autem lectione hujusmodi ac eruditione reges proficiant, nisi eos apud se habeant qui talia declarent et doceant? Sic Naamam Sirus ab Eliseo profeta<sup>209</sup>, sic a Philippo enuchus regine Candacis<sup>210</sup>, sic Paulus proconsul ab apostolo Saulo<sup>211</sup>, sic plurimi principes atque magnates et viris religiosis et sanctis instructi ac illuminati fuere. Non igitur damnent quod regibus et principibus viros religiosos concedamus, cum penis damnare debuissent. Si negaremus, tunc enim vere et regiam potestatem et se ipsos adeo esse ostendunt cum eorum consuetudine a quibus verba Dei audient, delectantur. Quod autem spectat ad licentiam standi extra pro monialibus recreationis gratia aut pro fratribus ut castra sequa[f. 117r]ntur, absit a nobis tantum facinus<sup>212</sup>. Utrumque, B[eatiss]me Pater, tam longe abest a vero ut nichil magis contra veritatem esse possit, nisi forte recreationis causa concessionem dicant parentes<sup>213</sup> ipso mortis articulo visitare, nec apud eos pernoctare, seu consecrationi virginum alterius monasterii interesse et monasterium ad suum redire. Quod non tamen nemini unquam me fecisse et si fieri contingeret nequaquam humane illius quam generales fingunt, recreationis gratia, fierent dicerent. Quid si etiam regi aut principi bella gerenti aliquos fratres ea ratione concederem et militum confessiones audirent, eisque monita salutis darent aut morientibus, pro loci et temporis opportunitate, ecclesiastica sacramenta subministrarent, an essem propterea accusandus? Cum ipse precursor Domini qui etiam militibus predicabat<sup>214</sup>, nec tale hominum genus contemnendum esse docuerit: [p. 97] «ignoscat Deus<sup>215</sup>», generalibus nostris qui nobiscum, immo cum S. V., cum Sede Apostolica tractaturi et vere et sanite rem ipsam agere, simplicemque historiam, sicut promiserant, absque mendacio et calumnia, explicare debebant.

Nam cum tertiam concessionum nostrarum, que ad eos pertinet qui extra monasterium degunt, formam impugnant, nihil non falsum ab eis dictum, nihil non calumniosum reperitur. Aiunt generales nostri Sacram Penitentiarum, ut delegatis apostolicis et ceteris qui se ipsos defendent taceam, cum religiosis extra ordines permanentibus, etiam si homicides sunt voluntarii, ad ipsum altaris ministerium dispensare [f. 117v] solitam, necnon ecclesiis eos preficere, ad beneficia habilitare, inter Penitentiarios Urbis reponere, curamque animarum eis committere. Preter ultimum reliqua<sup>216</sup> omnia, Pater B[eatiss]me, impudentissima sunt mendacia et dolose conficta. Nam cum religioso homicida voluntario, nisi homicidium sit penitus occultum, ad altaris ministerium non dispensamus. Unquam in occulto autem dispensatio non negatur, propter scandalum et periculum quod homicide sacerdoti, si abstineret ab altaris ministerio, immineret. Clausula tamen apponitur «quod littere nostre post absolutionem statim dilaniantur, nullis testibus ipsi absolutioni adhibitis». Quo fit ut quamdiu homicidium occultum extiterit, homicide ipsi in foro conscientie tantum consulatur. Si vero in notitiam venerit, nec conscientia ejus tuta est, nec reatus remanet amplius impunitus. Quod autem ecclesiis proficiantur vel habiles reddantur ad obtinenda beneficia, S. V., si tamen cum servis suis hoc licet pro se ipsa loquatur, nefas apud nos esset vel talia cogitare, ipsa preficit ecclesiarum regimini religiosos, ipsa eos quoque vel mendicantes ad beneficia curata obtinenda habilitat, ipsa denique inter Penitentiarios Urbis reponit, licet enim in Lateranensi et S[ancte] Marie Majoris ecclesiis deputatio hujusmodi ad majorem Penitentiarum ad certum numerum spectet. Quia tamen numerus Penitentiariorum ita crevit ut raro contingat in locum defuncti novum Penitentiarum subrogari quin numeri [f. 118r] derogatio requiratur, fere semper S. V. Penitentiarios deputat vel deponit. De cura autem animarum, quin eam religiosi extra claustrum permanentibus Sacra Penitentiarum dispensative committat, contradico<sup>217</sup> certa autoritate dico ratione

<sup>206</sup> *Regnis* pour *regum* dans le texte.

<sup>207</sup> Dt 27-28.

<sup>208</sup> Ps 2, 10.

<sup>209</sup> 2 R 4 (Vulg. 4 R 4).

<sup>210</sup> Ac 8, 27.

<sup>211</sup> Ac 13, 7-12.

<sup>212</sup> *Facimus* pour *facinus* dans le texte.

<sup>213</sup> *Patentes* pour *parentes* dans le texte.

<sup>214</sup> Lc 3, 14.

<sup>215</sup> Jon 3, 9.

<sup>216</sup> *Reliquia* pour *reliqua* dans le texte.

<sup>217</sup> *Concontradico* pour *contradico* dans le texte.

hoc fieri, videlicet quo facilius pauperes [p. 98] spiritu serviendo altari tam sibi quam suis valeant de altaris ministerio subvenire. At generales opponunt quod non sunt idonei, non moribus, non doctrina ornati. Quis de fratribus in religione adultis et sub tantorum magistrorum disciplina eruditus talia cogitaret si cogitandum? Tamen si putant, queso, priusquam nos etiam indicent, totam litterarum nostrarum legem inspiciant, quamvis cum manentibus extra claustrum, beneficio curato deserviendi, animarum curam exercendi, confessiones audiendi et populo predicandi facultas detur, non tamen eam, nisi de consensu rectoris et quatenus ad hoc sint idonei dari reperient, utrumque de religioso, nisi contrarium constet, probitas scilicet et doctrina presumitur. Si secus contigerit, ordinarius loci cuius jurisdictioni subijcitur eum puniat, quia non probus et a beneficio curato removeatur qui<sup>218</sup> ad id non idoneus.

\*

Hec est illa triformis gratiarum nostrarum pictura quam adeo difformem ac monstruosam generales ipsi depingunt, recensentes in tertio capite, sex fundamenta que pro hujusmodi nostris expeditionibus adduci possunt, eademque statui in quarto capitulo sua confirmando, et nostra solvendo infirmare ita conantur ut nichil studiosius [f. 118v] videantur agere quam omnem responsionis aditum nobis precludere, prout in eorum quinque partita divisione prefati fuerant: quiquid est cognitio est objectorum solutio. Verum cum per ea que in primo et secundo capite respondi ad omnia, que in tertio et quarto capitulis adversus nos deducuntur satis responsum existimen, pleneque declaratum Sacre Penitentie aspectum quoque modo generales depinxerint non modo ut ipsi sumant, non deformem monstruosumque esse, sed deformes ac monstruosos ad eam venientes, quantum fieri potest, et formosos et compositos reddere finem dicendi faciam, ne cetera dicendo alienas potius sordes quam maculas nobis falso imputas diluere voluisse videatur. Satis est me ita dixisse ut S. V. plene perspicere possit quanto ipsorum generalium petitiones que in quinto capitulo continentur sint faciende, ubi non amplius concessionum nostrarum natura damnatur, sed quod talia posthac autore sint concedenda laboratur quasi ultimum eorum finem quem dixerunt in executione consistere facilius consequuturos se sperent, si ad eorum ac protectorum suorum nutum atque arbitrium omnia referantur. Illud postremo in eodem capitulo subjungentes quod [p. 99] manentes extra claustrum ex legitima causa aliquo signo ab his qui in monasterio degunt, discernantur. Que suo loco et tempore coram S. V. discutiantur, Deus scit, et qui repulsam a me patiuntur optimi testes esse possunt. Ex quo cepi S[acre] Penitentie curam [f. 119r] gerere, multa religiosi qui Romam velut ad unicam refugii Urbem properant concedi, solita me negasse pluraque negaturum fuisse, nisi quibus rationibus indulgentiores esse deberemus, plane vidissem pluraque autem cum limitationibus multis quibus antea Sacra Penitentie usa non fuerit concessisse, ne quid inde temporalis impendii aut dispendii proveniret, sed quid fidelem S. V. ministrum deceret semper considerasse. Quarum limitationum decreta simul cum numero fratrum et monialium, cum quibus a Pontificatu S. V. usque in hunc diem dispensatum est, presenti operi infra separatim scribenda curavi quo generales nostri videant religionum suarum quam dicunt destructionem huic officio non imputandam et in dispensationibus fratrum suorum omnem per me diligentiam adhiberi, ne qua eis de me aut officio ipso justa querendi occasio prebeat.

Datum ex edibus Sacre Penitentie, 10 februarii 1536 pontificatus S. V. anno secundo.

### Texte n° 3

#### **Réponse du régent et des officiers de la Pénitencerie apostolique au libelle des ministres généraux des ordres mendiants (1536?)**

APA, Facultates 1, ff. 119r-132v<sup>219</sup>

Regentis<sup>220</sup> et officialium S[acre] Penitentie ad libellum generalium ordinum mendicantium responsio.

---

<sup>218</sup> *Removeat quid* pour *removeatur qui* dans le texte.

<sup>219</sup> D'après l'inventaire de l'Archivio della Penitenzieria apostolica, «ff. 119r-132v: Replica del reggente e degli Officiali della Penitenzieria al libello accusatorio dei Generali degli Ordini mendicanti, <1536>».

<sup>220</sup> Luís Gómez (1484-1543), régent de la Pénitencerie, voir l'introduction de la présente édition, *supra*.

Non possumus, Be[atissi]me Pater, satis non mirari ac vehementer commoveri quod rem sepius a summis pontificibus diffinitam ut novam [p. 100] quidem conventualis iterum in questionem revocent, quasi non satis illis fuerit a Julio secundo, Leone X in Concilio generali<sup>221</sup>, ab Adriano<sup>222</sup> et Clemente<sup>223</sup>, ut alios summos pon[.f. 119v]tificates omittamus, ab hujusmodi importunis et injustis querimoniis quibus sepe sacrum hoc officium lacescitur, ex causa cognita et optime discussa excludi, nisi etiam eandem scriptis longo tempore fabricatis apud S. V. repeterent, ut equidem videantur paratam habuisse de industria pro ista reformatione tragediam. Sed una nos res precipue recreat quod iste tumultus in iudices incidit non minus eruditione iudicioque quam vite sinceritate spectatissimos. Sic enim Paulus referente Luca gratulatur quod causam dicturus esset Agrippam regem qui probe teneret ritus, constitutiones et questiones iudaicas<sup>224</sup>, de quibus tunc agebatur. Nihil enim optabat aliud beatus ille Apostolus, nisi iudicem intelligentem. Nam favorem res ipsa debet impetrare apud integrum equum cognitorem. Dolendum tamen est quod hi modo qui se profitentur religionis sue columna hoc seculo jam commoto de negotio tam gravissimo pluries jam deciso turbas concitent et, ut dicitur, servos ad pileum vocent ac novum bellum scriptis suis Ecclesie Romane ministris ac Curie officialibus iudicent, ut verendum sit ne vehementior studiorum collisio et inanis illa scribendi gloria qua sepe isti rapiuntur<sup>225</sup> alio tendat et novum aliquem errorem gignat in mundo. Nam quantum<sup>226</sup> ad eorum querelas tantum attinet orator devius ut sepe fecimus [mentionem] adeo nihil ad ea que in officio Sacre Penitentiarie hodie gerantur pertinere, tanquam id quod remotissimum est. Verum enim fuit hec questio et postremo loco in [f. 120r] Concilio Laterano satis agitata<sup>227</sup> et postea decisa, ut ejusdem concilii bulla refert. Per quam satis patet concilium nihil voluisse ex consuetis immutare, nec vetustis novitatem addere. Ultimo loco ommittendum non erit quod cum iste eedem accusationes Clementi VII ab eisdem delate fuissent, ille more suo singula evolvens, re prius intellecta et ab [p. 101] eo sepius nobis presentibus optime discussa, tandem nos ab hujusmodi molestiis et vanis delationibus exemit, non putans justitie et honestati convenire auctoritatem sacri officii, ab initio nascentis Ecclesie fidelium devotione servatam, a tam multis romanorum<sup>228</sup> pontificum conciliariis, decretis, indultis ac concessionibus roboratam, jure posse subvertere aut in aliquo comminuere, absque gravis Sedis Apostolice scandalo et plurimorum in ea militantium magno prejudicio. Sed demus nullum<sup>229</sup> pontificum hoc cognovisse, si tamen ex querelis hujusmodi ex integro, prout sepe fecimus, ita quoque hoc presenti iudicio satisfecerimus, jure merito possumus requiem ab inquietis ac rixarum finem vindicare. Sed rem ipsam attingamus.

Tria sunt precipue capita, ex quibus isti conventuales gravamina sua colligunt:

Primum est ut eorum utamur in concedendo aliqua religiosis ipsis etiam in monasteriis commorantibus et hoc secundum ipsos contingit tripliciter, videlicet concedendo retentionem pecuniarum ex confessionibus, predicationibus aut alia quacunque causa acquisitarum, [f. 120v] secundo ut possint facere testamenta et legata, tertio ut possint absolvi et absolvere quoscunque fratres et moniales a casibus superioribus suis reservatis toties quoties.

Secundum caput vertitur circa extractionem fratrum<sup>230</sup> ab eorum monasteriis. Et hoc secundum ipsos contingit quinque modis, videlicet declarando aliquibus vota absolute non tenore, vel quia vi et metu, vel quia in etate indebita emissa fuerunt. Alios autem extrahunt declarando quod et si vota per eos emissa teneant et in aliquibus tamen casibus et causis licitis deberi relaxari aut scilicet, ut ita dicam, suspendi vel commutari ad tempus.

Tertium caput vertitur circa fratres et moniales jam extractos, fratribus vero homicidi[i]s voluntariis existentibus, concedendo celebrationem misse, preficiendo ecclesiis, habilitando ad beneficia, preficiendo multos ad locum Penitentiarorum Urbis, monialibus concedendo exitum, pretextu infirmitatis,

<sup>221</sup> Session XI du concile de Latran V, *Les conciles œcuméniques: Les Décrets*, t. II-2, Paris, Cerf, 1994, 1316-1325 (tit. orig., *Conciliarum œumenicorum decreta*, Giuseppe ALBERIGO et alii (éd.), Freiburg im Brigsau, Herder, 1962).

<sup>222</sup> Adrien VI (1522-1523).

<sup>223</sup> Clément VII (1527-1534).

<sup>224</sup> Ac 26, 3.

<sup>225</sup> *Rapinuntur* pour *rapiuntur* dans le texte.

<sup>226</sup> *Quam* pour *quantum* dans le texte.

<sup>227</sup> *Exagerata* pour *agitata* dans le texte.

<sup>228</sup> *Se morum* pour *romanorum* dans le texte.

<sup>229</sup> *Nullam* pour *nullum* dans le texte.

<sup>230</sup> *Fratrum* pour *fratrum* dans le texte.



subventionis parentum<sup>231</sup> vel, ut dicunt, quod mirabile est, recreationis causa. Hoc est summa gravaminum conventualium, [p. 102] licet longo verborum ambitu singula capita cum vitiis et mendaciis exagerent. Quorum exaggerationes non curamus referre, cum res ipsa iudicabit quantum a scopo veritatis distet eorum charitas et querela.

[1] Circa principale caput verum dicunt quod Sacra Penitentiaria concedit fratribus quod possint ad [f. 121r] usum eorum retinere pecunias acquisitas ex causis predictis et hoc adeo est iudicium ut, non solum Sacra Penitentiaria, que major est quocunque ordinario, sed et superiores ipsorum fratrum<sup>232</sup> hoc illis concedunt et quidem concedere possunt, et non solum expresse, sed tacite, quia tali casu non dicitur religiosus habere proprium. Ex quo, non obstante tali concessione, semper ex obedientia debet esse paratus pecunias dimittere, secundum voluntatem superioris, ab ista contentione que, secundum omnes canonistas, est communis, nemo discrepat. Nam eam firmat Johannes Andreae<sup>233</sup>, Abb.<sup>234</sup> et aliis in c. 2 et c. Cum ad monasterium, De stat. mo., et idem Johannes Andreae, non est obligatorium, De reg. jur., lib. 6<sup>235</sup>, ubi plus subdit quam non solum abbas potest concedere uni monacho quod, de pecuniis sibi acquisitis, possit emere necessaria, sed etiam facere cum conventu suo statutum quod singulis monachis detur, singulo anno, certa quantitas pecunie pro emendis vestimentis et aliis necessariis, et hoc idem in monialibus procedit, ut dicit Abb. in c. Edoceri, in 2 col. De rescript.<sup>236</sup>, et latius in cons. 88, in primo vol.<sup>237</sup>. Et etiam in fratribus minoribus quibus est in dicta altissima paupertas vendicat sibi locum cum non reperiatur hoc prohibitum quin immo per bullas Nicolai tertii<sup>238</sup>, Innocentii quarti<sup>239</sup>, his quod possint, [p. 103] etiam sine licentia, habere libros et quedam alia utensilia. Et late refert et sequitur Car. in cons. 17, col. fi.<sup>240</sup> quia, ut diximus, hec non est habere proprium cum sit [f. 121v] paratus dimittere ad libitum superioris cui subest, et hoc idem firmat Cald. in tit. De regula., cons. 2<sup>241</sup>, qui alleg. tex. in Extrava. Ad conditorem, Jo. 22<sup>242</sup>, cum concor. de quibus per Moder[ni] in c. Cum M. Ferra., De constit.<sup>244</sup> et in c. Edoceri, De rescript.<sup>245</sup> et in § Actiones autem Justi. De acti.<sup>246</sup>. Cum igitur hoc sit de jure licitum, supervacuum fuit dubitare, an hoc summus Penitentiarius possit, qui concurrat cum omni ordinario et habet hanc etiam facultatem, ex usu et stilo antiquissimo, de cujus initio non est memoria et in hujusmodi concessione solet a nobis poni ista clausula videlicet «provisio quod omnia, que habuerit tempore mortis, suo confessori vel alteri religioso revelare et monasterio relinquere teneatur<sup>247</sup>», alias quod littere sibi non suffragentur. Itaque non posset hec concessio sanctius justificari, sed aliorum tendunt isti boni conventuales. Cuperent enim quod nullus hoc concederet, nisi ipsi iidem qui hos clamores et lacrimas concitant in proprium commodum, non autem animarum.

Secundum dubium primi capitis conventualium vertitur circa facultatem testandi et in hoc graviter labuntur, quia Sacra Penitentiaria non concedit absolute fratribus facultatem testandi, sed pro anima sua

---

<sup>231</sup> Voir les décrets d'Antonio Pucci, 1536-1542, E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiare*, vol. II/2, 47-48: *licentia standi extra pro monialibus causa visitandi parentes*.

<sup>232</sup> *Fratrum* pour *fratrum* dans le texte.

<sup>233</sup> Johannes Andreae, Com. ad X 3, 35, 2, n° 2 et ad X 3, 35, 6, n° 3 (*In quinque Decretalium libros Novella commentaria*, Venetiis, 1581, réimpr. Torino, 1963, ff. 175-176 et 178).

<sup>234</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 3, 35, 2, n° 1 et X 3, 35, 6, n° 8 (*Commentaria in tertium Decretalium librum*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 3, pars 3, f. 226 et 228v).

<sup>235</sup> Johannes Andreae, ad c. Non est obligatorium, VI 5, 13, 58 (*Commentarii insignes in sextum Decretalium*, Lugduni, apud haeredes Jacobi Giunctae, 1551, ff. 122v-124v).

<sup>236</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 1, 3, 21, n° 3 (*Commentaria Primae partis in Primum decretalium librum*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 1, f. 77).

<sup>237</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), lib. I, consilium 88, n° 3 (*Consilia quaestiones et tractatus Panormitani*, Lugduni, 1562, f. 43).

<sup>238</sup> Nicolas III, bulle *Exiit qui seminat*, 14 août 1279, *Bullarium franciscanum*, J.-H. SBARALEA (éd.), Roma, 1765, vol. 3, 404-417.

<sup>239</sup> Innocent IV, bulle *Ordinem vestrum*, 14 novembre 1245, *ivi*, vol. 1, 400-402.

<sup>240</sup> Franciscus de Zabarellis sive Cardinalis Florentini, consilium 17, n° 2 (*Consilia Domini Francisci Zabarellae*, Lugduni, apud haeredes J. Juntae, 1552, f. 8v).

<sup>241</sup> Gasparus Calderinus, Rubrica *De regularibus et statu regularium*, consilium 2 (*Consilia sive responsa*, Venetiis, 1582, f. 72v).

<sup>242</sup> 24 pour 22 dans le texte.

<sup>243</sup> Extrav. Jo. XXII, 14, 3, c. Ad conditorem (Friedberg, II, col. 1225).

<sup>244</sup> X 1, 2, 9, c. Quum Martinus Ferrariensis (Friedberg II, col. 11-12).

<sup>245</sup> X 1, 3, 21, c. Edoceri (Friedberg, II, col. 25).

<sup>246</sup> Inst. 4, 6, 10 (Mommson, I, 50).

<sup>247</sup> Voir les décrets d'Antonio Pucci, 1536-1542, E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiare*, vol. II/2, 47: *licentia percipiendi elemosinas*.

et ad pios tantum usus, cum limitationibus antiquis et semper solitis. In hoc etiam de jure expeditum est quod Papa, cujus vices major Penitentiarius gerit, possit hujusmodi licentiam [f. 122r] concedere, ut tenet Bald. in Auth. Nisi rogati, ad fi. ver. Quero [quid] si monachus, c. Ad Trebell.<sup>248</sup> et in l. Si quando, post principium c. De inof. test.<sup>249</sup> et in l. Certum, [p. 104] c. Unde legit.<sup>250</sup>, cum aliis concord. que tradit Socci., cons. 13., presens consultatio col. 13, lib. primo, ubi pro ista opi[nio] 18 facit<sup>251</sup>, et sequuntur Moder[ni] in rep. rub. De testa.<sup>252</sup>, in penultima cartha, et ista opi[nio] in ratione consistit, quia talis licentia testandi non conceditur, ad hoc ut ipse religiosus habeat proprium sicut retineat, sed ut in alium proprium usum transferrat et distribuatur, eo tempore quo si vellet retinere non posset et hoc facile conceditur arg. l. Cogi., § Ii qui solidum, ff. Ad Trebel.<sup>253</sup> et l. In edibus, § Quod si filius, ff. De dona.<sup>254</sup>

Tertium dubium primi capituli circa electionem confessoris et absolvendi alios minus dubitationis habet. Nam ultra hoc quod hic casus in specie reperitur concessus a Benedicto XII in ejus constitutionibus<sup>255</sup> et ab Eugenio<sup>256</sup> et Sixto<sup>257</sup> in privilegiis concessis sacro officio, hoc de jure quilibet curatus et ordinarius potest concedere, ut tenent omnes summiste in verbo «Confessio», post Petr. de Palud. in 4 sent., dist. 17<sup>258</sup>, et a fortiori major Penitentiarius, qui est ordinarius et prepositus super omnes penitentes, ut dicit Archiepis. in 3<sup>a</sup> parte Summe<sup>259</sup>, et de se patet immo in omnibus casibus in quibus ordinarii possunt in diocesi sua dispensare, potest major Penitentiarius in universo [f. 122v], ut est expressum in privilegiis Sixti et Concilii generalis. Pudet nos in re tam manifestissima et antiquissima in officio verba facere ut jam non supersit, nisi ut parati simus cuilibet malitioso de cibo et potu et momentis [p. 105] temporum rationem reddere. Jam explicatum est primum principale caput querimoniarum istorum fratrum<sup>260</sup>, ex quibus patet quod vane et in eo conqueruntur de iis que non intelligunt. Nunc ad secundum descendamus.

Secundum principale caput hujus querele circa extractionem fratrum<sup>261</sup> ab eorum monasteriis vertitur quod ipsi dividunt in quinque species. Prima est per viam declaratorie, pro illis qui dicunt se vi et metu qui cadere possent in constantem professionem emississe. Ista declaratoria de jure est justissima neque sine iniquitate et injustitia negari posset. Nam, de jure, ubi est vis et metus, abest voluntas et deficiente voluntate, professio non valet, ut dicit tex. in c. primo, De regul.<sup>262</sup> et in c. Sicut, 20, ques. prima<sup>263</sup>, et tradunt doct. in c. Cum locum, De spons.<sup>264</sup> et in c. primo Quod met. cau.<sup>265</sup>, et ideo declarari potest nulla, ut tradit Cald. in cons. primo Qui cler. vel vo.<sup>266</sup>, nec talis metus in professione illatus purgatur, postea per quoscunque actus, etiam per plures annos factos eadem causa metus durante, ut dicit in divinis Cald. tit. Quod met. cau., cons. primo<sup>267</sup>, et idem firmat Bar. in l. Si ob turp. col. fi., ff. De

<sup>248</sup> Baldus de Ubaldis, Com. ad. C. 6, 49, 6, n° 32 (*In sextum codicis librum commentaria*, Venetiis, 1586, f. 172v).

<sup>249</sup> Baldus de Ubaldis, Com. ad. C. 3, 28, 35, n° 6 (*Commentaria In primum, secundum et tertium codicis lib.*, Augustae Taurinorum, Apud heredes Nicolai Bevilacqua, 1576, f. 225).

<sup>250</sup> Baldus de Ubaldis, Com. ad. C. 6, 15, 5, n° 31 (*In sextum codicis librum commentaria*, Venetiis, 1586, f. 44).

<sup>251</sup> Marianus Socinus, consilium 13, n° 3 et 17 (*Prima pars consiliorum Mariani et Bartholomei de Socinis senensium*, Lugduni, apud Jacobum Giunta, 1546, f. 14v-15).

<sup>252</sup> X 3, 26 *De testamentis* (Friedberg, II, col. 541).

<sup>253</sup> D. 36, 1, 17, 15 (Mommsen, I, 523).

<sup>254</sup> D. 39, 5, 9, 2 (Mommsen, I, 608).

<sup>255</sup> Benoît XII (1334-1342), E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. I/2, 1-6.

<sup>256</sup> Facultés concédées par Eugène IV dans la bulle *In apostolice dignitatis* (14 octobre 1438), *ivi*, vol. I/2, 37-47.

<sup>257</sup> Facultés concédées par Sixte IV dans la bulle *Personam tuam* (13 septembre 1471), *ivi*, vol. II/2, 4-8.

<sup>258</sup> Petrus de Palude, *Quartus sententiarum liber...*, Paris, François Regnault, 1514, distinctio 17, f. 69v et sq.

<sup>259</sup> Antoninus Florentinus sive Antoninus Archiepiscopus, *Summa theologica in quattuor partes distributa, pars tertia*, Veronae, 1750, 950-951 (tit. 17, *de statu confessorum*, c. 5, *Quis potest committere audientiam confessionum*).

<sup>260</sup> *Fratrum* pour *fratrum* dans le texte.

<sup>261</sup> *Fratrum* pour *fratrum* dans le texte.

<sup>262</sup> X 3, 31, 1 (Friedberg II, col. 569).

<sup>263</sup> *Decretum Gratiani*, C. 20 q. 1 c. 9 (Friedberg I, col. 846).

<sup>264</sup> X 4, 1, 14 (Friedberg, II, col. 666).

<sup>265</sup> X 1, 40, 1 (Friedberg, II, col. 218-219).

<sup>266</sup> Gasparus Calderinus, Rubrica *Qui clerici vel voventes*, consilium 1 (*Consilia sive responsa*, Venetiis, 1582, f. 86).

<sup>267</sup> Gasparus Calderinus, Rubrica *De hiis que vi metu causa fiunt*, consilium 1 (*Consilia sive responsa*, Venetiis, 1582, f. 21r-v).

[f. 123r] condit. ob turp. cau.<sup>268</sup>. Sequitur Alex. in cons. 48<sup>269</sup>, lib. 4<sup>270</sup> et plures alii quos late refert de ejus [Deci.] in cons. 219<sup>271</sup>, et reasumit idem latius l. In omnibus causis, ff. De reg. jur.<sup>272</sup>, nec relevat quod isti fratres dicunt quod per publicam professionem tollitur metus, quia hoc [p. 106] est falsum, quia in illa facienda narratur metus illatus in qua non audet, propter metum, contradicere et vim que cadere potest in constantem. Et propterea committimus ordinario, vel eo existente suspecto, vicario, episcopi vel alteri ibi existenti qui hoc examinet, citato prius personaliter procuratore generali illius ordinis una die pro altera<sup>273</sup>, juxta formam nobis traditam expresse in concilio Lateranensi, et tunc, si constat de metu, professio declaratur nulla. Sin autem de premissis non constat, littere sibi non suffragantur et prout tales per superiores suos castigari et in hoc nescio quid isti conventuales replicare poterunt.

Secundo modo datur declaratoria illis qui in minori etate professionem emisserunt et ista etiam denegari non potest, qui[a] est juridica ut in c. primo De regul., lib. 6<sup>274</sup>. Nam quando quis profitetur ante legitimos annos, professio non valet, quia est facta ab homine carente iudicio perfecto et discretione<sup>275</sup> que in similibus requiritur nisi post legitimam etatem ratificetur, ut est tex. in dicto c. primo<sup>276</sup> et in c. Ad nostram, De regula.<sup>277</sup> et sequitur Abb. in c. Postulasti, eo. tit.<sup>278</sup> et in hoc omnes canoniste et summiste concordant. Quando igitur<sup>279</sup> [f. 123v] aliquis religiosus narrat, secundum formam qua hodie utimur, videlicet in se in juniore etate fecisse professionem, non intelligens quid professio regularis importaret quam nunquam etiam post etatem legitimam ratam aut gratam habuit. Talis declaratoria denegari cum iustitia non potest et est dispositum in dicto capitulo primo<sup>280</sup>. Quia cum istud sit beneficium juris nemini auferendum est, ut dicitur in c. Indultum, De reg. jur., lib. 6<sup>281</sup>, maxime quia talis declaratoria committitur ordinario qui, citato superiori illius ordinis, discutiat nunc quid narrata sint vera. Quibus ita repertis, cogitur, velit nolit, exigente iustitia eum liberum dimittere. Sin [p. 107] autem invenerit contrarium, remittet ad monasterium suum et corde de hoc conqueri conventuales cum iustitia et honestate non possint, cum hoc sit de jure clarum, nisi velint presumere ordinarium male se gerere in discutiendo negotio, quod nos presumere non debemus, cum jura de eo multum confidant. Nam jura mandant quod cause a Sede apostolica committantur existentibus in dignitate vel canonicis ecclesie cathedralibus in vulg. c. Statutum, De rescript., lib. 6<sup>282</sup>. Et ipso igitur quod nos committimus negotium illis personis de quibus jus confidit et quas ut idoneas approbat, nos sumus excusandi quia qui facit quod lex mandat, non peccat, ut dicit l. Graccus, c. De adult.<sup>283</sup>. Et in hoc isti boni fratres conventuales volunt videri sapientiores [f. 124r] lege, qui suis falsis presumptionibus arguunt in dubio ordinarios male declarasse et religiosos falsa nobis suggestisse, cum deberent hoc coram iudicibus deputatis probare, quia nunquam ad hoc eis currit tempus, et semper prout religiosum de quo talia suspicantur convenire coram ordinario ut justificet se ipsum. Sed isti boni fratres fugiunt lucem et vellent juxta eorum appetitum omnia regulari et in ista declaratoria nihil aliud sciunt dicere, post longam duorum annorum meditationem, nisi quod iste talis,

<sup>268</sup> Bartolus de Saxoferrato, Com. ad D. 12, 5, 8, n° 1 (*In II partem Digesti veteris Bartoli a Saxoferrato commentaria*, Basilae, Ex officina episcopiana, 1588, f. 141).

<sup>269</sup> 46 au lieu de 48 dans le texte.

<sup>270</sup> Alexander Tartagnus Imolensis, Lib. 4, Consilium 48 (*Consiliorum Alexandri Tartagni Imolensis*, Francoforte, Ex officina Nicolai Bassai, 1575, vol. 4, f. 34). Le canoniste renvoie au livre 3, consilium 98 (*Consiliorum seu responsorum*, Venetiis, 1590, vol. 3, f. 87).

<sup>271</sup> Philippus Decius, consilium 219, n° 7 (*Consilia sive responsa*, Venetiis, apud Jo. Baptistam Somaschum et fratres, 1570, f. 238v).

<sup>272</sup> D. 50, 17, 68 (Mommsen, I, 870).

<sup>273</sup> Voir les décrets d'Antonio Pucci, 1536-1542, E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. II/2, 46: *Declaratoria religionis [...] «vocato personaliter una die pro altera procutore generali illius ordinis vel praelato monasterii [...] et designato ei loco et hora, in quibus comparere habeat et copia citationis dimissa»*.

<sup>274</sup> VI 3, 14, 1 (Friedberg II, col. 1050-1051).

<sup>275</sup> *Descretionem* pour *discretionem* dans le texte.

<sup>276</sup> VI 3, 14, 1 (Friedberg II, col. 1050-1051).

<sup>277</sup> X 3, 31, 8 (Friedberg II, col. 571).

<sup>278</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 3, 31, 21 (*Commentaria in tertium Decretalium librum*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 3, pars 3, f. 206v).

<sup>279</sup> *Quando igitur quando* dans le texte.

<sup>280</sup> X 3, 31, 1 (Friedberg II, col. 569).

<sup>281</sup> VI 5, 13, 17, regula XVII (Friedberg II, col. 1122).

<sup>282</sup> VI 1, 3, 11 (Friedberg II, col. 941-942).

<sup>283</sup> C. 9, 9, 4 (Mommsen, II, 374).

postquam per plures annos permansit in religione, quod non possunt hoc dicere, sed ipsi graviter errant, quia si narrant se nunquam professos fuisse tacite vel expresse, nec talem intentionem habuisse, si illud probavit coram delegatis, etiam si per mille annos stetissent, nunquam censerentur professi per ea que dicentur inferius, sicut ille qui in monasterio habitum destructum gerit. Nam etiam si per viginti annos illum portet, non inducetur professio, ut dicit Inno.<sup>284</sup> et Abb. antiquus<sup>285</sup> in c. Ex parte, De regula., ubi subdit idem Abb.<sup>286</sup> se super hoc vidisse litteras declaratorias pape. In hac eadem declaratoria est etiam unum aliud considerandum. Qui asserit se in minori etate professionem emississe suasionibus vel blanditiis, ut communiter in tali forma narratur, et dicat se post etatem legitimam nullam professionem emississe, nisi quod [p. 108] accepit sacros ordines, in quorum [f. 124v] susceptione dicit expresse se protestatum fuisse, quod per talem susceptionem non intendebat tacite nec expresse, in genere nec in specie religioni quomodolibet obligari. Ad hujusmodi narrativam conceditur, etiam per sacrum officium Penitentiarie declaratoria, etiam si steterat per viginti annos. Quidquid dicant isti fratres ista non intelligentes, ratio est quia licet, per susceptionem sacrorum ordinum, inducatur tacita professio, ut tradit Cald. in cons. 15, in tit. De regul.<sup>287</sup>, nihilominus si in ista susceptione protestatur se non ea intentione capere ut velit profiteri, talis protestatio relevat potestatem ut non censeatur profiteri, sed quod susceptio ordinum fuit recepta ad alium finem, cum sit actus qui potest ad diversos fines fieri. Ita est notabilis doctrina Domi. in c. primo, § primo, in 2 ques., De regul., lib. 6<sup>288</sup>, allegat glos. in c. Ex parte, in verb. Per annum, De regul.<sup>289</sup> et glos. fi. in Clem., 2, eo. tit.<sup>290</sup>, quam sequitur et comendat idem Domi. in c. primo in 2 col., De cogna. spiri., lib. 6<sup>291</sup>, et istam cauthelam protestationis in similibus actibus dicit esse bonam et bene notandam Abb. Panor. in c. 3, De regula.<sup>292</sup>, et per ista resolvuntur vana argumenta istorum conventualium, qui putant in clamoribus jus bonum consistere.

Tertio modo conceditur licentia testandi extra monasterium, quam isti boni fratres propter inadvertentiam terminorum declaratoriam vocant, cum tamen maximum sit discrimen inter declaratoriam et [f. 125r] licentiam standi extra. Et hoc secundum ipsos datur per Penitentiariam ex causis infirmitatis, studiorum, subventionis parentum, nepotum et neptum in extrema miseria et necessitate consistentium, serviendi principibus, sequendi exercitus. Videamus modo nunc quid omnia ista concedat officium Penitentiarie et quomodo concedat. Verum est quod concedit licentiam causa infirmitatis, sed non cujuslibet infirmitatis, nec [p. 109] ista simpliciter, ut isti referunt, sed illius infirmitatis quam sine vite periculo et anime dispendio in monasterio supportare non potest. Ista est formalis petitio que nobis proponitur et secundum istum tenorem petit misellus religiosus licentiam exeundi ad domos alicujus consanguinei vel amici ut facilius possit mederi. Quam medicinam et consolationem non inveniunt infirmi in domibus conventualium. Denegabimus nos eis salutare remedium qui tenemur, ex professione nostra, non solum infirmos visitare, sed eorum necessitatibus subvenire, ne soli inter duos parietes cogamur vitam cum gemitu et indignatione exalare? Nam jura omnia subveniunt miserabilibus personis ut traditur in c. Ex parte cum similibus De for. comp.<sup>293</sup>, et tamen constat hos infirmos in numero miserabilium personarum computari, ut est tex. in l. C. Quando Imp.<sup>294</sup> in pup. et vid.<sup>295</sup>. Nam sicut solvi debet juramentum quod servari non potest sine interitu salutis corporalis, ut dicit Abb. in c. Si vero, De jur.

<sup>284</sup> Innocentius IV, Com. ad. X 3, 31, 22 (*In quinque decretalium libros commentaria*, Venetiis, Apud Bernardinum Maiorinum Parmensem, 1570, f. 252v).

<sup>285</sup> Bernardus de Montemirato sive Abbas antiquus, Com. ad. X 3, 31, 22 (*Lectura aurea domini Abbatis antiqui super quinque libris Decretalium*, Strasbourg, 1511, f. 170).

<sup>286</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 3, 31, 22 (*Commentaria in tertium Decretalium librum*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 3, pars 3, f. 207).

<sup>287</sup> Gasparus Calderinus, Rubrica *De regularibus et statu regularium*, consilium 15 (*Consilia sive responsa*, Venetiis, 1582, f. 74v).

<sup>288</sup> Dominicus de Sancto Geminiano, Com. ad VI 3, 14, 1, § Quod si, n° 4 (*Lectura super sexto libro decretalium*, Lugduni, In officina Joannis de Jonvelle alias Piston, 1520, f. 222).

<sup>289</sup> Gl. ord. ad. X 3, 31, 22 (*Corpus juris canonici emendatum et notis illustratum*, Romae, In aedibus Populi Romani, 1582, vol. 2, col. 1255).

<sup>290</sup> Gl. ord. ad. Clem. 3, 9, 2 (*ivi*, vol. 3, col. 203).

<sup>291</sup> Dominicus de Sancto Geminiano, Com. ad VI 4, 3, 1, n° 9 (*Lectura super sexto libro decretalium*, Lugduni, In officina Joannis de Jonvelle alias Piston, 1520, f. 241v).

<sup>292</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 3, 31, 3 (*Commentaria in tertium Decretalium librum*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 3, pars 3, f. 197v).

<sup>293</sup> X 2, 2, 15 (Friedberg II, col. 252-253).

<sup>294</sup> *Nup.* pour *Imp.* dans le texte.

<sup>295</sup> C. 3, 14 (Mommsen, II, 128).

[f. 125v] jur.<sup>296</sup>, ita et religiosis observantia potest ad tempus relaxari ex eadem causa. Nam infirmitas est justa causa dispensandi, ut dicit glo. «Necessitate» in Cle. prima, De privileg.<sup>297</sup>. Sacrum igitur pietatis officium concedit hujusmodi licentiam, sed limitate, videlicet cum clausula ista: «proviso tamen quod cessante infirmitate statim ad monasterium revertantur<sup>298</sup>», alias quod littere sibi non suffragentur. Itaque licentia ista non est perpetua, sed temporalis, scilicet durante infirmitate. Quero modo ab istis sapientibus nunc quid ista concessio sit justa vel injusta. Si justa, cur damnantur? Si injusta, quare jura concedunt eorum superioribus ut ex eadem causa licentiam possint concedere prout sepe conceduntur? Explicent, nedum si possunt, dicent fortasse isti adversarii: «fratres nostri narrant mendacium». Ad quos respondemus quod tunc littere nostre non suffragantur que solum infirmis conceduntur, ut expresse in eis est cautum. Nam an fratres nobis mendacium dicant vel nescire non possumus, cum fratres ipsos non videamus, sed alii pro ipsis [p. 110] supplicat et Papa providere non posset quin non possit etiam sepius circumvenire a supplicationibus, ut dicitur in c. Si aliquando, De sent. excom.<sup>299</sup>, et nos assertioni supplicantis maxime isto casu stare debemus, ut tradit Specul. in tit. De appell., § Nunc breviter, verb. Quid ergo<sup>300</sup>, et sequitur Bald. in l. Quesitum, De re judicata<sup>301</sup>, et tradit Abb. in c. [f. 126r] Significasti, in glo. Credendum, De homi.<sup>302</sup>.

Et quod hujusmodi licentia ex causa infirmitatis indistincte debeat dari etiam monialibus observantibus ultra privilegia nostra et styli antiquitatem, est de hoc tex. ad litteram in c. primo, De sta. regul., lib. 6<sup>303</sup> et in Clem. prima, § Ceterum, verba [Sane]<sup>304</sup>, ubi glos. hoc notat in ver. Rationabilis<sup>305</sup>, De stat. mo.<sup>306</sup>. Immo vult ibi predicta glos. communiter approbata quod eodem modo propter inimicitias capitales et aeris intemperiem potest ad tempus cum talibus dispensari, et illa glos. sequitur Feli. in c. Accedens, cl. secundo, in quinta col., Ut lit. non con[te]stata<sup>307</sup>, et plura cumulant Moder[ni] in commento Prammaticae, tit. De pa. posse.<sup>308</sup>. Et ista licentia ad tempus infirmitatis posse concedi a superioribus eorum prout s[e]pe conceditur, ut tradunt Doct. in dictis locis et in c. Cum ad monasterium, De stat. mo.<sup>309</sup>, et est tex. in c. Monacum, 20, [p. 111] ques. 4<sup>310</sup>. Verum quia isti conventuales non ea utuntur discreto modo, nec currant in hoc sequi dispositionem canonem, sed proprium eorum arbitrium et dominatum in misellos subditos. Propterea ne ita crucientur et cum desperatione moriantur, ad nos accurrunt. Et quod propter hanc crudelitatis causam et non observantiam caritatis videmus ad oculum conferre omnes potentes hanc licentiam, est<sup>311</sup> de istis conventualibus. Nam in monasteriis claustralibus est major discretio et ordo vivendi et ideo pauci exeunt cum habeant ut plurimum [f. 126v] curam infirmorum et facultates ad hoc collectas et propterea claustrales communi vocabulo observantes appellantur. Illi autem conventuales non observantes nominantur propter non ordinatum modum vivendi, adeo ut sepe dicunt isti afficti exeuntes quod facilius solvant omnia eorum in seculo quam in

<sup>296</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 2, 24, 8, n° 3 (*Commentaria in secundam secundum Decretalium libri partem*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 2, pars 2, f. 163).

<sup>297</sup> Gl. ord. ad Clem. 5, 7, 1 (*Corpus juris canonici emendatum et notis illustratum*, Romae, In aedibus Populi Romani, 1582, vol. 3, f. 291).

<sup>298</sup> Voir les décrets d'Antonio Pucci, 1536-1542, in E. GÖLLER, *Die päpstliche Pönitentiarie*, vol. II/2, 48: *propter infirmitates*.

<sup>299</sup> X 5, 39, 41 (Friedberg, II, col. 907).

<sup>300</sup> Guilelmus Durantis sive Speculator, Com. ad X 2, 28, § *Nunc breviter*, n° 6 (*Speculum juris*, Augustae Taurinorum, Apud Heredes Nicolai Bevilacqua, 1578, vol. 2, f. 204v).

<sup>301</sup> Le copiste a semble-t-il confondu Balde et Bartole.

<sup>302</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 5, 12, 18, n° 7 (*Commentaria*, Lugduni, In edibus Antonii du Ry, 1527, vol. 6, f. 149v). Le canoniste cite la glose ordinaire ad X 5, 12, 18, verb. *Credendum* (*Corpus juris canonici emendatum et notis illustratum*, Romae, In aedibus Populi Romani, 1582, vol. 2, col. 1710).

<sup>303</sup> VI 3, 16, 1 (Friedberg II, col. 1053-1054).

<sup>304</sup> Clem. 3, 10, 1, § 7 (Friedberg II, col. 1168).

<sup>305</sup> *Rationabilis* pour *causa rationabili* dans le texte.

<sup>306</sup> Gl. ord. ad Clem. 3, 10, 1 (*Corpus juris canonici emendatum et notis illustratum*, Romae, In aedibus Populi Romani, 1582, vol. 3, col. 211).

<sup>307</sup> Felinus Sandeus, Com. ad X 2, 6, 4, n° 11 (*Commentariorum Felini Sandei Ferrariensis in Decretalium Librum V pars secunda*, Basiliae, Ex officina Frobeniana, 1567, vol. 2, col. 338-339).

<sup>308</sup> Pragmatique Sanction de Bourges du 7 juillet 1438, décret *De pacificis possessoribus*. Voir l'édition glosée de Cosme Guymier (Paris, 1486) ou encore le *Commentum* du catalan Guillaume de Monserrat (Paris, 1501).

<sup>309</sup> X 3, 35, 6 (Friedberg, II, col. 599).

<sup>310</sup> *Decretum Gratiani*, C. 20 q. 4 c. 3 (Friedberg I, col. 851-852).

<sup>311</sup> *Sunt* pour *est* dans le texte.

eorum monasteriis propter regimen immoderatum et conjunctionem rerum. Nam coguntur ibi vivere sicut accipies. Subveniendum est igitur miserorum calamitatibus, quia Deus non vult mortem peccatoris, sed ut convertantur et vivant<sup>312</sup>, et tales, cessantibus infirmitatibus, prout littere nostre dicunt, non redierint ad monasterium. Utantur isti conventuales remediis opportunis ad reducendum eos, sicut reducunt apostatas juxta brevina Leonis et Clementis<sup>313</sup>, que ipsi citant. Sed non querunt isti hoc ut neque ad istum finem utilitatis<sup>314</sup> animarum emanant iste lacrimae et querele, nisi quod vellent istis querimoniis summam hujus negotii ad eorum superiores devolvi plus justo lucris inhiantes. Existimamus rem acutius detegisse<sup>315</sup>.

2<sup>o</sup> modo concedimus licentiam religiosis standi extra isto modo, videlicet propter subventionem parentum in extrema paupertate et miseria existentium, qui aliunde sibi providere non possunt. Ista concessio juridica est, necessaria et licita, in qua aliqui Theologi fortius [f. 127r] voluerunt quod, etiam sine licentia et invito prelato, posset talis religiosus monasterium exire et parentibus in maxima miseria constitutis et aliis quibuscunque ex suo labore subvenire, immo quod posset capere de bonis monasterii, invito prelato, et eis ministrare. Sed licet aliqui Theologi ista teneant quod plures bonas rationes, et alii etiam [p. 112] voluerunt contrarium, ille disputationes procedunt omnes in casibus in quibus superius diximus et non attingunt casum de quo hic tractamus. Nam licentia ita moderata et justificata, ut hodie conceditur, nullam difficultatem habet apud eosdem Theologos, quia nullus eorum inficiatur quod si religiosus, de licentia Pape vel majoris Penitentiarii, exeat, prestaturus opem parentibus egentibus, omnium auxilio destitutis, ex sua industria et labore, non ex bonis monasterii hoc licite faciat. Nam in primis hoc est preceptum secunde<sup>316</sup> tabule, de quo Exodi 20: «Honora patrem et matrem<sup>317</sup>». Et iste honor principaliter consideratur in subveniendo eis in maxima necessitate constitutis, ut declarat Christus, Dominus noster, Mathei 15<sup>318</sup>, reprehendens in hoc Phariseos qui contrarium suadebant. Et cum hoc obligatio naturalis concurrat secundum Aristotelem<sup>319</sup>, cum quo lex civilis concordat. Quia [ex] quo hujusmodi opus subventionis fundatur in charitate et misericordia, talis necessitas excludit omne [f. 127v] votum et obligationem. Alias ea que introducta sunt in cultum Dei militarent contra charitatem et nesciremus quid esset illud «misericordiam volo, non sacrificium<sup>320</sup>», si propter ceremonias regulares presertim hodiernas non succurreretur hujusmodi [morienti], sicut Christus dixit contra Fariseos Mathei 12<sup>321</sup>, qui arguebant discipulos Christi fame pereuntes, in die sabati colligentes spicas. Nam respondit Christus: «Homo major est sabato» et quod «sabatatum est propter hominem<sup>322</sup>». Ita homo est major quacunque observantia et voto regulari, quia omnia hec sunt propter hominem. Nam in his in quibus est quis primo obligatus, non potest contrariam obligationem subire. Nam si religiosus ante ingressum religionis esset uni obligatus in centum, clarum est quod, propter ingressum religionis, illa obligatio non tolleretur eodem modo neque de subveniendo parentibus que, priusquam monasterium ingrederetur, contracta fuit. Per ingressum non debet tolli, sicut videmus quod per ingressum religionis non absolvitur vir a debito conjugati per jus contracti. Ita eadem ratione neque a debito juris nature quod est alimentare parentes. Quam charitatem alendi parentes in necessitate [p. 113] constitutos legimus bruta animalia observasse. Nam teste Isidoro<sup>323</sup>, ciconie<sup>324</sup> sic se affectu pio ad parentes gerunt quod tanto tempore filii parentes senectute confectos in nido<sup>325</sup> nutriant, quanto ab eis in etate parvula sunt nutriti. Et maxime quia hic non agitur de auferendo religiosos perpetuo, non concederentur [f. 128r] arg. l. Quoties, c. De prec. imp. offer.<sup>326</sup>, presertim quia talis religiosus propter hoc non absolvitur ab

<sup>312</sup> Éz 33, 11.

<sup>313</sup> Voir l'introduction de la présente édition, *supra*, n. 59.

<sup>314</sup> *Utilitas* au lieu de *utilitatis* dans le texte.

<sup>315</sup> *Detegisse* au lieu de *detigisse* dans le texte.

<sup>316</sup> *Secundo* au lieu de *secunde* dans le texte.

<sup>317</sup> Ex 20, 12.

<sup>318</sup> Mt 15, 4.

<sup>319</sup> Aristote (334-322 av. J.-C.).

<sup>320</sup> Mt 9, 13.

<sup>321</sup> Mt 12, 7.

<sup>322</sup> Mc 2, 27.

<sup>323</sup> Isidore de Séville (560/570-636).

<sup>324</sup> *Vironie* pour *ciconie* dans le texte.

<sup>325</sup> *In nido* pour *inde* dans le texte.

<sup>326</sup> C. 1, 19, 2 (Gratien, II, 74-75).

observantia religionis, que servari potest in domo patris, consanguinei vel amici. Nam hoc non est contra substantiam monacatus, ut maneat extra monasterium, in certo loco. Super quo episcopus et [abbas possunt licentiam dare esse toto tempore vite sue, ut dicunt Inno.<sup>327</sup>], Abbas<sup>328</sup> et ceteri in c. Insinuante, Qui cle. vel voven., sequitur Car. in Clem. prima, § Premissa, De sup. neg. prel.<sup>329</sup> et Abb. in c. Sicut, cl. primo, De ju. jur.<sup>330</sup>, et in c. primo, Ex rescripto, eo. tit.<sup>331</sup>. Propterea quia illa obligatio qua quis tenetur parentibus subvenire est, ex precepto divino, obligatio vero ad religionem est inducta a constitutione humana principaliter. Sed inconveniens est quod lex humana derogat legi divine. Concludendum est igitur licentiam esse canonicam et ob eam causam quia aliqui super hoc dubitaverant, concilium Gragense<sup>332</sup> tales filios auxilium parentibus non prestantes anatematizavit. Cujus verba formalia hec sunt: «Si qui filii parentes maxime fideles deserverint occasione Dei cultus hoc justum esse judicantes, et non potius debitum honorem parentibus reddiderint, [p. 114] ut hoc ipsum in eis venerentur quod fideles sint, anathema sint<sup>333</sup>». Cujus concilii decretum plures sequi fuerunt, quos brevitatis causa omittimus, cum fere nos pudeat ad hoc computandi genus confratribus hujusmodi devenisse tanquam quod potestas sacri officii fuerit vindicata et non potius sit eadem Sedis Apostolice, quam tue[f. 128v]ri magis ad V. S. quam ad nos pertinet.

3<sup>o</sup> modo concedimus licentiam causa studii in qua[cumque] facultate, que etiam ad quinquennium vel septennium datur. Non insistemus amplius cum sit expressa in facultatibus nostris et sit de hoc tex. ad literam, in c. 2<sup>o</sup>, Ne cle. vel mo., lib. 6<sup>334</sup>. Per quem tex. etiam superiores ipsorum fratrum<sup>335</sup> illum concedere possunt, immo ipsam denegare esset injuriam inferre Ecclesie sancte Dei que indiget viris litteratis ut ad propositum late refert Abb. Panor. in cons. 88 § in primo vol.<sup>336</sup>.

4<sup>o</sup> modo conceditur licentia standi extra monasterium pro serviendo alicui principi et hoc de jure communi cavetur. Nam non solum major Penitentiarius, qui in istis spiritualibus est major quocunque ordinario, sed etiam abbates hoc concedere possunt monachis suis. Ita tenent Hostiensis, Abb. et communiter alii in c. septimo<sup>337</sup>, in primo notabili, De off. ord.<sup>338</sup> et in c. Sicut, cl. primo in fi.<sup>339</sup> et latius in c. Ex rescripto, col. 2, De ju.<sup>340</sup> jur.<sup>341</sup>. Et sequitur Dec. in c. 2, in 8 col. n<sup>o</sup> 13, De jud.<sup>342</sup>. Ita [p. 115] quod si facimus id quando jure communi conceditur, nemini injuriam facimus. Et quamvis ista nobis de jure competant, utimur tamen istis facultatibus adeo moderate et cum tot limitationibus et clausulis per tot secula ex concilio prudentissimorum virorum et permissione pontificum approbatis, qualibus nunquam usi fuerunt superiores dictorum fratrum<sup>343</sup> in suis concessionibus.

<sup>327</sup> Le copiste a omis un passage du texte, restitué d'après *Commentaria R.P.D. Ludouici Gomesii... in nonnullos libri Sexti Decretalium titulos, quos ipse tu[n]c junior Patavij publice interpretabatur*, Lugduni, apud Gulielmum Rouilium, 1546, 250.

<sup>328</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 4, 6, 7 (*Commentaria in quartum et quintum Decretalium librum*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 4, pars 1, f. 27v).

<sup>329</sup> Franciscus de Zabarellis sive Cardinalis Florentini, ad Clem. 1, 5, 1, § Premissa, n<sup>o</sup> 4 (*In clementinarum volumen commentaria*, Venetiis Apud Juntas, 1602, f. 38).

<sup>330</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 2, 24, 13, n<sup>o</sup> 3 (*Commentaria in secundam secundi Decretalium libri partem*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 2, pars 2, f. 169v).

<sup>331</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 2, 24, 9, n<sup>o</sup> 5 (*Commentaria in secundam secundi Decretalium libri partem*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 2, pars 2, f. 165).

<sup>332</sup> *Gracense* pour *Gragense* dans le texte.

<sup>333</sup> Concile de Gangres (milieu IV<sup>e</sup> siècle), c. 16, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, Gian-Domenico MANSI (éd.), A. Zatta, Firenze, 1759-1798, réimp. anast. Graz, 1960-1961, vol. II, col. 1103.

<sup>334</sup> VI 3, 24, 2 (Friedberg II, col. 1065-1066).

<sup>335</sup> *Fratrum* pour *fratrum* dans le texte.

<sup>336</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), lib. I, consilium 88, n<sup>o</sup> 5 (*Consilia quaestiones et tractatus Panormitani*, Lugduni, 1562, f. 43).

<sup>337</sup> *Quarto* au lieu de *septimo* dans le texte.

<sup>338</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 1, 31, 7, n<sup>o</sup> 1 (*Commentaria Secundae partis in Primum decretalium librum*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1570, vol. 2, pars 1, f. 147). La démonstration s'appuie sur Hostiensis.

<sup>339</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 2, 24, 13, n<sup>o</sup> 3 (*Commentaria in secundam secundi Decretalium libri partem*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 2, pars 2, f. 169).

<sup>340</sup> *In.* et non *ju.* dans le texte.

<sup>341</sup> Panormitanus sive Abbas modernus (= Nicolaus de Tudeschis), Com. ad X 2, 24, 9, n<sup>o</sup> 5 et 6 (*Commentaria in secundam secundi Decretalium libri partem*, Venetiis, Apud Joannem de Gara, 1571, vol. 2, pars 2, f. 165).

<sup>342</sup> Philippus Decius, Com. ad X 2.1.2, n<sup>o</sup> 13 (*Commentaria super decretalibus*, 1536, f. 99v).

<sup>343</sup> *Fratrum* pour *fratrum* dans le texte.

[f. 129r] Scribunt fratres conventuales ultimum modum standi extra causa sequendi exercitus. Hec licentia non conceditur, nec recordamur fuisse a nobis concessam in sacro officio. Et in hoc fratres isti malitiose errant et nos injuste accusant. Parcat eis Deus.

Ceterum quoad eorum exaggerationes et illationes que ex premissis colligunt, non curamus reddere, quia ex quo predicta omnia secundum juris dispositionem conceduntur accedentibus privilegiis et stylo antiquissimo illa inconvenientia que allegant nullius sunt momenti, quia semper ille eedem rationes militarunt temporibus preteritis et militabunt donec jura communia fuerint et tamen propter hoc nichil fuit immutatum, quia immitationes et novitates insolite nihil commodi vel honoris, sed detrimenti plurimum afferre solent Ecclesie sancte Dei et ejus ministris. Justius igitur et sanctius esset ut isti patres colligant sese et vitam componant in melius ut sic cum prudenti dexteritate et charitatis zelo ac debito et decenti ordine monasteria sua disponentes religiosi infirmi salutis remedia ibidem valeant invenire, ne cogantur necessitate urgente, prout faciunt, aliena subsidia querere.

Tertium caput principale istorum fratrum<sup>344</sup> concernit concessionem factam existentibus extra ordines et hoc secundum ipsos fit multipliciter, videlicet concedendo homicidiis voluntariis ministerium altaris, quod preficiantur ecclesiis, quod ad beneficia [f. 129v] habilitentur, quod inter Penitentiariorum Urbis reponantur.

Discutiamus singula capita hujus 3<sup>e</sup> partis, primum quod religiosis homicidiis voluntariis ministerium altaris concesserimus. Hoc non ita referunt conventuales ut fit et, ut putamus, ex industria ut ita sub involucro verborum, ut ait<sup>345</sup> ille Virgilianus, commisceant vera falsis ut sibi et hos sacros et R[everediss]imos judices circumveniant. Nam clarum est quod ubi aliquis est manifestus homicida, sive sit clericus, sive sit monachus, nunquam a Sacra Penitentiaria dispensatur ad altaris [p. 116] ministerium, nec ipsi hoc quod pollicentur probabunt nunquam, adeo quod cogentur hoc facto nos convincere aut mendacium agnoscere. In oculis vero homicidiis, que probari non possunt, nec de illis aliquis mortalium scit nisi Deus, sacrum officium distinguit promotos a non promotis, et licet antiqui patres nostri non distinguerent, non tamen strictius procedentes, voluimus duplicem habere considerationem rationi et juri consonam. Nam si aliquis clericus est jam ad sacros promotus et fecit homicidium, quod dicit penitus esse occultum, huic in foro conscientie tantum et directis<sup>346</sup> confessori suo et postea laniatis litteris juxta antiquum stylo, damus absolutionem etiam cum ministerio altaris, hac ratione ne si hinc promotus solito celebrare talia negaremus, crimen in maximum illius periculum et scandalum suorum detegeretur, quod facile fieret si quem [f. 130r] sepe celebrantem viderant hodie cessantem cernerent. Quodque sic isti promotus et suis periculosum nemo est qui nesciat, ideo hac de causa Sacra Penitentiaria dispensationem in foro conscientie tantum concedit. Non promotis vero non concedit, nisi absolutionem tantum citra altaris ministerium quia in eis cessant rationes predictae, licet, ut diximus, antiqui patres in utroque casu cum occulto homicida dispensassent, freti autoritate doctorum hoc casu non distinguunt. Nam Vincentius doctor antiquus, Rofredus et alii quos refert Archidia. in c. De his, 50 dist.<sup>347</sup> et Feder. cons. 168<sup>348</sup> in fi. tenent cum homicida occulto ipsos posse dispensare et per consequens majorem Penitentiarium qui habet omnem facultatem eorundem nulla facta distinctione inter promotos et promovendos. Sed nos hodierno stylo usi sumus hoc temperamento ut tantum promotis citra altaris ministerium consulamus, propter predictam rationem non promotis vero minime, nisi voluerint religionem ingredi. Per easdem rationes tunc enim in monasterio concedimus altaris ministerium cum ex hoc nullus scandalizetur, cum homicidium est penitus occultum. Sed potius ex tali denegatione res que occulta fuerat revelaretur et generaretur scandalum quando superior ordinis non daret huic religioso quod se ad sacros ordines promoveret. Nam illo recusante propter conscientiam [p. 117] lesam, res deveniret in notitiam que sine scandalo, damno, verecundia et infamia religiosi professi qui ob hanc causam expelleretur [f. 130v] forte a superiore fieri non posset. Conveniens igitur erit hujusmodi dispensatio que a tot incommodis corporis et anime relevat, presertim quia causa religionis multa conceduntur que alias

<sup>344</sup> *Fratrum* pour *fratrum* dans le texte.

<sup>345</sup> *Suum* pour *ait* dans le texte.

<sup>346</sup> *Districtis* pour *directis* dans le texte. La correction *directis* est écrite en interligne.

<sup>347</sup> Guido de Baysio sive archidiaconus Bononiensis, *Rosarium* ad D. 50, c. 44 (*Super Decreto*, Lugduni, Apud Hugonem a Porta, 1549, f. 66v). Guido de Baysio cite les décrétalistes Vincentius Hispanus († 1248) et Goffredus Transensis (v. 1200-1245), et non Roffredus Beneventanus.

<sup>348</sup> Federicus Petrucci Senensis, *Quaestio 168 (Consilia sive responsa, quaestiones et placita)*, Venetiis, Apud Franciscum Ziletum, 1570, f. 83).



non concederentur, ut dixit tex. in c. 2 de Apost.<sup>349</sup>. Cujus quidem religionis ingressus posset etiam sufficere manifestis homicidi[i]s, per ea que multis locis theologi et canoniste tradunt, sed de manifestis, ut diximus, non est nobis cure, cum occultis vero, ut est premissum, servantur ea que diximus. Quero modo ab istis quatuor censoribus numquid<sup>350</sup> hoc sit justa concessio, an vero injusta. Si justa, nequiter conqueruntur. Si injusta, dicant nobis quod remedium erit pauperi sacerdoti qui aliunde sibi victum parare non potest nisi ex altari. Cogemus ne ipsum occultum peccatorem destitutum alio auxilio miserabiliter mendicare ut necessitate cogente deteriora committat. Numquid Christus repulsi Judam occultum peccatorem? Quid aliud egit Christus nisi ut illius turpitudine non revelaretur, ut sic ille peccatum suum tacitus agnosceret? Quid quod hoc casu, ut diximus, ex tali acerba repulsione prope infinita scandala oriantur. Que ut evitentur merito Sacra Penitentiaria induxit hoc remedium salutare quod denegare esset cum erroribus ejus sentire<sup>351</sup> qui lapsis quantumcunque occultis penitentiam denegabat, adversus quem pluribus voluminibus scripsit Cyprianus<sup>352</sup>. Anne putamus aliam ob causam dominicum Augustinum<sup>353</sup> sacrum hoc Penitentiarie officium asyllum Romuli<sup>354</sup> ap[p]ellas[se] [f. 131r], nisi quia ad illud rei criminis fragilium corporum, hic vero animarum salutem invenirent? Quamobrem tam sepe a canonibus Sedes apostolica pia mater appellatur gremium non claudens redeunti, si peccatoribus presertim occultis non miseretur. Desinant igitur nos seu potius Sedem apostolicam lacescere et querimonias tam sepius recantatas contra pietatem et debitam omnibus fidelibus ad nos occurrentibus charitatem acuere. Nam si iterum nos ad ista provocaverint, cogemur eos hostes Sedis Apostolice existimare et eos veluti male de Sedis Apostolice potestate sentientes confutare.

[p. 118] Nunc vero reliqua hujus tertie partis capita aggrediamur, que sicut tria secundum ipsos execranda, videlicet quod religiosi ad beneficia habilitentur, quod preficiantur ecclesiis, quod inter Penitentiarios Urbis reponantur. His et causa, B[eatissim]e Pater, quam nos scorpionis appellamus, S. V. de directo respicit. Nam isti boni magistri parum fuisse putabant nos aggredi, nisi etiam summi pontificis potestatem sub pretextu sacri officii impudenter carperent. Nam ut hec tria uno verbo absolvamus sacrum officium nunquam solitum est religiosos ad beneficia habilitare, nec illos ecclesiis preficere. Hec enim per S. V. ad quem pertinent solent concedi, qui omnia potest, cum habeat potestatem a Christo, et vero religiosi inter Penitentiarios reponantur, licet major Penitentiarius aliquos et raro ac in certis ecclesiis reponat. Sanctissimus tamen pontifex quasi omnes [f. 131v] ad hoc officium deputat. Nullus enim Penitentiarios basilice S[ancti] Petri a majori Penitentiario deputatur. Sequitur propterea quia Papa quatuor ex religiosis modo super penitentes ibidem deputaverint ac infinitos alios in ecclesiis patriarchalibus constituerit, quos eos ad inferos emiserit poterit, ne religiosus magis in monasterio preficere quam in hoc penitentium? An sanctius officium religioso dari potest in monasterio suo quam Penitentiarie nomine? Hujusmodi officium, quod antiquius fuit in Ecclesia Dei omni conventualium religioni prefertur et meritis et dignitate. Quid obsecro<sup>355</sup> aliud exercuit Christus quod penitentie curam qui venerat vocare peccatores<sup>356</sup>? Quid aliud predicavit Joannes<sup>357</sup>? Quid Cletus<sup>358</sup> autore Damaso<sup>359</sup> in principio nascentis Ecclesie agit, quando ex mandato Petri 15<sup>360</sup> super penitentes prefecit Ayno? Rem execrabilem damnem<sup>361</sup> ea ratione promotionem<sup>362</sup> religiosorum ad episcopatum, cujus statum est omni religione in Ecclesia Dei fructuosior? Immo tantum abest quod hujusmodi officium Penitentiarie in religioso damnari debeat quod ad aliud magis ipsi religiosi perficiendi sunt quam alii. Nam ex eorum habitu solent quandam imaginem sanctioris vite pre se ferre, exemplo cujus peccatores facilius ad veram peccatorum penitentiam convertuntur. Tamen isti suis inventionibus [p. 119] confici detestantur non

<sup>349</sup> Ac 2.

<sup>350</sup> *Nunc quid* pour *numquid* dans le texte.

<sup>351</sup> *Non etiam sentire* pour *ejus sentire* dans le texte.

<sup>352</sup> Cyprien de Carthage (v. 200-258).

<sup>353</sup> Augustin d'Hippone (354-430).

<sup>354</sup> Asile créé par Romulus pour peupler la ville de Rome.

<sup>355</sup> *Obserero* pour *obsecro* dans le texte.

<sup>356</sup> Lc 5, 32.

<sup>357</sup> Mt 3, 2.

<sup>358</sup> Pape Anaclet (v. 80-v. 92).

<sup>359</sup> Pape Damase (366-384).

<sup>360</sup> 1P 1, 15.

<sup>361</sup> *Dammen* pour *damnem* dans le texte.

<sup>362</sup> *Promovionem* pour *promotionem* dans le texte.

memores, ut nimis antiqua omittimus et magis proxima decurramus, Cornelium ejus nominis primum summe laudatum ordinem hunc [f. 132r] Penitentiariorum, ex quibus plures martyres effecti fuerunt, temerarie elatione<sup>363</sup> cujusdam Donati<sup>364</sup> perturbatum et jam fere collapsum restituisse, quando in summa perturbatione illius heretici ad hoc officium penitentium presbiterum bone conscientie semper sapientem servanemque secretum preficit autoritatibus Socrate<sup>365</sup>, Sosomeno<sup>366367</sup> et Cassiodoro<sup>368</sup>, tantaque fuit summorum pontificum ergo hoc sacrosan[c]tum officium diligentia et cura quod cum procedente tempore aucta fuisset Sedis apostolice devotio et undique fideles ad eam confluerent pro remedio peccatorum, cum messis multa esset et operari perpauci<sup>369</sup>, placuit summis pontificibus ad Sacre Penitentiarie officium regendum 12 cardinales destinare, quod factum fuisse Avenione in vetustis codicibus legitimis. Reprehendant igitur hoc etiam pontificis factum Catones isti de celo elapsi et ne vestros mores inducant vestusto jam seculo ut quos jam miraculis clarere non videmus novitatum inventores saltem admiremur. Sed jam veremur, B[eatissi]me Pater, ne in immensum crescat oratio que videbatur successive posse diminui. Consultius igitur faciemus si hujus defensionis simus colligentes, desierimus S. V. congerie onerare verborum, postquam ex premissis facile intelligit hoc sacrosanctum officium nil aliud gerere quam quod a Sede Apostolica nobis demandatum est. Hic enim non nostro, sed vestro nomine supplicationes signantur. Hec eadem que he geruntur per S. V. et alios a nobis profectos conceduntur ut necesse [f. 132v] sit utramque potestatem que eadem est illis eisdem conventualium rationibus damnare, cum par eidemque resultet effectus. Verum quia ea omnia ut vana et scandalosa alias fuisse rejecta demonstravimus, non dubitamus quin S. V. opportune sit provisura.

## Summarium

En 1535-1536, les généraux des ordres mendiants se saisissent des appels du pape Paul III à la réforme de la Curie pour plaider en faveur d'une limitation des pouvoirs de la Pénitencerie apostolique. Ils rédigent un virulent libelle, dans lequel ils accusent l'office de favoriser, par un octroi massif de grâces, l'apostasie des religieux et l'essor des mouvements hétérodoxes. Cet article propose une édition, précédée d'une introduction, de ce libelle et de la double réponse de la Pénitencerie, celle d'Antonio Pucci, Pénitencier majeur (1529-1544), datée du 10 février 1536, et celle du régent, Luís Gómez (1534-1543). Le dossier éclaire sous un jour nouveau les bouleversements internes aux ordres mendiants, confrontés, dans les années 1530, au départ massif de leurs membres, ainsi que les projets pré-tridentins de réforme de la Pénitencerie, avant la réforme effective de l'office en 1569.

In 1535-1536, when the new pope Paul III promoted the reform of the Roman Curia, the general superiors of mendicant orders tried to limit the Apostolic Penitentiary's powers. They wrote a virulent libel, in which they accused the Penitentiary of encouraging apostasy of religious and rise of heterodox movements by granting too much graces. This paper is an edition of this libel, preceded by an introduction, and the double response written by Antonio Pucci, Penitentiary Major (1529-1544), dated 10 February 1536, and by the regent, Luís Gómez (1534-1543). This dossier sheds new light on the internal upheavals of the mendicant orders, confronted in the 1530s with the mass departure of their members, as well as the pre-Tridentine plans for reforming the Penitentiary, before the reform in 1569.

---

<sup>363</sup> *Eletatione* pour *elatione* dans le texte.

<sup>364</sup> Donat le Grand (v. 270-v. 355)

<sup>365</sup> Socrate le Scholastique (v. 380-450).

<sup>366</sup> Sozomène (400-v. 450).

<sup>367</sup> *Sosomono* pour *Sosomeno* dans le texte.

<sup>368</sup> Cassiodore (v. 485-580).

<sup>369</sup> Lc 10, 2.